

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA
TRANSFORMATION MORALE
DU
JEUNE DÉLINQUANT
PAR LE TRAVAIL

“ Otiosus Viliosus. ”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 22 Mai 1900, à 2 heures 1/2.

PAR

Albert RINJARD

Président : M. LÉVEILLÉ, professeur.

Suffragants : { *M. LE POITTEVIN, professeur.*
M. GARÇON, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA
TRANSFORMATION MORALE
DU
JEUNE DÉLINQUANT
PAR LE TRAVAIL

“ Otiosus Vitiosus. ”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

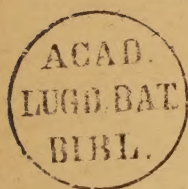
Soutenue le Mardi 22 Mai 1900, à 2 heures 1/2.

PAR

Albert RINJARD

Président : M. LÉVEILLÉ, professeur.

*Suffragants : { M. LE POITTEVIN, professeur.
 M. GARÇON, professeur.*



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1900

A mes Parents et Amis

A M^e SIMETTE, avoué près le Tribunal de la Seine.

*A M. PUYBARAUD, directeur du service des recherches,
dont l'assistance et les conseils m'ont été d'un grand
secours.*

BIBLIOGRAPHIE

GUILLOT. — *Les prisons de Paris.*

MAX. DUCAMP. — *Paris.*

PUYBARAUD. — *Les maisons d'éduc. préventive et correctionnelle.*

PUYBARAUD. — *Condition des enfants sortant des maisons de correction.*

BERLIER DE VAUPLANE. — *Cinquantenaire de Mettray.*

Bulletins triennaux de Mettray, 1895-1898.

DE ROBERNIER. — *Précis sur l'Institution d'un patronage légal des jeunes libérés.*

Bulletin de la Société générale des prisons (REVUE PÉNITENTIAIRE),
années 1885 à 1900.

PRÉFACE

« La dépravation de l'enfance est un de ces maux que l'on ne peut guérir qu'en y mettant tout son cœur : en travaillant à corriger l'enfance, ce n'est pas seulement au sauvetage de l'enfance que vous aurez travaillé, mais au sauvetage de la France et de la Patrie elle-même. »

JULES SIMON.

Le but de notre étude est le suivant : nous voulons, après avoir montré d'où vient la démoralisation de jour en jour plus grande de l'enfance, étudier les moyens actuellement employés pour y remédier, chercher les perfectionnements et les modifications qui pourraient y être apportés.

Nous trouverons la cause principale de cette démoralisation dans l'oisiveté (entendue au sens le plus large, l'*otium*). « L'enfant fait le mal, parce qu'on le laisse inoccupé. » Aussi avons-nous écrit en tête de notre étude la maxime latine : *Otiosus vitiosus*. Nous étudierons dans un premier chapitre cette *démoralisation progressive de l'enfant par l'oisiveté*.

Notre second chapitre suivra l'enfant : *De l'arrestation à l'envoi dans la colonie pénitentiaire*. Tous nos efforts tendront dès lors à ne pas le laisser un seul instant inoccupé ; dès le moment de son arrestation nous chercherons à lui faire prendre sinon l'habitude, au moins l'accoutumance du travail.

Nous ne perdrons pas de vue cet objectif dans notre troisième chapitre dont le titre sera : *Les colonies pénitenciaires*. Supposant l'enfant acquitté, comme cela arrive maintenant dans la presque totalité des cas, puis envoyé dans une colonie pénitenciaire (article 66 du Code pénal), nous chercherons non plus seulement à l'occuper, mais encore à lui faire apprendre un métier qui plus tard lui permettra de gagner honnêtement sa vie.

Après un rapide historique des colonies pénitenciaires françaises, nous étudierons avec détails la plus ancienne d'entre elles, la colonie de Mettray.

Nous dirons quelques mots des institutions similaires étrangères ; enfin nous examinerons quelques questions spéciales, que nous n'aurons pas eu l'occasion de traiter au cours de ce chapitre.

Le patronage, tel sera le titre du 4^e chapitre : il s'agit à la sortie de la colonie pénitenciaire d'éviter que l'enfant reprenne ses habitudes d'oisiveté. Tel est le but des Sociétés de patronage.

Nous étudierons les Sociétés de patronage françaises pour enfants, puis nous dirons quelques mots des Sociétés de patronage étrangères.

Enfin, nous examinerons les résultats obtenus.

.

Ici se terminerait strictement notre étude : nous avons voulu faire davantage, et nous avons consacré un dernier chapitre, fort résumé, aux *moyens préventifs destinés à éviter la démoralisation de l'enfant*. (Restrictions apportées à la puissance paternelle. — L'école).

CHAPITRE PREMIER

La démoralisation par l'oisiveté.

Le nombre des mineurs délinquants (1) devient plus grand chaque année dans presque tous les pays d'Europe. Particulièrement nous constatons en France, où le nombre des enfants n'augmente pas, un notable accroissement de la criminalité des mineurs (2).

Cherchons les raisons de cette démoralisation croissante.

Examinons les statistiques : sur le nombre total des mineurs arrêtés, 60 % le sont pour vagabondage, 35 % pour vol (3).

Parmi les soixante centièmes de mineurs arrêtés comme vagabonds se trouvent englobées les mineures arrêtées pour prostitution ; la jurisprudence de la Cour de Paris assimile, en effet, depuis quelques années les prostituées mineures aux vagabonds de profession. Or, le vol et la prostitution sont des conséquences directes du vagabondage : nous pouvons donc considérer que 95 % des mineurs

(1) Au cours de toute cette étude nous ne parlerons que de la minorité pénale de 16 ans.

(2) Le mal n'a pas été enrayé par l'instruction obligatoire, malgré les résultats espérés. En 1886 nous trouvons 5.596 mineurs délinquants ; en 1891, 6.927.

(3) *Bulletin de la Soc. gén. pris.*, 1895, p. 95.

arrêtés le sont pour vagabondage ou pour des fautes qui ne sont que des résultantes du vagabondage.

Qu'est-ce que le vagabondage ?

Le Code pénal le définit ainsi dans son article 270 : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent *habituellement ni métier ni profession*. » Le vagabond est, pour la plupart du temps, un paresseux : il est toujours un inoccupé. C'est, selon l'expression latine, un *otiosus*.

Quelle est donc la cause déterminante du vagabondage des mineurs ?

C'est l'oisiveté ; aussi la criminalité est-elle nulle chez les enfants des classes aisées (1) où les parents, en général, veillent à ce que les enfants ne restent pas oisifs.

Prenons au contraire une famille pauvre, une famille d'ouvriers (2).

Si les parents honnêtes, sobres, sont suffisamment sérieux et gagnent assez d'argent pour que leur enfant, jusqu'à l'âge de la scolarité, soit gardé à la maison par l'un d'eux, ou par un de ses frères ou sœurs plus âgés que lui ; si, quand le temps est venu d'envoyer l'enfant à l'école ils le forcent à y aller ; si, lorsqu'il a obtenu son certificat d'études, et que le temps de l'apprentissage est arrivé, ils lui font apprendre un métier et lui choisissent de bons patrons ; s'ils surveillent ses relations et le remettent dans le bon chemin quand le besoin s'en fait, à quelque moment, sentir ; si toutes ces conditions sont remplies, l'enfant du peuple aura été habitué dès sa naissance pour ainsi dire au travail ; devenu jeune homme, il connaîtra un bon

(1) *Statistique offic. du min. de l'intérieur*, ann. 1893, p. 222.

(2) Voir Guillot, *Prisons de Paris*, p. 113 et suiv.

métier qui lui permettra de gagner sa vie. Il n'est jamais resté oisif, est demeuré de cœur et de tempérament sains. Il ne fera un vagabond, par suite un délinquant, que dans des cas absolument exceptionnels, et restera vraisemblablement toujours un honnête homme.

Au lieu de la famille d'ouvriers dont nous venons de parler, d'une moralité non pas rare, mais certainement exceptionnelle, prenons la famille du peuple telle qu'elle est trop généralement en France : l'enfant s'y élève et s'y instruit comme il peut. Il y a là certainement de la négligence de la part des parents, mais il y a aussi, il faut bien le dire et nous allons le voir, une conséquence des conditions dans lesquelles se déroule la vie des ménages pauvres.

L'enfant considéré souvent à sa naissance comme un fardeau, vient au monde débile : l'exiguïté des logements d'ouvriers et leur insalubrité l'affaiblissent encore et rendent plus difficiles ses premiers mois de vie ; il est mal soigné. La mère, en effet, se remet à travailler dès qu'elle le peut, la solde du père ne suffisant pas à nourrir toute la famille ; le travail d'atelier étant le plus usité et le plus productif, l'enfant, laissé seul toute la journée, est nourri sans régularité, et rarement. Il est confié à des voisins ou à ses frères et sœurs plus âgés, mais pas encore en âge de gagner leur vie, qui ne s'occupent pas de lui, sortent ou s'amuse de leur côté... puis, le soir, la famille étant réunie, on mange et l'on fume dans la chambre où se trouve le pauvre petit, car c'est souvent la seule pièce habitable de l'appartement.

L'enfant grandit ; sans que l'on y prenne garde, son intelligence s'éveille : il entend la conversation de ses frères et sœurs plus âgés et de ses parents ; il commence à com-

prendre et se pervertit peu à peu. L'âge de la scolarité arrive. Pour s'en débarrasser, car les frères et sœurs vont maintenant à l'atelier et ne peuvent plus rester à la maison avec lui, les parents font inscrire l'enfant à l'école. L'instituteur ou l'institutrice doivent chercher à corriger les mauvais effets du manque de soins des parents : ce leur sera d'autant plus difficile, qu'un seul instituteur dirige une trentaine d'enfants, qu'il ne garde que pendant 4 ou 5 heures par jour.

Le trajet de l'école à la maison est long : les enfants le font réunis par bandes, garçons et filles mélangés ; de petits ménages déjà fort peu innocents se lient.

Le soir, l'enfant rentre dans le milieu malsain dont l'école l'avait sorti pour quelques heures ; et le dimanche il accompagne ses parents et leurs amis dans leurs promenades ou même au cabaret... enfin, pendant les mois de vacances il reste totalement inoccupé : nous savons tous à quel point les devoirs de vacances sont faits légèrement — quand ils sont faits. Quant aux classes dites de vacances, instituées depuis quelques années, le nombre des enfants qui les fréquente est infime. Les parents devraient mettre tous leurs soins à trouver une occupation quelconque à leurs enfants pendant les vacances, car il est très à craindre que les enfants, oisifs, ne se mettent alors à vagabonder.

Pour la même raison, l'école buissonnière est fort à craindre : il suffit d'une forte tête pour qu'un matin l'instituteur trouve sa classe réduite de moitié (1).

Les parents se disent tout d'abord que l'enfant reviendra quand la faim se fera par trop sentir... puis, n'ayant

(1) M. Ducamp, Paris, t. III, p. 15. L'enfant fait l'école buissonnière,

aucune nouvelle de lui, ils s'inquiètent, le réclament à la préfecture de police. Malheureusement il est souvent trop tard...

Garçons et filles, livrés à eux-mêmes, ont en effet continué les petits ménages d'autrefois ; puis, comme il leur fallait vivre, qu'ils ne connaissent pas de métier, et qu'ils avaient honte de rentrer à la maison paternelle, ils n'ont pas été longtemps avant de commettre le mal.

Les enfants sont très recherchés par les bandes de voleurs : les petites filles font marchander des bouquets aux messieurs, alors qu'un complice profite de leur attention pour les dévaliser. Pendant les cambriolages, ce sont les enfants qui sont chargés de donner l'alarme en cas de danger ; ils sont aussi dressés à se faufiler dans les boutiques mal surveillées, se blottissent sous le comptoir et font main basse sur la caisse.

On les dresse également à passer par une ouverture circulaire pratiquée à l'aide de trous de vrille rapprochés dans les volets d'un magasin (1).

Quant aux petites filles, elles ne tardent pas à se prostituer, poussées par la faim et se décidant en général plus difficilement que les garçons à voler, étant moins courageuses, moins hardies.

il prend déjà l'habitude de la paresse et du jeu ; il rentre tard, il est battu par son père et jure qu'on ne l'y reprendra pas : il recommence, car il a goûté de cette liberté malsaine qui l'éloigne des livres ennuyeux, du pédagogue importun, de la maison sévère. Il se rappelle la correction paternelle, il n'ose rentrer, il va se coucher à l'abri d'une porte ; s'il échappe aux rondes de sergents de ville, il se retrouve au jour sur le pavé de Paris, sans sou ni maille : il vole un saucisson chez un charcutier : il comprend le gain sans travail, il s'aperçoit qu'on peut posséder sans acquérir. »

(1) M. Ducamp, *Paris*, t. III, p. 29.

Tels sont les tristes effets de la négligence de la grande majorité des familles du peuple à l'égard de l'éducation de leurs enfants.

Au lieu de parents dont la négligence a été coupable, voyons maintenant les familles qui ont poussé elles-mêmes leurs enfants au mal : nombreux sont les père et mère qui n'envoient pas leurs enfants à l'école, trouvant plus productif de leur faire exercer des métiers plus ou moins avouables : ceux qui, par exemple, envoient leurs enfants vendre des journaux ou des fleurs à la terrasse des cafés, les engageant à rapporter, par tous les moyens possibles, beaucoup d'argent, les avertissant des mauvais traitements qui les attendent si la journée n'a pas été fructueuse.

.

Un jour arrive où ces enfants sont arrêtés : il s'agit dès ce moment d'éviter qu'ils restent plus longtemps oisifs puisque c'est par l'oisiveté qu'ils ont été perdus.

Tel est le but que nous ne cesserons de poursuivre au cours de cette étude.



CHAPITRE II

De l'arrestation à l'envoi dans la colonie pénitentiaire.

§ 1^{er}. — LE POSTE DE POLICE. — LE DÉPÔT.

Le poste de police. — Tous les délinquants arrêtés à Paris sont amenés au poste de police, situé dans chaque commissariat. Le mineur n'échappe pas à cette loi commune : il s'agit de l'arracher sans retard à ce milieu vicié.

Une circulaire de M. Lozé, ancien préfet de police, faite en vue de remédier à cet état de choses, et datant de 1892, prescrivit de conduire immédiatement l'enfant arrêté à la préfecture de police, soit en bateau, soit en omnibus (les enfants sordides ou malpropres seuls exceptés).

On évitait de la sorte la promiscuité du poste de police ; on évitait aussi de faire passer l'enfant par la voiture cellulaire.

Malheureusement il était impossible d'appliquer les mesures prescrites par cette circulaire aux mineurs fort nombreux arrêtés dans la nuit (1) ; on se voyait forcé de les mettre au violon où ils se trouvaient mélangés aux vagabonds et aux ivrognes ; afin d'éviter ce grave inconvénient, M. Lozé ordonna de les faire coucher dans la

(1) *Bul. S. G. Prisons*, 1896, p. 225-226.

salle des agents, et de les conduire le lendemain matin à la préfecture de police.

La permanence. — A son arrivée à la permanence (préfecture de police) le mineur subit un premier interrogatoire : on cherche à savoir son nom, son état civil ; on voit pour quels motifs il a été arrêté ; on joint au procès verbal de cet interrogatoire le titre du fonctionnaire qui a libellé l'ordre d'envoi et les pièces justificatives qu'il a été possible de se procurer.

Si l'arrestation semble imméritée et que l'enfant ait une famille honorable qui vienne le réclamer, il est relâché : le commissaire de police fait à l'enfant, et aux parents surtout, une verte semonce, et c'est fini ; si ces conditions ne sont pas réunies, l'enfant arrêté est dirigé vers le dépôt. C'est ce qui a lieu la plupart du temps.

Le dépôt (1). — Le dépôt est une sorte de prison située dans l'enceinte du Palais de Justice : certains mineurs arrêtés y restaient jusqu'à ces dernières années pendant une ou deux semaines : c'était déplorable ; à cette époque, en effet, enfants et adultes du sexe masculin se trouvaient réunis dans une salle appelée « l'école » ; aucun travail ne leur était donné (2). Seuls les enfants très jeunes étaient retirés du quartier des hommes pour être confiés... aux femmes qui venaient d'être arrêtées ! !

Aujourd'hui les choses se sont améliorées ; les hommes sont surveillés par des gardiens, les femmes par des sœurs

(1) Dreyfus, *B. S. G. P.*, 1892, p. 463 ; Guillot, *Prisons de Paris*, p. 226 ; Alpy, *B. S. G. P.*, 1896, p. 227.

(2) « Lorsque l'enfant est resté quelques jours sous ce toit malsain, sans surveillance réelle, sans conseils, sans travail, il est perdu. Les relations mauvaises sont formées, les mystères de la prison sont connues. » Guillot, *Prisons de Paris*, 331, et *B. S. G. P.*, 1893, p. 599.

Marie-Joseph ; des cellules ont été construites et le dépôt a été agrandi par des constructions nouvelles ; les enfants sont désormais à part et isolés les uns des autres dès leur arrivée ; ils ont chacun deux heures de récréation par jour dans des préaux individuels ; des livres ont été mis à leur disposition ; enfin, ils restent au dépôt au plus 24 heures.

Cependant le nombre des cellules était encore, il y a peu de temps, parfois trop restreint : en 1897, M. Guillot voyait encore, faute de place, un enfant enfermé avec un adulte. On est parfois forcé de réunir trois enfants dans la même cellule ; on a pensé que le troisième serait le garant de la bonne tenue des deux autres ?

Ces faits sont heureusement à l'heure actuelle absolument exceptionnels : espérons que les ressources de l'administration seront à la hauteur de sa bonne volonté, et qu'elle s'efforcera de réaliser encore de nouvelles réformes, notamment sur le point qu'elle a jusqu'à présent totalement négligé : le travail qu'il serait indispensable de donner aux jeunes détenus du dépôt.

Aujourd'hui comme il y a dix ans, l'enfant ne reçoit aucun travail au dépôt et par suite reste inoccupé.

S'il demande les livres de la bibliothèque qui sont mis à sa disposition, n'est-ce pas souvent pour chercher à détourner l'attention des gardiens qui ne se méfieront pas d'un enfant aussi studieux ? Et ne rêvera-t-il pas, les yeux perdus sur des lignes qu'il ne cherchera même pas à déchiffrer, à ses compagnons de débauche, et aux moyens à employer pour rentrer le plus tôt possible dans son existence dissipée et oisive ?

Les quelques heures inoccupées que l'enfant aura pas-

sées au dépôt l'auront familiarisé avec la prison; ses désirs et ses mauvais instincts n'auront fait que grandir, car la solitude et l'oisiveté sont de mauvaises conseillères.

Il nous semble qu'il serait possible de remédier à cet état de choses, bien que les enfants qui passent par le dépôt n'y restent que fort peu de temps et qu'ils ne connaissent la plupart du temps aucun métier; bientôt nous verrons à la Petite Roquette des enfants, qui ne sont arrivés que de la veille, fabriquer avec une très grande rapidité différentes sortes d'objets et gagner de la sorte quelque argent. Pourquoi l'administration ne demanderait-elle pas aux industriels qui ont pris les travaux de la petite Roquette à l'entreprise, d'occuper les enfants du dépôt? Il est certain que les entrepreneurs ne refuseraient pas : il ne font travailler qu'aux pièces, par suite ne risqueraient rien; les enfants, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent et quelque fainéants qu'ils soient, s'intéressent toujours à de menus ouvrages manuels. Ils n'auraient plus de la sorte le temps de penser à mal faire et les quelques sous qu'ils pourraient toucher le soir leur seraient un fort encouragement à travailler encore davantage le lendemain. Peut-être pour la première fois depuis leur naissance ils comprendraient que le travail peut faire vivre celui qui est laborieux... Enfin, la fatigue du labeur accompli ne rendrait-elle pas plus calmes les nuits de ces enfants : cela ne serait-il pas à considérer, étant donnée la grande difficulté que l'on éprouve à surveiller des cellules pendant la nuit (1) ?

(1) Le Conseil municipal de Paris avait au cours de l'année 1892 émis le vœu très sage de la suppression complète du dépôt et du transfert de tous les enfants arrêtés sans exception dans un hospice dépositaire.

§ 2. — LE DÉBUT DE L'INSTRUCTION.

L'enfant est, aussitôt son dossier arrivé de la préfecture de police, interrogé par un juge d'instruction.

Ce magistrat peut, après le premier interrogatoire, rendre l'enfant à ses parents ; s'il se trouve en face d'un enfant moralement abandonné ou d'un enfant perdu volontairement, il l'envoie à l'hospice des enfants assistés : seul rentre dans le cadre de notre étude l'enfant pour lequel il existe une présomption de culpabilité, dirons-nous en employant une expression un peu incorrecte ici, puisqu'à ces enfants l'article 66 du Code pénal sera la plupart du temps appliqué ; celui-ci le magistrat le garde à sa disposition.

Cet enfant est envoyé aussitôt à la maison de détention préventive où il restera pendant toute la durée de l'instruction qui est en général de 20 à 30 jours (1).

(1) Différents progrès ont été réalisés depuis quelques années dans le service des affaires concernant les mineurs au tribunal de la Seine ; ces progrès sont l'œuvre de deux magistrats de grand savoir et de grand cœur, MM. les présidents Flandin et Baudouin.

En 1891 un service spécial et un registre d'ordre furent créés par le parquet de la Seine pour les mineurs ; la durée de l'instruction fut sensiblement réduite à la même époque et on prit de plus en plus l'habitude de ne plus juger aucun mineur en flagrant délit.

Cette mesure était fort sage ; elle permettait de se rendre compte de la moralité et des antécédents de l'enfant, de sa famille ; elle permettait aussi de lui faire subir pendant la durée de sa prévention l'influence salutaire des sociétés de patronage.

L'honneur qui revient au tribunal de la Seine d'avoir appliqué l'instruction à tous les mineurs arrêtés, est d'autant plus grand que la Chambre des députés s'y est toujours montrée hostile ; en 1897 notamment, elle repoussait un projet de loi conçu en ce sens. En 1893, sur 1.766 mineurs de 16 ans arrêtés à Paris, 1.110 ont été gardés à la disposition du tribunal. Sur ce nombre 995 ont été renvoyés au juge d'ins-

La tâche du magistrat chargé de l'instruction des affaires concernant les mineurs est particulièrement délicate ; nous ne saurions mieux faire que de citer les paroles du président Flandin : « Le juge s'enquerra notamment de la moralité et de la conduite habituelle de l'enfant et des parents ; il cherchera à connaître les ressources de la famille, les propositions de patronage dont l'enfant pourra être l'objet ; si les faits qui ont motivé l'instruction ne paraissent pas graves, si l'enfant ne paraît ni vicieux ni pervers, le juge d'instruction renverra devant le tribunal correctionnel statuant en chambre du conseil (1), qui pourra ou rendre l'enfant à sa famille s'il estime que cette mesure soit conforme à l'intérêt du pupille, ou le confier pour un temps qui ne dépassera pas sa 20^e année accomplie soit à l'assistance publique, soit à une maison d'éducation publique ou privée, soit à une Société de patronage, soit même à un particulier présentant les garanties désirables. »

§ 3. — LES MAISONS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE A PARIS.

A. — LA PETITE ROQUETTE. *Historique.* — La Petite Roquette, construite pour servir de prison de femmes, fut destinée en 1835 à faire l'application aux enfants du régime cellulaire. Puis arriva la période troublée qui précéda la révolution de 1848 : l'attention publique se détacha des questions pénitentiaires ; la loi de 1850 qui survint ensuite

truction. Sur 272 filles mineures arrêtées la même année, la totalité de celles qui ont été gardées à la disposition de la justice sont passées à l'instruction. En 1895, sur 1.260 mineurs du sexe masculin arrêtés, pas un seul n'a été jugé sans instruction préalable. Sur 244 filles, 154 furent gardées à la disposition de la justice : toutes passèrent à la grande instruction. Voy. rap. Flandin, *B. S. G. P.*, 1894, p. 1034.

(1) Nous verrons que cette mesure n'est pas encore appliquée.

ne la laissa subsister en théorie que comme maison d'arrêt et de correction départementale réservée exclusivement aux jeunes gens prévenus ou condamnés à 6 mois au plus d'emprisonnement. En fait elle continua à recevoir les enfants à qui les tribunaux avaient appliqué l'article 66 du Code pénal.

Évacuée momentanément en 1855 par suite d'un désaccord survenu entre l'État et le département de la Seine, la Petite Roquette fut ouverte à nouveau l'année suivante.

En 1864, après une visite qu'y fit l'impératrice Eugénie, désireuse de se rendre compte si le tableau navrant qu'en avaient fait MM. Corne et Mathieu dans leur rapport devant le Corps législatif n'était pas exagéré, cette prison fut évacuée en tant que maison d'éducation correctionnelle. Depuis cette époque, bien qu'alors sa démolition ait été décidée, elle continue à être la maison de détention préventive des mineurs du sexe masculin arrêtés sur le département de la Seine.

La Petite Roquette est maintenant organisée de la façon suivante : c'est une prison cellulaire divisée en plusieurs quartiers ; chaque enfant a une cellule, petite chambre bien éclairée où il reçoit du travail ; les parloirs, la salle de réunion qui sert en même temps de chapelle, les préaux de récréation sont cellulaires (1-2).

Régime des détenus pendant la semaine. — Les jeunes

(1) M. Ducamp, *Paris*, t. III, p. 239 et suiv.

(2) La Petite Roquette a un double inconvénient qui tient à sa construction même : elle est trop grande comme prison préventive de mineurs — au 2^e étage on a été obligé de mettre les majeurs condamnés à de courtes peines d'emprisonnement — trop petite comme maison de travail pénitentiaire : on est forcé de claustre les enfants dans leur cellules où ils ne peuvent se livrer qu'à des genres de travaux fort restreints, et de ne leur laisser prendre l'air que dans des préaux cellulaires qui ne contiennent même pas d'agrès de gymnastique.

détenus sont occupés pendant les jours ouvrables durant 8 à 9 heures à des travaux manuels dans leurs cellules (1).

Les travaux sont assez variés : les enfants fabriquent des polissoirs anglais, des chaînes de toutes sortes, terminent des objets en celluloïd (peignes, broches, etc.), font des fleurs artificielles, des étiquettes, des articles de modes. Tous ces objets sont fabriqués à l'entreprise. Seuls les enfants âgés de moins de 12 ans ne se livrent pas à ces travaux, et on leur fait simplement suivre l'école.

Pour remédier à l'incapacité professionnelle des jeunes ouvriers, on a recours à une très grande division du travail ; on obtient de la sorte des résultats très remarquables. Voyons par exemple les étiquettes : par jour, et pour peu qu'il s'y applique un peu, un enfant arrive à en découper 7 à 8.000, à en percer 20.000, à en empaqueter 30.000, à en enfiler 1.500.

Ce travail cellulaire est utile et profitable à différents

(1) *Règlement de la Petite Roquette pendant la semaine* : Lever à 6 heures en été, 6 h. 1/2 en hiver. Toilette et nettoyage dans chaque cellule.

1^{er} Déjeuner à 8 heures : les enfants y ont le pain à discrétion, une soupe grasse 3 fois par semaine.

De 10 à 11 heures, une section va à l'école.

A midi, grand déjeuner (viande 3 fois par semaine).

De 1 à 2 heures, la section qui n'a pas été en classe le matin s'y rend.

De 2 à 3 heures, les enfants qui n'ont pas fait leur 1^{re} communion vont tous les jours au catéchisme.

Le parloir est ouvert tous les jours de 3 à 4 heures, mais le même détenu ne peut être vu qu'une fois par semaine avec la permission du préfet de police et du juge d'instruction et après enquête sur la moralité des parents.

A 5 heures, dîner.

De 6 heures à 7 h. 1/2, étude : les enfants doivent y étudier leurs leçons et faire leurs devoirs pour le lendemain.

A 7 h. 1/2, coucher.

points de vue ; au point de vue physique : il occupe et fatigue les jeunes détenus, auxquels il permet de gagner jusqu'à 3 francs par jour ; au point de vue moral : il ne leur laisse pas le temps de penser au mal, et leur fait comprendre que le travail peut les nourrir au dehors, comme il contribue à les faire vivre effectivement en prison ; tous ceux que nous avons interrogés nous ont répondu, quand nous leurs demandions ce qu'ils gagnaient, la somme exacte, mais, ajoutaient-ils « nous payons notre nourriture et notre entretien » (en effet, la moitié de leur gain est réservée à cet usage).

Les enfants assistent tous les jours pendant une heure à l'école ; malheureusement le nombre des instituteurs est beaucoup trop restreint (deux pour 175 enfants environ) ; la plus grande partie des jeunes prévenus sont absolument illettrés, et l'on ne saurait espérer qu'un seul professeur pût, dans ces conditions, quels que soient son dévouement et sa science, instruire 90 enfants.

Le nombre des heures de classe devrait être également accru dans une très forte mesure : l'instituteur, en effet, doit chercher à faire l'éducation de l'enfant aussi bien que son instruction. Pour accomplir cette tâche il lui faudrait être pendant une grande partie de la journée en rapport avec ses élèves. Il leur ferait des lectures prises dans de bons ouvrages, les entretiendrait par exemple des hauts faits de l'histoire de notre pays ; il chercherait par tous les moyens à élever leur esprit et leur cœur.

Les aumôniers dont le nombre devrait également être accru aideraient les instituteurs dans leur tâche (1).

(1) Remarquons qu'il serait facile de trouver quelques heures de plus par jour à consacrer à l'instruction et l'éducation des jeunes détenus

Récompenses et punitions. — L'argent que les enfants reçoivent en paiement de leur travail est certainement la meilleure des récompenses, car le montant des gains est exactement proportionné à l'ouvrage fourni ; il est ainsi un encouragement constant ; il est très moralisant, car il fait comprendre à l'enfant, comme nous l'avons déjà dit, qu'il peut gagner sa vie en travaillant.

Nous ne saurions au contraire admettre comme punition la privation de parloir ; en effet, si les parents sont d'honnêtes gens, l'intérêt de la moralisation de l'enfant doit passer avant l'idée de punition : on ne saurait en effet aller à l'encontre de la grande idée d'éducation qui domine le droit français actuel sur les mineurs délinquants ; si au contraire la famille est mauvaise, il faut éviter, durant le temps de la détention, tout rapport de celle-ci avec les enfants. Il faut reconnaître du reste qu'à la Petite Roquette les précautions sont bien prises pour n'admettre au parloir que des parents d'une moralité incontestable : il faut, pour être admis à visiter un détenu, obtenir la permission du préfet de police ou du juge d'instruction, permission qui n'est accordée qu'après une enquête sur la moralité des parents. Il arrive cependant que, sans la grande surveillance exercée au parloir même, ces mesures resteraient sans effet, ainsi que le témoigne l'anecdote suivante : « Un père avait obtenu la permission de voir son enfant ; celui-ci fut demandé un jour au parloir par une jeune femme qui se disait sa sœur ; on lui refusa l'autorisation de voir l'enfant qu'elle demandait, le père seul ayant une autorisation. Quelques jours après, la femme revint avec une autorisation pour elle ; le directeur

de la Petite Roquette, ne serait-ce qu'en les prenant sur leurs heures de sommeil, beaucoup trop longues à notre avis.

s'avisa de lui demander les noms et prénoms de sa mère... elle hésita ; pressée de questions, menacée d'une dénonciation à la préfecture de police, elle finit par avouer qu'elle était la maîtresse du père du jeune détenu, et que son amant qui travaillait tout le jour l'envoyait voir son fils à sa place ! »

Régime des détenus les dimanches et jours fériés. — Les enfants se lèvent une heure plus tard que pendant la semaine ; ils vont écouter la messe. Ensuite on leur fait, pour les occuper, un cours de dessin ; c'est tout pour la matinée. Dans l'après-midi l'instituteur fait une conférence sur un sujet quelconque.

On a cherché de toutes façons à occuper les jeunes détenus de la Petite Roquette pendant les jours fériés ; l'organisation même de cette prison cellulaire rendait la tâche singulièrement difficile. Le moyen auquel on s'arrêta fut le suivant : pendant l'après-midi un détenu faisait une lecture à haute voix dans le corridor sur lequel donnent les portes des cellules. Seuls les enfants les plus rapprochés entendaient quelque chose. On dut renoncer à cette mesure ; aujourd'hui les détenus sont autorisés à travailler pendant l'après-midi des jours fériés.

Nous ne pensons pas que cette solution soit satisfaisante ; plus encore que les adultes en effet, les enfants ont besoin d'un jour de repos par semaine.

Le cours du dessin du dimanche matin montre, à notre avis, la voie qu'il conviendrait de suivre ; on pourrait aussi facilement faire dans la salle d'école cellulaire un cours de solfège ou de chant ; on pourrait même, en ayant soin de leur faire interpréter des chants patriotiques ou moraux semblables à ceux que l'on enseigne aux en-

fants des écoles primaires, chercher à expliquer et à faire comprendre aux jeunes détenus les idées qui y seraient contenues.

La conférence faite par l'instituteur dans l'après-midi du dimanche nous montre le chemin d'une autre réforme : il serait possible de lire aux jeunes détenus, dans la salle d'école, les plus belles pages de nos grands auteurs, que l'on commenterait ensuite. On pourrait encore faire mieux : il existe à Paris des gens qui ne demandent qu'à rendre service et à se montrer : ce sont les acteurs et les chanteurs. Les frères Lionnet avaient du reste inauguré à la Petite Roquette des concerts annuels qui avaient eu un immense succès parmi les enfants. Nous ne voyons aucun inconvénient à ces tentatives ; nous sommes loin de craindre, avec certains journalistes de l'époque, que cette « brusque évocation de la vie parisienne ne réveillât dans le cœur de ces enfants tous les désirs que l'on avait cherché à éteindre. » Nous pensons au contraire qu'il faudrait que tous les dimanches soirs un acteur vint lire ou déclamer les pages sur lesquelles devrait porter ensuite la conférence ; celle-ci serait faite, comme maintenant, par l'instituteur, mais elle serait beaucoup plus intéressante pour ces enfants, que l'on pourrait tenir en haleine, comme dans les conférences de tels de nos « speakers » modernes, par la lecture fréquente de passages se rapportant au sujet traité.

B. — NANTERRE. *Historique*. — Jusqu'à ces dernières années, la situation des jeunes filles du département de la Seine détenues préventivement était navrante.

Avant 1889 elles étaient enfermées dans un quartier

spécial de la prison de Saint-Lazare (1) ; c'était très fâcheux, surtout à cause des idées qu'évoque le nom de cette prison. Ensuite on n'y envoya plus que les jeunes filles malades qui furent soignées à l'infirmerie.

Les jeunes prévenues furent alors envoyées à la Conciergerie, où elles n'avaient ni travail, ni soins, et où jeunes filles coupables et abandonnées étaient mélangées (2).

En 1897 seulement on se décidait à remédier à cet état de choses et une partie de la maison de Nanterre fut affectée aux jeunes prévenues (3) du département de la Seine. Ces enfants, pour la plupart malades, toutes anémiées, allaient enfin pouvoir être soignées. En 1897 le docteur Laugier traitait 115 malades dans son infirmerie cellulaire (4).

(1) Alpy, *Bul. S. G. P.*, 1896, p. 230.

(2) Guillot, *Prisons de Paris*, p. 295 ; Guillot, *B. S. G. P.*, p. 604, 1893. « Pour caser ces femmes et ces petites filles on a fait déménager les cochers et on les a envoyés à la Petite Roquette... Ils occupaient à la Conciergerie le bâtiment qui se trouve derrière le cachot de Marie-Antoinette, sur cette cour en plein nord, triste et humide, à laquelle les Girondins ont donné leur nom : c'est là l'unique promenade de ces pauvres enfants en attendant leur renvoi, souvent pendant de longs jours, à la maison de Fouilleuse, près Rueil. Combien ne doivent-elles pas regretter le grand jardin de Saint-Lazare où les oiseaux chantent et où les fleurs peuvent vivre ! Dans une salle où le jour arrive à peine et qui pouvait suffire aux cochers venant y dormir ou y fumer pendant 2 ou 3 jours, je vois autour d'une table, en train de manger et de lire, une douzaine de petites filles de 10 à 16 ans ; l'une me raconte que sa mère l'avait envoyée vendre des bouquets dans les cafés, l'autre que son papa est à l'asile de nuit, celle-ci que sa patronne l'accuse de lui avoir volé de l'argent : ce sont des prévenues et des jugées. Parmi elles j'aperçois une fillette d'une dizaine d'années toute débraillée et plus mal peignée encore que les autres, j'apprends que c'est un enfant en correction paternelle. »

(3) Le parquet s'inspirant surtout d'un motif d'hygiène n'avait demandé le transfèrement à Nanterre que des mineures âgées de moins de 13 ans.

(4) Guillot, *B. S. G. P.*, p. 259, 1898.

Désormais, en outre, les jeunes prévenues allaient pouvoir être occupées à des travaux manuels qui leur feraient gagner un peu d'argent; quatre heures de leçons, pour lesquelles on les réunissait au nombre de trois dans une cellule allaient leur être données journellement; enfin, elles avaient des cours de récréation où elles pouvaient jouer par groupes de douze. Une surveillante avait mission de les empêcher de se causer en particulier pendant ces récréations.

On avait su éviter les inconvénients de la Petite Roquette (manque de place, instruction et éducation insuffisantes). Malheureusement la maison de Nanterre est trop éloignée de Paris; par suite, il est très difficile aux avocats d'y aller conférer avec leurs jeunes clientes, aux membres des sociétés de patronage, d'y visiter leurs protégées. Puis, les jeunes prévenues amenées au Palais de justice pour y être interrogées par le magistrat instructeur ne peuvent la plupart du temps être ramenées à Nanterre dans la même journée: elles passent donc une journée et une nuit entières à la Souricière; elles n'y sont même pas souvent isolées entre elles dans les cellules, n'y ont aucune occupation, ne sont surveillées que d'une façon fort insuffisante. On voit combien sont dangereux de pareils voyages!

On a proposé, pour remplacer la Petite Roquette et Nanterre, de construire dans les environs du Palais de justice une « Maison centrale et préventive pour les mineurs. »

Il nous semble qu'il n'est pas indispensable de construire cette Maison absolument à côté du Palais, car ce qu'il faut avant tout aux mineurs c'est de l'air, de l'espace.

Nous serions d'avis que l'on édifiât, par exemple sur l'emplacement d'une partie des fortifications de Paris qu'il est actuellement question de démolir, une maison de

prévention pour les mineurs des deux sexes ; tout en y appliquant le principe du travail cellulaire on chercherait à en faire quelque chose comme une école professionnelle sévère qui contiendrait notamment de vastes cours de récréation, où les enfants, bien surveillés, joueraient par petits groupes.

Il serait facile aux avocats ou aux membres des sociétés de Patronage qui désireraient voir les enfants de se transporter à cette maison, ou de les faire venir au Palais de justice ; dans ce cas, les enfants seraient reconduits aussitôt à la maison de détention.

§ IV. — LE PATRONAGE PENDANT L'INSTRUCTION.

Les membres des sociétés de patronage (1) visitent les jeunes prévenus tant à la Petite Roquette qu'à Nanterre ; ils peuvent aider le juge dans sa tâche, faire, à côté de l'enquête officielle, une enquête officieuse, souvent plus sûre que la première ; ils peuvent aussi contribuer à faire comprendre au jeune prévenu les notions de bien et de devoir ; ils peuvent lui faire voir combien grand sera son intérêt de recourir au patronage quand il sortira de la colonie pénitentiaire ; ils peuvent enfin si leur enquête a été favorable à l'enfant, s'ils le jugent repentant, demander pour lui un non lieu au magistrat instructeur ; s'ils l'obtiennent, ils seront chargés de le placer et de le surveiller (2).

(1) Voir sur les sociétés de patronage notre chapitre iv.

(2) *B. S. G. P.*, 1894, p. 983 et s.

A l'origine de la Société des jeunes détenus et libérés du département de la Seine, sitôt le mineur arrêté, la préfecture de police adressait au secrétariat de la Société une notice individuelle sur ce mineur ;

§ V. — SUITE ET FIN DE L'INSTRUCTION.

L'ASILE DE LA RUE DENFERT-ROCHEREAU.

L'instruction doit permettre au juge de se rendre compte en connaissance absolue de cause de ce qu'il doit faire de l'enfant; elle doit permettre pendant sa durée à l'enfant qui n'est que dévoyé de se ressaisir.

Lorsque le juge a préparé son enquête, en s'aidant des renseignements de police et de ceux qu'il a déjà pu recueillir lui-même, il fait venir l'enfant à son cabinet. L'enfant est extrait de Nanterre ou de la Petite Roquette et amené au Palais de justice (à la Souricière) où il reste assez longtemps : il doit en effet attendre, non seulement que son tour de passer devant le magistrat soit arrivé, mais que tous les enfants amenés avec lui aient été interrogés. L'enfant reste par suite à la Souricière souvent pendant une journée. Il n'a pas d'autre occupation que de lire, comme au dépôt, les livres de la bibliothèque; il aura donc tout le temps de préparer ses réponses au magistrat, de rêver à tout ce qu'il a abandonné, et qu'un mensonge adroit peut lui faire retrouver.

Nous croyons que l'on pourrait encore plus facilement qu'au dépôt (les enfants savent déjà un peu travailler) leur fournir de l'ouvrage, même pour quelques heures,

un membre de la Société désigné par le Président le visitait et ouvrait une enquête sur sa famille. Si l'enfant était acquitté comme ayant agi sans discernement et envoyé dans une maison de correction, les éléments de son dossier étaient transmis à un « comité des visites à la Petite Roquette et de libération conditionnelle. » Le patron visiteur devenait alors l'hôte assidu du jeune détenu, et dès qu'il le jugeait suffisamment amendé il demandait sa libération conditionnelle, et le mineur était remis au comité de placement.

car il est d'autant plus dangereux de les laisser quelque temps oisifs, qu'ils commencent peut-être à prendre l'habitude du travail.

Il faudrait arriver à supprimer purement et simplement ce passage des mineurs par la Souricière (1); dans la maison de prévention future dont nous venons de parler, on réserverait une salle qui servirait de cabinet au juge d'instruction : sans avertissement préalable l'enfant y serait conduit et sur le champ interrogé.

La seule objection que l'on pourrait craindre est la suivante : les juges et avocats seront dérangés par ces déplacements, qui leur feront perdre beaucoup de temps.

Si cette objection a sa raison d'être pour la maison de Nanterre, située à une telle distance de Paris que l'on ne puisse y aller sans perdre une journée entière, nous ne croyons pas qu'elle ait la même force ici. En effet, on pourra se rendre en une demi-heure du Palais de justice à la nouvelle maison de prévention. Dans ces conditions nous sommes convaincu au contraire que les magistrats et les avocats seraient les premiers à réclamer la réforme dont nous parlons; toujours, dès que cela leur était possible, ils ont mis au-dessus de leurs considérations personnelles l'intérêt de l'enfance malheureuse... Ne furent pas les magistrats eux-mêmes qui voulurent que toutes les affaires concernant les mineurs soient mises à l'instruction, sans hésiter à s'imposer ainsi un énorme surcroît de travail ? Et toutes les sociétés dont le but est le sauvetage de l'enfance abandonnée ou coupable ne sont-elles pas composées pour la plus grande part de magistrats et d'avocats ?

.

(1) Alpy, *B. S. G. P.*, 1896, p. 232; Guillot, *B. S. G. P.*, 1892, p. 609.

Suivant les résultats donnés par son instruction le juge pourra ou bien rendre une ordonnance de non-lieu ou bien renvoyer l'enfant devant le tribunal; s'il hésite, il peut prendre une troisième décision d'un caractère absolument provisoire : confier l'enfant à l'Asile d'observation de la rue Denfert-Rochereau (1).

Fondé en 1892, « l'Asile d'observation » est destiné à recevoir provisoirement les mineurs en cours d'instruction, quand les charges relevées contre eux sont insuffisantes pour que le magistrat puisse se déterminer à les faire passer devant la justice, et que d'un autre côté ils ne semblent pas absolument mériter de faire l'objet d'un non-lieu. (Cet asile du reste contient également des enfants dont leurs parents se sont débarrassés et que l'on croit pouvoir faire l'objet d'une proposition d'admission dans le service des enfants moralement abandonnés.)

Le juge n'envoie donc à l'Asile Denfert que des enfants peu vicieux, qu'il pense pouvoir être, après une observation de quelques semaines, soit remis à leurs familles si toutefois elles sont honnêtes, soit rendus à la liberté sous la tutelle du patronage.

L'enfant que le juge estime devoir quitter Nanterre ou la Petite Roquette pour « aller en observation » dans l'Asile de la rue Denfert y arrive avec son dossier complet. Le directeur de l'Asile cherche à compléter les renseignements qui lui ont été transmis par une enquête qu'il fait lui-même sur chaque enfant. Cette enquête, faite par un particulier, n'éveille pas la défiance et donne en général d'excellents résultats. Une notice est alors dressée sur

(1) *B. S. G. P.*, 1893, p. 209; *Alpy, B. S. G. P.*, 1896, p. 233 et suiv.

l'enfant : elle est rédigée en double exemplaire, le premier remis à l'instituteur, le deuxième au surveillant (1).

Au bout de la première semaine le magistrat reçoit de l'Asile le bulletin de santé morale, en quelque sorte, de l'enfant ; il peut dès lors, s'il le juge nécessaire, ordonner la réintégration de l'enfant dans la prison préventive.

Puis, après un délai maximum de trois semaines, la notice lui est renvoyée complétée ; on a jugé ce temps suffisant pour que la direction de l'Asile pût se rendre compte de ce que vaut l'enfant.

A l'Asile les enfants mènent une existence laborieuse : pendant le jour ils sont élevés en commun et travaillent sous une surveillance sévère ; pendant la nuit, ils sont séparés dans les cellules du dortoir. Tout ce qui pourrait rappeler la prison est soigneusement évité.

Si les renseignements recueillis par le juge sont satisfaisants, si l'enfant s'est bien conduit à l'Asile, une ordonnance de non-lieu est rendue en sa faveur et il est confié à une société de patronage (2) ; au cas contraire, le juge renvoie l'enfant devant le tribunal correctionnel.

(1) Cette notice autrefois semblable pour les enfants dont nous nous occupons et pour ceux qui étaient l'objet d'une proposition d'admission dans le service des enfants moralement abandonnés est devenue différente de cette dernière depuis 1894 ; elle est rédigée de la manière suivante : sur la première page se trouvent consignés tous les renseignements qu'il a été possible de se procurer, aussi bien sur l'enfant que sur ses parents (moralité, travail, etc.). La deuxième page est réservée à l'administration : elle contient une partie en blanc où doivent figurer les renseignements spéciaux recueillis par le directeur de l'Asile, une souche ou talon sur lequel il consignera ses observations sur la conduite, le caractère, l'intelligence, le savoir et la santé de l'enfant. Il y fera connaître si l'enfant a donné des preuves de repentir et s'il paraît, le cas échéant, pouvoir être admis définitivement dans le service des enfants moralement abandonnés.

(2) Voir chapitre IV.

§ 6. — LE JUGEMENT.

L'enfant est jugé en audience publique : tous les auteurs réclament qu'il soit jugé à huis clos ou en chambre du conseil (1). Nous voudrions que le sort de l'enfant fût décidé par une ordonnance du président du tribunal ou par un jugement de chambre du conseil, afin de lui éviter la promiscuité de l'audience publique et ses mauvais exemples si pernicieux.

Les articles suivants du Code pénal peuvent être appliqués à l'enfant :

« ART. 66. — Lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté, mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa 20^e année.

» ART. 67. — S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : s'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement dans une maison de correction.

» S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui-ci pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.....

» S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du

(1) Le projet du Code pénal dispose que les mineurs seront jugés en chambre du conseil.

bannissement, il sera condamné à être enfermé d'un an à cinq ans dans une maison de correction.

» ART. 69. — Dans tous les cas où le mineur de seize ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. »

On voit combien est bas le taux auquel peuvent descendre, avec l'application des circonstances atténuantes, les condamnations prononcées contre les mineurs.

Il semble donc qu'on n'eût pas dû songer, en faisant aux mineurs délinquants, l'application de l'article 67 du Code pénal, à leur donner un casier judiciaire et à les faire rester pendant quelques heures dans un lieu où ils sortiraient démoralisés, alors surtout que l'article 66 permettait, avec ses termes excessivement larges, d'éviter à ces enfants la tache de la condamnation, et de les surveiller assez longtemps pour en faire des honnêtes gens ; jusqu'à ces dernières années, ces raisons ne prévalurent point ; l'article 67 fut fréquemment appliqué par les tribunaux ; il se trouvait même des juges, particulièrement dans le nord de la France, qui envoyaient les enfants dans une colonie pénitentiaire pour quelques heures ; c'était violer l'esprit et la lettre de l'article 66, qui dit que l'enfant devra être *élevé* dans la colonie pénitentiaire, et qu'il doit y être détenu pendant un certain nombre *d'années*. La colonie pénitentiaire est en effet une maison d'éducation, et une maison d'éducation par le travail. Or, l'habitude du travail ne saurait s'acquérir en un jour (1). Les tribunaux sont

(1) « Pour maîtriser les instincts vicieux de l'enfant, écrit M. Guillot, il faut une éducation prolongée, des travaux qui l'intéressent, qui lui

revenus actuellement de leurs errements, et l'article 67 n'est plus guère appliqué, surtout à Paris.

A notre avis, il faudrait faire, sans hésitation, passer dans la loi cette abolition de l'art. 67 (1) déjà réalisée à peu près dans la pratique, et appliquer l'article 66 à tous les mineurs délinquants. Nous ne croyons pas que les enfants punis actuellement en vertu de l'article 67 jetteraient la perturbation parmi ceux que l'on envoie dans les colonies pénitenciaires. Il est bien rare en effet qu'un enfant âgé de 16 ans, qui a commis un crime ou un délit, ait pesé toutes les conséquences de l'acte qu'il a commis. L'eût-il fait, il ne sera certainement pas en général plus mauvais qu'un petit vagabond. Nous avons vu à la Petite Roquette un enfant qui avait tué l'un de ses petits camarades au cours d'une discussion : les surveillants n'avaient qu'à se louer de sa docilité et de son travail. Tous les directeurs de colonies reconnaissent que les enfants vagabonds sont de beaucoup les plus difficiles à diriger et à instruire, tellement chez eux la paresse a enraciné le vice.

Nous n'admettons cependant pas l'irresponsabilité abso-

préparent des moyens d'existence, la vie à l'air libre et une forte discipline. Il faut laisser voir le ciel à ces pauvres êtres, leur faire comprendre tout ce que la nature porte de calme à l'esprit, leur donner le goût des rudes et honnêtes labeurs, les faire monter aux mâts des vaisseaux, près du drapeau qui flotte dans l'espace. Les jeunes détenus doivent être des pupilles plutôt que des condamnés, et la maison où on met les enfants ne saurait être confondue avec une prison ordinaire : c'est à elle bien plus qu'aux prisons d'adultes qu'il faut appliquer cette parole de M. Bonneville de Marsangy : « La prison doit être un hôpital moral pour la régénération des malfaiteurs. » Guillot, *Prisons de Paris*, p. 333.

(1) Sur cette question : *B. S. G. P.*, 1890, p. 9, 258, 494, 610, 718 ; 1898, p. 870.

lue (1) de l'enfant jusqu'à 16 ans ; nous voudrions que, bien que l'art. 66 fût appliqué aux enfants ayant agi sans discernement, comme à ceux ayant connu toutes les conséquences de leur acte, ces derniers jouissent d'une situation moins favorable ; ils ne pourraient jamais être remis à leur famille, et la durée de l'envoi en correction ne saurait descendre pour eux au-dessous d'une limite déterminée suivant la gravité de leur acte (2).

(1) Lucipia, cong. Genève, 1896. « Aucune condamnation judiciaire ne pourra être prononcée contre le mineur de seize ans ; que, s'il est dangereux pour lui-même ou pour les siens, il soit pris des mesures administratives propres à l'empêcher de nuire et à amener son redressement par une éducation rationnelle. »

(2) Nous n'admettons pas non plus le projet de modification de l'article 67 du Code pénal présenté par M. Rouvin dans son mémoire sur l'éducation correctionnelle en province, p. 2 : « La peine prononcée dans le cas de l'article 67, dit-il, ne doit pas faire obstacle à l'envoi en correction qui n'est pas, je le répète, une autre peine même accessoire, mais une mesure tutélaire. Je demanderai donc que tout mineur de 18 ou de 16 ans, considéré comme ayant agi avec discernement, puisse être renvoyé dans une maison de correction par le jugement à l'expiration de sa peine, et doive l'être nécessairement quand il aura commis un crime ou délit punissable de trois mois de prison au moins ; je demanderai en outre que ces dispositions soient étendues au mineur même âgé de plus de 16 ou 18 ans, s'il est encore mineur lors de sa libération. » Ce système aurait l'immense inconvénient de pouvoir donner à l'enfant un casier judiciaire ; il aurait de plus celui de faire précéder l'époque de l'éducation correctionnelle de l'enfant d'un séjour en prison, qui, de l'avis général, ne saurait faire autre chose que de le rendre plus mauvais... A quoi bon, dès lors, rendre plus lourde la tâche si difficile déjà, de la colonie pénitentiaire ?

Pour les mêmes raisons nous ne saurions admettre l'article 59 du projet de Code pénal réformé, ainsi conçu : « Si le tribunal reconnaît le discernement, il prononcera une condamnation, mais de plus il pourra ordonner qu'à l'expiration de la peine, le mineur condamné sera envoyé dans une maison de correction jusqu'à sa majorité. »

§ 7. — L'ENFANT PRÉVENU EN PROVINCE.

Nous verrons arriver dans les colonies pénitenciaires des enfants venant de tous les points de la France : voyons rapidement quel est le sort du jeune prévenu en province.

La loi de 1850 ordonnait dans son article 2 que « dans les maisons d'arrêt et de justice un quartier distinct serait affecté aux jeunes détenus de toute catégorie. » La loi du 5 juin 1875 décidait que les inculpés prévenus et accusés seraient individuellement séparés pendant le jour et la nuit. Vingt-trois ans se sont aujourd'hui écoulés, et sur 365 maisons d'arrêt et de justice, à peine une trentaine sont cellulaires.

En 1894 (et la situation n'a pas changé depuis), M. Puybaraud, alors inspecteur général des prisons, montrait en ces termes, dans un rapport fait au Comité de défense des enfants traduits en justice, la situation *déplorable des jeunes prévenus en province* (1) : « Hormis dans les maisons cellulaires, il n'y a pas, d'une manière permanente, de locaux toujours à la disposition des jeunes détenus, attendant leur venue pour ainsi dire. Dans certaines prisons de construction relativement récente, remontant à 40 ans environ on a bien songé à aménager ces locaux ; on les trouve, ou plutôt on les retrouve sitôt qu'un jeune détenu apparaît. Mais dans les vieilles prisons, et elles sont nombreuses, l'arrivée d'un enfant devient un événement, une occasion de remue ménage, si vous voulez bien me permettre la familiarité du terme ; comme les instructions ministérielles sont formelles et que nos gardiens-chefs sont de très braves gens, ils s'ingénient pour confiner le jeune garçon

(1) P. 16 et suiv., *Mais. d'éducat. prévent. et correct.*

ou la jeune fille prévenus dans quelque pièce où ils sont isolés : ce n'est pas toujours facile à cause de l'exiguité des locaux et de leur encombrement à certaines périodes de l'année, l'hiver surtout ; on finit par débarrasser quelque coin où la couchette est dressée et où nul ne pourra le voir, et encore moins converser avec lui. Parfois une chambre d'infirmierie, une annexe de la lingerie, un petit atelier sans ouvriers se trouveront vacants, parfois aussi un réduit à charbon, une soupente, une cellule de punition inoccupée, que sais-je ? Mais il sera seul. Seul ! Si vous vous imaginiez, Messieurs, que ce jeune arrivant comprend à quel sentiment louable, à quelle préoccupation de haute moralité on a obéi en le plaçant seul ainsi dans un local exigu et parfois d'aspect affreux, vous vous tromperiez. Faut-il vous décrire ses larmes, sa peur, le sentiment d'angoisse atroce qui étreint l'enfant renfermé entre quatre murs ? Vous les devinez, mais, hélas ! c'est la prison : il en fait l'apprentissage dans les conditions les plus dures, et, en admettant même qu'il soit un véritable criminel, jamais il ne ressentira comparable émotion durant les années de captivité qui peuvent l'attendre. Les premières heures sont si poignantes que j'ai vu de nos vieux gardiens chefs, point bien tendres pourtant, s'émouvoir devant cette désolation, et recueillir en leur propre logement les malheureux enfants, mettons, si le cœur vous en dit, ces horribles gamins, qu'ils ne pouvaient entendre geindre plus longtemps sans que leur pitié fût remuée ; ces gardiens savaient pourtant qu'en agissant de la sorte, en admettant chez eux un prisonnier, ils encouraient une punition sévère : Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il ne s'est jamais trouvé dans l'administration pénitentiaire personne pour les blâmer d'avoir du cœur. »

Est-ce là une préparation à l'envoi dans une colonie pénitentiaire ou à la remise à la famille ? Doit-on laisser les enfants dans de pareilles conditions, sans travail, pendant le temps, assez court à la vérité, en général, que dure l'instruction de leurs affaires en province ? Personne n'oserait le soutenir.

Tant que l'état de choses actuel durera, l'administration pourrait à notre avis charger les gardiens chefs de veiller à ce que les jeunes prévenus aient du travail ; ils pourraient être par exemple employés à tous les menus travaux de l'intérieur de la prison ; l'administration pourrait récompenser de quelque gain les services rendus par les enfants. D'un autre côté les gardiens, pour la plupart anciens sous-officiers, pourraient leur donner des leçons élémentaires de lecture, d'écriture, de calcul, etc.

On pourrait faire encore mieux : ce serait de créer pour une série de départements, chacun supportant sa part dans les frais de construction, une maison de prévention pour les mineurs des deux sexes ; ce serait comme celle que nous avons souhaité voir construire à Paris, une sorte d'école professionnelle, vaste et bien aérée.

On pourrait même charger de toutes les affaires qui concernent les mineurs arrêtés dans la région le Tribunal où serait construite la maison de prévention.

On aurait de la sorte des magistrats compétents pour ces affaires d'un genre tout particulier : d'un autre côté l'enfant qu'on enverrait à la colonie ou que l'on rendrait à sa famille, aurait été sinon amendé, au moins arrêté dans sa déchéance morale.

CHAPITRE III

Les colonies pénitenciaires.

§ 1^{er}. — HISTORIQUE DES MAISONS PÉNITENCIAIRES POUR ENFANTS.

Si nous jetons un regard un siècle et demi en arrière, nous voyons que sous l'ancienne monarchie, les idées maitresses des pénalités appliquées aux enfants, tout autant que de celles infligées aux adultes, sont celles de correction et d'exemplarité : on cherche à corriger le mineur délinquant par un châtiment très dur ; on cherche à épouvanter par la crainte du même châtiment ceux qui pourraient être tentés de commettre la faute qui a été commise (1). « Le 8 mars 1768, un enfant de 14 ans 1/2 ayant pendant les plaidoiries coupé les boutons d'argent de l'habit d'un plaideur, fut condamné à faire amende honorable, nu, en chemise, la corde au cou, la torche au poing, l'audience tenante, et là dire et déclarer que méchamment et comme mal avisé, il a fait en la grand'chambre le vol mentionné au procès-verbal, dont il se repent, demande pardon à Dieu, au Roy et à la Justice ; ce fait, être fustigé et flétri en la cour du Palais au bas du grand degré en la manière accoutumée pour l'exécution de la haute justice et banni

(1) *B. S. G. P.*, 1894, p. 985.

pour neuf ans de la ville, prévôté et vicomté de Paris, à lui enjoindre de garder son ban, et en outre condamné à vingt-quatre livres d'amende envers le Roy. »

Il faut aller jusqu'à la Révolution française pour trouver une disposition intéressante relative aux maisons pénitenciaires de mineurs. Les petits prisonniers de Bicêtre furent en 1790 (1) répartis entre les Magdelonnettes et Sainte-Pélagie ; on les employa aux services intérieurs de la prison. On ne cherchait pas encore à moraliser l'enfant délinquant par le travail, mais on cherchait à lui éviter l'oisiveté, cette mauvaise conseillère.

« Après la force et la santé, écrivait Lepelletier de Saint-Fargeau (2), il est un bien que l'instruction publique doit à tous, parce que pour tous il est d'un avantage inestimable, je veux dire l'accoutumance au travail.

» Je ne parle point ici de telle ou telle industrie particulière, mais j'entends en général ce courage pour entreprendre une tâche pénible, cette action en l'exécutant, cette constance à la suivre, cette persévérance jusqu'à ce qu'elle soit achevée qui caractérise l'homme laborieux.

» Formez de tels hommes et vous verrez disparaître tous les crimes. »

Malheureusement, rien ne fut fait dans la pratique.

Le Code pénal de 1806 fit, nous l'avons vu, la distinction des mineurs acquittés et condamnés (art. 66 et 67). En 1832 un préfet de police, M. Barde, eut l'idée bizarre de confier aux détenus politiques l'éducation des mineurs qui se trouvaient dans les prisons de Paris (3).

(1) Thèse de M. Compans, 1896, p. 9.

(2) *Bull. municipal*, Paris, 22 déc. 1895, p. 3316.

(3) Guillot, *Prisons de Paris*, p. 320 ; Berlier de Vauplane, *Cinquant. Mettray*, p. 6.

Mais les enfants acquittés en vertu de l'article 66, continuaient à être enfermés dans les prisons avec les mineurs condamnés, qui avaient cet avantage de rester détenus beaucoup moins longtemps qu'eux ; on ne leur donnait aucun travail ou des travaux fastidieux, ne rapportant presque rien. La Petite Roquette affectée aux mineurs depuis 1832 présentait des conditions d'hygiène et de salubrité déplorables... L'on trouve fréquemment la phrase suivante à cette époque dans les rapports de police sur les mineurs : « X... est à surveiller à la fin de sa détention, car son séjour en prison le rendra redoutable. »

Tout à coup, survinrent presque ensemble deux tentatives fort importantes — et fort différentes — de moralisation d'enfants délinquants par le travail. En 1838, M. Delessert, préfet de police, inaugura le régime cellulaire de jour et de nuit avec travail individuel à la Petite Roquette ; en 1840, MM. Demetz et de Courteilles fondaient la colonie pénitentiaire de Mettray.

M. Delessert (1) s'était inspiré du grand mouvement en faveur de la détention cellulaire, qui, parti de Belgique, allait gagner toute l'Europe ; les enfants détenus à la Petite Roquette furent isolés de jour et de nuit les uns des autres ; on leur donna du travail, et pour la première fois du travail payé : on leur fit faire notamment de la bijouterie, de l'horlogerie, de la sculpture ornementale... M. Delessert songea en même temps à s'occuper de leur instruction et de leur éducation morales : un instituteur fut chargé de leur enseigner les premiers éléments de la lecture, de l'écriture, de l'orthographe et du calcul.

(1) M. Ducamp, *Paris*, t. III, p. 205.

Certains inconvénients de ce régime avaient frappé MM. Demetz et de Courteilles : la cellule bonne pour une détention de quelques mois, très favorable même à l'apprentissage qui s'y fait rapidement (1), ne serait-elle pas malsaine pour des enfants déjà anémiés, et qui y resteraient longtemps ? et tel était bien le cas, puisque les enfants auxquels était faite l'application de l'article 66 du Code pénal étaient envoyés à la Petite Roquette ; il était de plus illégal, nous l'avons déjà fait remarquer, de faire subir aux mineurs acquittés le même sort qu'aux mineurs condamnés et pendant un temps plus long.

S'inspirant de ce qu'il avait vu ailleurs (2), et sous l'influence de ces idées, aidé de son éminent ami M. de Courteilles, M. Demetz fonda la colonie pénitentiaire agricole de Mettray. Le 22 janvier 1840, neuf jeunes détenus quittaient la Petite Roquette ; ce furent les premiers pensionnaires de cet établissement, qui ne tarda pas à prospérer : l'opinion publique était vivement intéressée par cette tentative, et les capitaux affluèrent : l'essor était donné.

Successivement se fondèrent les colonies des Douaires (1843), de Sainte-Foy (1843), du Val d'Hyèvre (1846).

Enfin, la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus devenait en quelque sorte la

(1) Abbé Crozes, *Thèse de M. Compans*, 1876, p. 49.

(2) Berlier de Vauplane, *Cinquantenaire de Mettray*, p. 7. — « M. le conseiller Demetz avait reçu du gouvernement la mission d'étudier sur place les différents systèmes pénitentiaires expérimentés à l'étranger et de s'attacher particulièrement à la situation faite aux jeunes détenus : il se rendit en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Amérique... Son attention fut surtout frappée par les excellents résultats obtenus à l'école de réforme du Rauhen Hauss (auprès de Hambourg) où les enfants réunis par groupes qui prenaient le nom de familles étaient appliqués aux travaux de l'agriculture... »

charte des colonies pénitenciaires. Après avoir, dans son article premier, déclaré que dans les établissements pénitenciaires, les mineurs détenus recevraient une éducation morale, religieuse et professionnelle, cette loi réglementait en ces termes, dans son article 3, le mode de travail qui devait leur être imposé : « Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement mais non remis à leurs parents, seront conduits dans une colonie pénitenciaire où ils seront élevés en commun sous une discipline sévère et appliqués aux travaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire. » Ensuite, cette loi réglait l'organisation intérieure des colonies qu'elle divisait en colonies publiques (art. 5), fondées par l'état qui instituait leurs directeurs, et colonies privées — fondées et dirigées par des particuliers, avec l'autorisation de l'État. La loi de 1850 (art. 8) réglait alors la surveillance des colonies, la libération provisoire ou définitive des jeunes détenus (art. 9), instituait des colonies correctionnelles pour certaines catégories d'entre eux, notamment pour les insubordonnés des colonies pénitenciaires (art. 10). Les mêmes dispositions s'appliquaient aux colonies pénitenciaires de filles, avec cette différence qu'il n'y avait plus ici de colonies correctionnelles (art. 16, 17, 18). Enfin, dans son article 19, la loi de 1850 décrétait le patronage des jeunes libérés.

Cette loi ne donna pas un essor plus grand aux colonies pénitenciaires : elles continuèrent à se développer lentement. L'opinion publique, à certains moments fort bien disposée en faveur des colonies, faisait de brusques volte-faces : en 1855, 30 jeunes filles s'étaient évadées du Bon Pasteur d'Angers. Comme on demandait quelque temps

après à un directeur de colonie quel était le résultat de son système d'éducation, il répondait : « Un seul, l'évasion. »

Malgré tout, les colonies créées prospéraient ; de nouvelles se fondèrent et la Petite Roquette fut, nous l'avons vu, fermée, en tant que maison pénitentiaire de mineurs, en 1867.

§ 2. — UNE COLONIE PÉNITENTIAIRE FRANÇAISE. — METTRAY.

1° *La colonie.*

Après avoir ouvert une barrière rustique et suivi une allée de grands arbres, semblable à celle d'un des nombreux châteaux de la Touraine, vous vous trouvez au milieu d'une vaste cour carrée, entourée de maisons ; vous êtes dans la colonie de Mettray.

Une douzaine de maisons semblables entourent cette cour ; elles sont élevées d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, construites en pierres et en briques, avec des toits qui surplombent comme ceux des chalets suisses.

Une église rustique se dresse en face de vous.

Puis, à un roulement de tambour, de tous côtés des gamins en uniforme se répandant à travers la cour, jouent bruyamment et font de la gymnastique.

Continuez votre promenade : vous voyez de très belles étables regorgeant de bestiaux ; des équipes d'ouvriers des champs se rendant au travail :

Enfin, plus loin, vous rencontrez une cité ouvrière peuplée de cordonniers, charrons, forgerons, peintres, sabotiers, boulangers, etc.

La colonie de Mettray fut d'abord purement agricole ;

M. Demetz avait pour but en effet « la moralisation de l'enfant par la terre ; » elle est devenue peu à peu ce qu'elle est aujourd'hui, agricole et industrielle.

2° *Ce que devient l'enfant.*

L'enfant arrivant à Mettray, envoyé d'une maison de détention préventive, reçoit divers soins de propreté (1), est examiné par le médecin, puis interrogé par le directeur (2) ; pendant quelques jours on le met à part, et on l'occupe à des travaux de broserie ; on voit ainsi ce qu'il vaut et ce qu'il sait. Ensuite il est mis au travail en commun ; le travail est fait par familles.

La « famille » de Mettray (3) se compose de 45 à 50 enfants ; pour les plus jeunes enfants, de 60 ; c'est l'âge qui détermine la composition des familles, qui sont désignées par les lettres de l'alphabet : famille A, famille B, etc.

Les membres des diverses familles ne sont réunis qu'aux offices religieux et à l'assemblée générale du dimanche appelée « la Justice. »

Chaque famille habite l'une des maisons dont nous avons parlé (4).

(1) Art. 4 règlement Mettray.

(2) Art. 14 règlement général de 1869.

(3) Art. 7 règlement Mettray.

(4) Voici comment est constituée la demeure d'une famille : Au rez-de-chaussée se trouve une salle d'études qui sert aussi de réfectoire. L'aspect de cette salle est celui de toutes les salles d'école ou de caserne que nous avons connues : murs blanchis à la chaux avec tableaux noirs et cartes de géographie ; au 1^{er} étage se trouve le dortoir qui n'est pas cellulaire ; dans ce dortoir pas de lits, mais des hamacs qui sont repliés le long du mur dès le réveil, afin de faciliter le nettoyage. Cette disposition de dortoir non cellulaire assure une surveillance

3^e Régime intérieur de la colonie.

Chacune des familles dont nous venons de parler est divisée en sections ; la direction de chaque famille appartient à un chef et à un sous-chef de famille, recrutés de la façon suivante (1) :

« M. Demetz, en fondant Mettray, fit appel à 20 jeunes gens appartenant à des familles honorables, qui lui avaient été particulièrement recommandés. Il les réunit, leur exposa un plan de réforme, et lorsqu'il leur eut communiqué le feu sacré dont il était lui-même animé, il obtint d'eux qu'ils s'enfermassent pendant de longs mois dans une école installée sur les terrains où devait s'élever la colonie, afin de s'initier à tous les devoirs qui allaient leur incomber. »

Dans la hiérarchie de chaque famille nous trouvons en plus du chef et du sous-chef un « frère aîné » (2). Ce grade est donné à un colon méritant. Le frère aîné n'est nommé que pour trois mois ; il consigne les infractions sur un livret signé chaque jour par le chef de famille.

La surveillance, l'éducation et l'instruction professionnelles des enfants sont confiées aux chefs de famille, aidés des sous-chefs, et des frères aînés ; les chefs de famille ont en outre des pouvoirs qui leur sont particuliers : sur le

aussi parfaite que possible des enfants, ce qui est un grand avantage. Sur les murs blanchis à la chaux sont fixées des images et des gravures rappelant les hauts faits de l'histoire de France, les traits de dévouement ou de courage célèbres, etc. ; ces gravures sont des récompenses accordées aux enfants. A côté du dortoir se trouvent des lavabos couverts.

(1) Berlier de Vauplane, *Cinquant, Mettray*, p. 9.

(2) Art. 7 règlement de Mettray.

terrain ils doivent donner aux enfants des explications relatives au travail dont ils sont chargés ; deux fois par semaine ils doivent faire aux plus méritants un cours d'agriculture ou d'industrie ; tous les jours ils rédigent un rapport qui est soumis au directeur : ils y relatent la conduite des enfants qui leur sont confiés, sans toutefois avoir le droit de porter aucune punition. En outre les chefs de famille sont forcés d'assister à tous les cours ; ils sont appelés à présenter leurs observations dans un conseil qui a lieu à la fin de chaque semaine. Les chefs de famille des fermes sont en outre obligés de tenir un journal agricole dans lequel ils constatent le travail des colons et les faits intéressant la culture qui se sont passés sous leurs yeux (1).

(1) *Service économique de Mettray.*

a. — *Vêtements.* (Art. 8 règlement de Mettray).

L'uniforme des colons de Mettray, qui se rapproche un peu de celui des marins, se compose en été d'un pantalon et d'un bourgeron de grosse toile ; en hiver, d'un pantalon et d'une vareuse de laine bleue. Une prime est accordée aux colons qui maintiennent leur trousseau en bon état.

b. — *Nourriture.* (Art. 10 règlement de Mettray).

Les colons ont droit à trois repas par jour, pendant lesquels ils ont toujours le pain à discrétion ; en été, comme l'heure du lever est avancée, le nombre des repas est porté à quatre. Ils ont droit trois fois par semaine à 150 gr. de viande.

Comme boisson, on donne pendant trois mois du vin coupé aux trois quarts ou du cidre coupé par moitié ; après les vendanges, de la boisson de marc, et pendant l'été, aux travaux de l'après-midi, du sirop de Calabre.

Enfin, les enfants peuvent se procurer à la cantine des rillettes, du fromage, de la marmelade de fruits ou des fruits pendant la saison, même un verre de vin ; ils donnent en paiement les bons points qui leur sont accordés, et qui sont considérés comme valant 5 centimes dans l'intérieur de la colonie.

4° Travail.

a) *Travail physique.* — Lors de sa fondation, Mettray, avons-nous déjà dit, fut une colonie exclusivement agricole ; puis, comme il fallut reconnaître que le travail des champs ne convenait pas à tous les enfants, qu'il n'était pas approprié, et ne servirait de rien, par la suite, aux enfants venant des grandes villes, les directeurs successifs de Mettray ont fait une place de plus en plus grande aux diverses industries qui, dans l'idée des fondateurs, devaient seulement fournir à la colonie ce dont elle aurait besoin, et qui aujourd'hui contribuent pour une grosse part à la faire vivre (1).

La direction de ces ateliers appartient à des chefs d'ateliers, « ouvriers habiles chargés d'enseigner leur profession, d'après les meilleures méthodes connues, aux enfants qui leur sont confiés. »

Voici pour l'année 1897 deux tableaux qui feront voir le premier, les diverses professions des enfants à leur entrée à Mettray ; le deuxième, les métiers qu'ils y ont exercés (2).

(1) Art. 11 des statuts de Mettray : « Les colons sont employés surtout à l'agriculture, à l'horticulture, à la culture potagère et maraîchère. Ils sont appliqués aux travaux d'exploitation des fermes, aux soins à donner aux bestiaux et aux animaux de basse-cour. Il existe en outre divers ateliers pour favoriser et développer les diverses aptitudes *et pouvoir directement par le travail des colons eux-mêmes aux besoins de l'établissement.* Pour la désignation et l'emploi des enfants il est tenu compte : 1° de leur force, de leur santé, de leur aptitude naturelle ; 2° du lieu où ils ont été élevés, soit à la ville, soit à la campagne ; 3° de la condition et de la profession de leurs parents ; 4° de la position dans laquelle ils devront se trouver à la sortie de la colonie. »

(2) *Bull. triennal Mettray*, 1898, p. 28.

<i>A l'entrée dans la colonie.</i>		<i>Répart. dans les ateliers.</i>	
Industriels . . .	80	Atel. industriels . .	158
Agriculteurs . .	62	Agriculteurs . . .	259
Autres professions	29	Horticulteurs . . .	18
Sans profession .	264		435
	435		

Il est très probable que sur les 264 enfants qui, à leur entrée dans la colonie, n'avaient pas de profession ou des professions quelconques mal déterminées, un certain nombre étaient d'origine urbaine; aussi le nombre des enfants travaillant dans les ateliers industriels s'est-il élevé de 80 à 158, à 176, pourrait-on dire à la rigueur en y ajoutant les horticulteurs qui, souvent, à leur libération, trouveront de l'ouvrage dans la banlieue des grandes villes.

Le nombre des agriculteurs s'est élevé de 62 à 259 : cela s'explique, car tous les jeunes délinquants de la Touraine et du Perche sont envoyés à Mettray; comme ces régions sont essentiellement agricoles, il est tout naturel qu'on songe à préparer à la vie des champs les enfants en provenant (1).

Le directeur seul peut autoriser les changements d'atelier; mesure très sage qui tend à éviter pour l'avenir à l'enfant ce besoin continuel de changement d'ouvrages qui fait si souvent des vagabonds; ces changements ne peu-

(1) Tous les pupilles de Mettray n'habitent pas dans la colonie même; il est un certain nombre de ceux qui se livrent aux travaux agricoles qui sont placés dans plusieurs fermes que la colonie possède ou loue : chacune d'elles est exploitée par 40 enfants; l'organisation y est la même que dans les maisons de famille : le chef de famille qui joue le rôle de fermier a sous ses ordres un chef d'atelier des champs.

vent être autorisés que si l'enfant a fait preuve de bonne volonté dans l'atelier où il était employé, et s'il est inscrit au tableau d'honneur.

On ne saurait trop faire admirer les résultats obtenus tant dans les travaux des champs que dans les ateliers industriels; ces enfants dont presque les $\frac{2}{3}$ ne s'étaient, avant leur entrée à la colonie, livrés à aucun travail sont devenus rapidement des cultivateurs et des ouvriers remarquables: ceux qui sont employés aux champs cultivent actuellement 626 hectares de terre. Dans le pays on dit couramment, non sans une nuance de dépit: « Il n'y a pas moyen de lutter avec Mettray pour la culture. » La colonie a été classée hors concours par tous les comices agricoles du département. En 1895, elle obtenait encore à Saint-Symphorien un grand diplôme d'honneur pour ses bêtes à cornes.

b) *Travail moral.* — La loi de 1850, article 3, décrétait que, dans les colonies pénitenciaires, il serait pourvu à l'instruction élémentaire des pupilles. Le règlement de 1869 (art. 66, 67, 68) s'exprime ainsi :

« Art. 66. — Les jeunes détenus passent tous les jours à l'école une heure au moins.

» Toutefois, au moment des récoltes, l'école peut n'avoir lieu que le dimanche pour les détenus employés aux travaux les plus urgents.

» Art. 67. — L'enseignement comprend : la lecture, l'écriture, les quatre premières règles de l'arithmétique et le système légal des poids et des mesures.

» Art. 68. — On peut y joindre en outre le calcul mental,

l'arpentage, le dessin linéaire et des notions sur la géographie et l'histoire de France. »

L'instruction est donnée à tous les pupilles de Mettray suivant le programme ci-dessus : le dessin linéaire est enseigné à tous ceux qui en ont besoin pour se rendre habiles dans la profession qu'ils exerceront plus tard. Il y a classe tous les jours, sauf le dimanche ; les enfants les plus intelligents sont choisis pour être les moniteurs de leurs camarades ; on leur donne des leçons spéciales et ils ont droit à des récompenses particulières.

Les colons concourent ensemble chaque mois ; les places obtenues sont notées sur un registre ; ceux qui sont classés premiers obtiennent des récompenses et leur nom est proclamé le dimanche à « la Justice. »

Des leçons de musique instrumentale et vocale, de plainchant sont données aux enfants méritants (à ceux-là seulement) deux fois par semaine. La musique de Mettray a remporté des prix dans tous les concours de la région. Si la musique et le chant ont le don d'intéresser les colons qui s'y appliquent et y réussissent, on ne peut pas en dire autant malheureusement des autres leçons des instituteurs ; il est bien plus difficile de faire de ces petits dévoyés des collégiens médiocres que de bons ouvriers ; malgré tout le talent et le dévouement de leurs maîtres, ils restent rebelles au travail de l'esprit dont ils ne comprennent pas l'utilité, et devant nous un colon, à qui son chef de famille reprochait d'avoir été puni la veille, répondait, paraissant tout étonné de ce reproche : « Oh ! mais qu'est-ce que cela fait, c'est pour la classe. »

Malgré cela, nous voyons dans le *Bulletin triennal de*

During the 1970s, the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

The... of the... of the... of the...

Instruction religieuse. — Mettray, d'après l'article 19 de son règlement, ne reçoit que des enfants appartenant à la religion catholique. L'éducation religieuse leur est donnée conformément à la loi de 1850 (article 1^{er}) et à l'article 61 du décret de 1869. Les colons sont conduits à la messe et aux vêpres les dimanches et les jours de fêtes; ils ne sont jamais forcés de communier. « Nos pupilles, dit M. Cluze, suivent avec une grande attention non seulement les sermons des offices, mais encore les conférences

nœuvre militaire sont enseignées aux colons de Mettray. Le but de ces exercices est autant de développer leur force et leur adresse, que de leur être utiles par la suite, et d'occuper une partie des jours fériés. Aussi tous les enfants y prennent part.

Les colons aiment beaucoup la gymnastique. Il est dans les principes de la maison de leur faire faire un peu de manœuvre militaire pour les préparer à l'existence du régiment; mais on ne veut pas en faire de petits soldats comme dans certaines colonies que nous étudierons, et nous estimons que l'on a raison. Quant aux pompes à incendie, les colons ont, malheureusement, l'occasion de s'en servir souvent; à la campagne il est fréquent, en effet, que les toits de chaume et les gerbes de paille s'enflamment: toutes les fois que ces pompiers improvisés ont été au feu, ç'a été avec une crânerie toute française; jamais un colon n'a profité de ces moments-là, où pourtant toute surveillance est impossible, pour s'évader. On leur a dit de faire leur devoir... ça a suffi: ils l'ont fait bravement. On peut lire dans les statuts la phrase suivante: « Les enfants retenus en cellule de punition seront privés d'aller au secours de leurs semblables. »

Le maire d'un village où les colons de Mettray avaient été au feu en 1895 écrivait à M. Cluze la lettre suivante (*Bulletin triennal*, 1898, p. 33):

« 26 avril 1895.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser mes vifs remerciements pour le concours empressé que vos jeunes colons ont prêté hier à l'occasion de l'incendie d'une grange de ma propriété. J'ai été très touché de leur dévouement et de l'ardeur qu'ils ont montrée.

Veuillez leur adresser mes remerciements personnels.

ORSEL, maire de Cerelles. »

religieuses qui ont lieu toutes les semaines ; leur tenue à la chapelle est vraiment remarquable. » (*Bulletin*, 1898, p. 29).

5° *Récompenses et punitions.*

a) *Récompenses* (1). — Les récompenses qui peuvent être accordées aux colons sont fort nombreuses ; elles leur sont données avec une grande libéralité.

(1) Art. 21 du règlement de Mettray :

Les principales récompenses sont :

1° Les félicitations publiques, bonnes notes et mentions au dossier ;

2° L'inscription au tableau d'honneur, après trois mois de bonne conduite et passés sans punitions. Un trimestre sans punition donne droit au port d'une petite patte rouge sur l'épaule droite ; deux trimestres, à une patte rouge et une bleue ; trois trimestres, à trois pattes, rouge, verte et bleue ;

3° Les galons de bonne conduite. Tout colon qui a passé un an, 2 ans ou 3 ans sans punitions graves a droit au port d'un galon rouge ; de 2 galons, l'un rouge, l'autre bleu ; de 3 galons, rouge, bleu et vert autour du col de sa vareuse. Il reçoit annuellement des primes de 5, 10 et 15 fr. ;

4° L'inscription au tableau de travail, pour les meilleurs travailleurs de chaque atelier ;

5° L'inscription au tableau de mérite scolaire, pour les élèves qui ont obtenu le meilleur classement dans leurs examens semestriels ;

6° La nomination aux fonctions de frère aîné, de chef de section et de moniteur donne droit à des primes en argent ;

7° La nomination à des postes de confiance ;

8° Des livrets de caisse d'épargne de 10 fr. sont alloués aux colons qui obtiennent le certificat d'études primaires ; ils portent, en outre, sur les manches des palmes dorées. Des palmes plus petites sont accordées aux cinq premiers de chaque classe, à la suite des examens trimestriels ;

9° 2 livrets de caisse d'épargne de 20 et de 10 fr. sont alloués annuellement aux 2 meilleurs laboureurs, après concours ;

10° Le premier colon de chaque atelier reçoit un habillement de ve-lours à sa sortie ;

11° En dehors de leurs primes journalières de travail, les colons qui

Pour la seule année 1897, le nombre des récompenses données fut le suivant (effectif de la colonie, 400) (1):

Primes en argent	2.820
Livrets de caisse d'épargne	89
Tableau d'honneur	1.645
Galons de bonne conduite	28
Engagements volontaires	6

b) *Punitions* (2). — Remarquons tout d'abord que : 1° Le

montrent de l'application reçoivent, toutes les semaines, un certain nombre de bons points;

12° Les colons qui se sont toujours bien conduits et ont acquis l'instruction professionnelle suffisante, peuvent être mis en liberté provisoire et placés chez des particuliers ou obtenir leur mise en liberté définitive, être rendus à leurs familles si elles présentent les garanties de moralité suffisantes, ou engagés dans les armées de terre et de mer.

(1) *Bull. triennal de Mettray*, p. 37.

(2) Art. 22 du règlement de Mettray. Les punitions sont les suivantes :

1° La réprimande en particulier ou en assemblée publique ; en particulier dans le cabinet du directeur ; en assemblée publique le dimanche matin, à « la Justice. »

2° Le pain sec (jamais plus de deux fois par semaine et au moins à trois jours d'intervalle, et seulement pour les fautes de paresse au travail). *Nous ne saurions, bien au contraire, nous apitoyer sur le sort des enfants ainsi punis : cela ne peut que leur apprendre cette grande vérité que, par la suite, ils auront seulement le bien-être qu'ils auront mérité par leur travail ;*

3° Le piquet pendant la récréation au quartier de punition. *Pourquoi retirer à l'enfant le droit de courir et de se remuer : des travaux supplémentaires ne vaudraient-ils pas mieux ?*

4° Le peloton de punition ;

5° Le retrait de certains emplois de confiance, la perte du grade de frère aîné ou de chef de section, la perte d'un ou de plusieurs galons de bonne conduite ;

6° L'atelier de punition chargé des corvées (*punition consistant en un travail supplémentaire que par suite nous ne pouvons qu'approuver*) ;

7° La cellule claire avec travail ;

8° Le cachot ou cellule sombre, pour les cas très graves ;

9° La réintégration dans un quartier correctionnel qui est demandée

directeur seul a le droit d'infliger une punition ; 2° sauf dans les cas qui nécessitent une répression immédiate, aucune punition n'est infligée au moment de l'infraction. Dans les cas douteux, il est procédé à une enquête sur la faute commise, et la peine est prononcée avec discernement et en connaissance de cause (Règlement de Mettray, art. 22).

Ces mesures qui seraient bienfaisantes dans tous les cas sont ici indispensables : nul en effet ne supporte plus difficilement une injustice, ne révère plus infiniment un chef équitable que les colons de Mettray. Citons à ce propos une anecdote : « Le directeur d'une colonie pénitentiaire, visitant un jour Mettray, demanda aux colons de lui indiquer les trois meilleurs sujets : les regards se portèrent aussitôt sur trois enfants que leur conduite irréprochable mettait hors ligne ; il tenta une épreuve plus délicate : « Désignez-moi, dit-il, les trois plus mauvais sujets ? » Tous les enfants restaient immobiles. Un seul s'avance et dit : « C'est moi (1). »

Autant les récompenses décernées aux colons de Mettray pour l'année 1897 ont été nombreuses, autant le nombre des punitions a été restreint (effectif, 400 enfants) :

Journées de retenue	393
— de cellule claire	4.535
— de cellule sombre (2)	6

à M. le Ministre de l'intérieur sur avis conforme du conseil de surveillance institué par l'article 8 de la loi du 5 août 1850, pour les colons reconnus incorrigibles.

(1) De Vauplane, *Cinquantenaire Mettray*, p. 17.

(2) Cette punition n'est en général imposée qu'au cas d'évasion et pour fort peu de jours : il serait très dangereux d'en faire un usage fréquent, car l'enfant laissé seul avec ses pensées, arrêté dans son travail, perd en quelques jours le fruit de longs efforts. Dans les cellules

Colons déferés à la justice néant
Envoyés à la colonie correctionnelle (1). 7

claires au contraire, l'enfant peut se livrer à un travail productif ; il reçoit les visites de l'instituteur et de l'aumônier.

A notre avis, ces deux peines devraient être abolies : nous ne saurions admettre pour les colons que des peines consistant en un surcroît de travail, ou tout au moins dans l'obligation de se livrer aux besognes les plus pénibles de la colonie.

L'administration de Mettray entre absolument dans nos vues sur ce point : elle n'inflige presque jamais, nous venons de le voir, la cellule sombre ; et, si elle punit quelquefois de jours de cellule claire, elle applique largement l'alinéa final de l'article 22 du règlement ainsi conçu : « Sur l'autorisation du directeur de la colonie, les enfants punis de la cellule peuvent être employés à certaines heures du jour à scier et à fendre le bois consommé dans l'établissement ou à casser la pierre pour l'entretien des routes et à d'autres travaux pouvant leur procurer un exercice salulaire. »

Pourquoi ne pas remplacer purement et simplement la cellule par un peloton de punition à régime plus ou moins sévère, suivant les circonstances ?

(1) L'article 10 de la loi de 1850 prescrivait l'établissement soit en France, soit en Algérie, de plusieurs colonies correctionnelles pour... 2° les jeunes détenus des colonies pénitentiaires qui auront été déclarés insubordonnés. Sur ce point la loi de 1850 resta lettre morte ; on se contenta de prendre « un quartier — une partie — des grandes prisons de Rouen, Nantes, Lyon, Dijon, qui a été aménagé, disposé et suffisamment isolé, en vue de recevoir les insubordonnés provenant des colonies tant publiques que privées. » (Puybaraud, *Mais. éduc. prév.*, p. 10). On était ainsi allé complètement à l'encontre du but de la loi, qui était pour ces insubordonnés, aussi bien que pour les enfants acquittés et envoyés en correction en vertu de l'article 66 du code pénal, de les faire travailler au dehors après un internement de six mois. On n'arrivait même pas par ce moyen à intimider les enfants : « Soumis à un régime qui n'était pas plus sévère que celui des établissements d'où on avait dû les chasser, ils gagnaient en outre, dit M. Cluze (*Bulletin triennal Mettray*, 1898, p. 37), un pécule plus élevé... Aussi les mauvais sujets n'étaient-ils nullement intimidés par cette punition... et affectaient-ils de demander avec insolence à être envoyés en centrale (c'est ainsi que dans leur langage ils appelaient les quartiers correctionnels). »

Le travail qui était donné aux enfants dans les quartiers correction-

6° *La journée du colon.*

L'emploi du temps et la division de la journée, dit l'art. 23 du règlement, sont réglés de manière à introduire la variété nécessaire dans les exercices, à occuper les instants des colons et à les empêcher de se soustraire à la surveillance (1). Si quelques minutes restent inoccupées dans la journée, on s'efforce néanmoins de ne pas laisser

nels était industriel, mais aucun apprentissage ne leur était enseigné, de sorte que ceux qui n'avaient pas appris un métier pendant leur passage dans la colonie, ce qui arrive fréquemment, puisque c'était la lie des colonies pénitentiaires qu'on envoyait dans les quartiers correctionnels, se trouvaient dans l'impossibilité de gagner leur vie. D'un autre côté, le nombre des instituteurs était très insuffisant — à Besançon, en 1895, il y avait 1 heure de leçons par jour à distribuer entre 32 détenus. — Une colonie correctionnelle fut enfin fondée en 1895 à Eysses; une discipline fort rigoureuse y est appliquée, et les colons craignent réellement d'y être envoyés.

(1) A. — *Emploi du temps les jours ouvrables* (art. 12, règlement).

Pendant l'été.

4 h. 45 à 5 h. 15 : Lever, toilette, prière.

5 h. 15 : Premier déjeuner.

5 h. 40 : Commencement des travaux.

7 h. 50 : Déjeuner (qui n'a lieu que pendant les jours les plus longs de l'année) et récréation.

8 h. 30 à 11 h. 15 : Travail.

11 h. 30 : Classes.

1 heure : Dîner et récréation.

2 h. à 7 h. 15 : Travail.

7 h. 30 : Souper.

8 h. 15 : Prière et coucher.

Pendant l'hiver.

Le lever est retardé d'une heure et il y a classe le matin de 6 h. à 7 h. Tant que cela est possible, les enfants employés aux travaux agricoles travaillent dans les champs; quand le mauvais temps les empêche de sortir, ces colons se livrent aux occupations habituelles des fer-

oisif l'esprit des colons ; ils marchent toujours au pas cadencé, même pour monter l'escalier de leur dortoir ; les promenades sont faites avec tambours, clairons et musique ; le coucher se fait au commandement.

7° *Le pécule.*

On nomme pécule la somme d'argent que l'enfant gagne pendant son séjour à la colonie ; le pécule est constitué : 1° par les bons points qui sont donnés à l'enfant selon ses mérites et qu'il a mis en réserve ; 2° par l'argent qui lui est rapporté par son travail (la moitié seulement de ces sommes constitue le pécule, le reste sert à couvrir en partie les frais de nourriture et d'entretien) ; 3° par les gratifications : livrets de caisse d'épargne donnés à ceux qui ont

miers pendant l'hiver (écossage des pois, préparation des semages, etc.) ou bien extrayent des pierres des carrières situées dans la colonie.

B. — *Jours fériés* (art. 12, règlement).

L'emploi de la journée est ainsi modifié :

5 h. 30 (6 h. en hiver) : Lever, prière, toilette.

6 h. 45 : Nettoyage.

7 h. 30 : Déjeuner et récréation.

8 h. 15 : Revue des chefs de famille.

8 h. 30 : Réunion générale.

9 h. : Messe.

10 h. : Revue passée par le directeur, défilé.

10 h. 30 : Récréation.

11 h. : Gymnastique.

1 h. : Dîner, récréation.

2 h. : Vêpres et salut.

3 h. : Promenade militaire.

5 h. : Réunion dans les classes pour les conférences du dimanche. Exercice du fusil et de la pompe à incendie. Musique vocale et instrumentale.

6 h. 30 : Souper.

7 h. 15 : Prière, coucher.

obtenu le certificat d'études, décernés à l'occasion du 14 juillet, ou à ceux qui se sont fait remarquer par leur bonne conduite et leur application ; sommes d'argent remises avec les galons de frère aîné, avec ceux de bonne conduite, ou comme prix de labourage (1).

L'argent du pécule est placé à la caisse d'épargne postale ; il ne peut en être retiré par le colon libéré avant l'époque de sa majorité, sauf quand il justifie avoir un pressant besoin d'argent, et après une demande par lui adressée au ministre de l'intérieur sur une formule imprimée délivrée par l'administration des postes.

8° *La récidive.*

Nous ne saurions ici, sans empiéter sur le chapitre suivant, étudier les résultats du travail moralisateur : l'enfant n'est pas en effet, au sortir de la colonie, rendu complètement à la vie libre.

Examinons seulement si l'enfant sort de la colonie aussi mauvais que celui qui, au commencement du siècle, sor-

(1) En 1897, le total des péculs distribués à Mettray s'élevait à la somme de 5.581 fr. 23 pour 81 libérés ; le taux moyen du pécule était donc de 68 fr. 90.

Sur ce nombre de libérés 1 n'avait pas de pécule.

—	—	32 avaient un pécule inférieur à 50 fr.
—	—	20 avaient un pécule supérieur à 50 fr.
—	—	16 avaient un pécule supérieur à 100 fr.
—	—	10 avaient un pécule supérieur à 150 fr.
—	—	2 avaient un pécule supérieur à 200 fr.

Sur les trente-deux enfants dont le pécule était inférieur à 50 fr. 3 étaient presque idiots, 2 étaient infirmes, 3 étaient sortis de Mettray à 16 ans, 6 y avaient passé de 2 à 3 ans, enfin 1 n'avait pas passé 2 ans à la colonie.

tait de prison. A cette époque, avant la fondation de Mettray, le nombre des mineurs qui récidivaient pendant l'année qui s'écoulait à compter du jour de leur sortie de prison était de 75 pour 100 ; aussitôt après l'ouverture de Mettray, cette récidive s'abaissa (pour les enfants qui sortaient de cet établissement) à 14 0/0. Ce merveilleux résultat s'est toujours maintenu depuis. Depuis 1869, la récidive dans l'année qui a suivi la sortie de Mettray n'a constamment été que de 10 à 13 0/0 ; en 1884, elle est même tombée à 4 0/0 ; en 1886 et 1887, elle ne s'est élevée qu'à 5 0/0. Cela est d'autant plus remarquable que les enfants qui sont envoyés à Mettray par les tribunaux ont déjà pour les 2/3 subi une condamnation ; 4 0/0 environ ont déjà été condamnés 5 fois et au-delà !

§ 3. — PARTICULARITÉS

DE DIVERSES COLONIES PÉNITENTIAIRES FRANÇAISES.

1° *Classement.*

Les colonies pénitenciaires françaises se divisent en deux classes : les colonies pénitenciaires publiques, les colonies pénitenciaires privées.

A. — COLONIES PÉNITENTIAIRES PUBLIQUES.

Les colonies pénitenciaires publiques sont créées dans un immeuble et des domaines appartenant à l'État, dirigées et surveillées par des fonctionnaires et des agents de l'autorité figurant au budget avec toutes les dépenses qui s'y rattachent (1). Les principales de ces colonies sont les

(1) Elles contenaient il y a quelques années 2,170 enfants qui met-

suivantes : pour les garçons, la colonie industrielle d'Aniane, les colonies agricoles des Douaires, de Saint-Hilaire, du Val d'Hyèvre, de La Motte-Beuvron, de Belle-Ile.

La première colonie publique pour les filles fut fondée en 1886 ; citons parmi celles qui sont ouvertes actuellement les colonies de Cadillac, de Doullens et de La Foulleuse.

Aniane (1).

La colonie industrielle d'Aniane fut fondée en 1885 dans les locaux de l'ancienne maison centrale désaffectée ; malheureusement le pays où elle se trouve n'est nullement industriel.

Le nombre des enfants qui se trouvent dans la colonie est beaucoup trop élevé (7 à 800) pour la place dont on dispose. Le nombre des instituteurs (2 instituteurs, 2 commis greffiers chargés des petites classes) est beaucoup trop faible. Le nombre des surveillants est également beaucoup trop restreint, certains ayant jusqu'à 60 enfants à surveiller. Les résultats ne sont pas bons (récidive de 40 0/0 pour les colons libérés l'année précédente).

Les Douaires (2).

Fondée en 1843, la colonie des Douaires a reçu en 1890 d'importantes modifications. C'est une colonie du

taient en culture 1,291 hectares de terre et élevaient annuellement environ 95 chevaux, 321 bêtes à cornes, 1,295 moutons et 322 porcs.

(1) Rivière, *Bul. S. G. P.*, 1892, p. 860.

(2) *B. S. G. P.*, 1895, p. 912.

type Mettray (maisons de famille). Les enfants y reçoivent une éducation toute militaire : ils sont vêtus d'un uniforme qui rappelle celui des enfants de troupe ; défense leur est faite de tutoyer leurs camarades gradés ; tous les jours, au rapport, on lit l'ordre du jour du directeur de la colonie ; comme punitions, on trouve en haut de l'échelle la cassation du grade, puis le cachot et la salle de police : mais on n'a gardé que le nom militaire de ces peines. — Ici apparaît nettement l'inconvénient de cette assimilation du colon au soldat, qu'on ne saurait pousser jusqu'au bout. — Les enfants punis de cachot sont astreints au travail ; ceux qui ont mérité de la salle de police, sont réunis dans un promenoir spécial où on les fait marcher pendant vingt minutes, se reposer 3 minutes dos à dos, puis recommencer à marcher ; cette punition étant fatigante pourrait être recommandée. En 1895, un dortoir cellulaire de 137 lits fut inauguré ; c'était les enfants qui l'avaient totalement aménagé et meublé. La même année, le quartier cellulaire était complètement transformé ; tout enfant puni de cellule allait désormais avoir un petit jardinet, qui lui permettrait de travailler et de prendre l'air, mesure excellente que nous désirerions voir généralisée. La colonie mettait à la même époque en culture 240 hectares de terre.

Le nombre des surveillants est trop peu élevé dans cette colonie ; la discipline purement militaire qu'on y applique ne développe pas assez l'initiative du colon ; les résultats obtenus sont bons, notamment pour les enfants qui à leur sortie de la colonie entrent dans l'armée.

Belle-Ile-en-mer (1).

Dans cette colonie on a voulu moraliser les jeunes délinquants par la mer, comme M. Demetz avait voulu le faire par la terre (2).

Cette colonie fut d'abord agricole et industrielle (de 1880 à 1882) ; puis, en 1882, on fondait dans cette colonie une section maritime. Cette section comprend actuellement 120 pupilles qui suivent seulement avec les autres enfants les cours élémentaires et une partie des exercices militaires.

Ce n'est qu'après trois ans d'apprentissage sur un navire fixe dans le genre de celui qu'on avait construit pour les Bretons à Mettray, que les pupilles prennent la mer sur un des cinq petits navires composant la flottille de la colonie. Une école de timonerie et de matelotage est installée dans un vaste préau. Les surveillants (au nombre de cinq) sont d'anciens marins. Un officier de marine de réserve est chargé de l'inspection de la colonie.

Le programme comprend : 1° Le matelotage ; 2° l'embarcation ; 3° la manœuvre à bord du navire fixe ; 4° la timonerie ; 5° la gymnastique ; 6° la pêche (à laquelle se livrent 30 inscrits provisoires qui fournissent tout le poisson consommé dans la colonie).

Remarquons la récompense suivante : l'enfant qui pen-

(1) Rivière, *B. S. G. P.*, 1892, p. 863, p. 1003.

(2) Il y a longtemps que cette idée était née ; nous mentionnerons pour mémoire un lointain projet dû à M. Comte, d'une école pénitentiaire maritime à Marseille ; ce projet ne fut pas mis du reste à exécution. En 1860, on dut établir, dans la cour de Mettray, une sorte de navire avec mâts et cordages, pour les Bretons envoyés dans la colonie et pris de la nostalgie de la mer. En 1870, M. de Goulard essayait d'installer, à Belle-Ile même, une école maritime sur la frégate l'*Iphigénie*.

dant un mois a été inscrit au tableau de signalement a droit à un plat supplémentaire le dimanche; s'il y a été inscrit pendant trois mois, il a droit en plus à une tasse de café. Application d'un principe déjà rencontré: faire comprendre à l'enfant qu'il aura dans la vie le bien-être qu'il se sera créé par son travail.

Les résultats obtenus sont excellents, la récidive n'est guère que de 25 à 30 % pour une période longue (8 ou 10 ans après la sortie de la colonie).

B. — COLONIES PÉNITENTIAIRES PRIVÉES.

On nomme colonies pénitenciaires privées des maisons de travail ou des exploitations rurales fondées et gérées par des particuliers ou des associations libres. L'administration, comme tutrice, stipule la situation des enfants qu'elle envoie dans les colonies privées: les directeurs doivent être agréés par l'administration qui peut en outre, si elle le juge nécessaire, retirer ses pupilles (art. 7, loi de 1850).

Des commissions de surveillance suivent le fonctionnement des divers services dans les colonies privées, qui sont en outre placées sous le contrôle des préfets compétents, des directeurs de circonscriptions pénitenciaires auxquelles elles sont rattachées, enfin des inspecteurs généraux opérant soit dans leurs tournées annuelles, soit en missions, sans préjudice des droits accordés à l'autorité judiciaire pour veiller à la stricte application de la loi.

Il y a en France 21 colonies privées pour garçons et 15 pour filles: elles élèvent respectivement 2.598 garçons et 1.198 filles.

Toutes ces colonies sont réglementées dans leurs grandes

lignes par le règlement de 1867 qui régit aussi les colonies publiques. Parmi elles citons pour les garçons les colonies de Mettray, de Briquais-Breteuil, de Saint-Urbain, de Sainte-Foy, de Bologne (Haute-Marne) (industrielle), la colonie Saint-Louis, à Bordeaux, enfin l'école Lepelletier-Saint-Fargeau, à Montesson, tout près de Paris; pour les filles, les colonies de Sainte-Anne d'Auray, de Vaugirard, de Darnétal.

Sainte-Foy (1).

La colonie de Sainte-Foy (Dordogne) ne reçoit que des protestants. Le principe de cette colonie est de n'élever qu'un nombre d'enfants restreint, ce qui permet de n'établir parmi eux aucune autre catégorie que celle de l'âge, et encore de n'établir cette division qu'au dortoir.

45 à 50 jeunes gens apprennent à Sainte-Foy la culture et les industries qui s'y rattachent; l'éducation qui leur est donnée est très religieuse.

Le chiffre de la récidive est encore plus bas qu'à Mettray.

Saint-Ilan (2).

La colonie de Saint-Ilan fut fondée en 1843 à 6 kilomètres de Saint-Brieuc; nous y trouvons deux mesures excellentes: d'abord un très grand nombre d'éducateurs et de surveillants: pour 270 colons 4 pères, 33 frères, 8 domestiques et un certain nombre d'enfants prévôts; en second lieu un changement d'éducation presque total qui s'effec-

(1) *B. S. G. P.*, Thénau, 1889, p. 136; 1891, p. 251.

(2) Rivière, *Bull. S. G. P.*, 1892, p. 1231.

tue à l'âge de 13 ans : jusqu'à cet âge les enfants ont 6 heures de classe par jour, et le seul travail manuel auquel on les emploie est le jardinage ; au-dessus de 13 ans, le temps de la classe est réduit à 2 heures par jour, et les colons sont employés le reste du temps à la culture.

Les résultats obtenus sont satisfaisants.

Montesson (1).

Les fondateurs de l'école Lepelletier de Saint-Fargeau (le Conseil général de la Seine) ont voulu en faire une maison d'éducation pénitentiaire modèle ; aussi l'étudierons-nous avec quelques développements. « Ce qu'on a voulu, dit le projet du comité, c'est rappeler constamment à l'enfant par tout ce qui l'entoure qu'on se préoccupe de l'instruire, de le réformer, de le mettre en état de travailler et de gagner sa vie honnêtement, beaucoup plus que de le punir (2). »

Le mode de construction de Montesson est celui que nous avons vu usité à Mettray, celui des maisons de famille. Ici chaque maison est faite pour contenir 40 enfants : elle comprend en plus de la salle d'études, du réfectoire et du dortoir, deux grandes salles, l'une de lecture, l'autre de récréation : le dortoir est cellulaire : nous craignons qu'il ne soit pas bien commode de surveiller ce qui se passe dans quarante cellules, des deux chambres de surveillants situées au milieu du dortoir.

Nous rencontrons ici quelque chose de nouveau au point de vue du groupement des enfants : « Ils seront, dit le règlement, après une période d'examen, répartis dans des

(1) Joly, *B. S. G. P.*, 1895, p. 662.

(2) *Bull. municipal de la ville de Paris*, 3 décembre 1895.

groupes formés autant que possible d'éléments de même nature et composés de 20 enfants placés sous la direction d'un maître. »

Disposition très sage : les plus jeunes enfants sont confiés à des gardiennes.

Au chapitre des punitions signalons deux mesures intéressantes : d'abord, toute punition collective ayant pour but de réprimer un fait individuel dont l'auteur est inconnu est formellement interdite. Nous tous qui avons passé par le collège ou le régiment savons combien pareille défense eût été utile. Parmi les punitions nous remarquons en second lieu la substitution du pain bis au pain blanc pendant les repas : devons-nous croire cette mesure bien efficace ? Nous avons vu au début de notre étude de quels bas fonds sortaient la majeure partie de nos colons : nous avons plusieurs fois nous-même approuvé hautement diverses mesures qui tendaient à faire comprendre à l'enfant qu'une fois sorti de la colonie il aurait seulement le bien-être qu'il acquerrait par son travail ; mais nous jugeons non seulement inutile, mais encore nuisible, de donner à l'enfant un bien-être qu'il ne pourra plus se procurer quand il sera sorti de la colonie.

Passons maintenant à l'éducation donnée aux enfants de Montesson. Lors du dernier congrès pénitentiaire international, les délégués des différents pays visitèrent la colonie, en admirèrent la superbe installation et ne tarirent pas en éloges sur le côté matériel de l'œuvre ; mais le délégué de la Russie, M. Valkine Graskoy, chef de la police pétersbourgeoise, s'approcha de M. Lucipia, qui avait, au sein du conseil général, contribué le plus à la nouvelle fondation, et lui demanda où se trouvait la chapelle. M. Lucipia parut un peu étonné de cette question ; le Conseil

général avait en effet voulu faire l'essai de l'éducation laïque aux établissements pénitentiaires pour enfants. Devant l'opposition que cette mesure rencontra de toute part, notamment auprès de l'administration, le Conseil général dut accepter de donner aux enfants pour lesquels les parents en feraient la demande, et d'après le culte que ceux-ci professeraient, l'éducation religieuse ; mesure malsaine, mélangeant ensemble des enfants de religions diverses, y réunissant des enfants élevés d'une façon purement laïque (notamment ceux très nombreux dont les parents seront inconnus).

Nous eussions préféré que l'on eût laissé toute latitude au Conseil général, pour créer, à côté des colonies catholiques, protestantes et juives qui existaient déjà, une colonie sans religion ; nous eussions pu ensuite comparer, sans parti pris, les résultats obtenus.

Cette critique est la plus importante de celles que nous aurons à faire à Montesson ; mentionnons encore quelques observations de détail. Nous trouvons absolument insuffisant le chiffre du terrain à cultiver : 32 hectares pour le même nombre d'enfants qui, à Mettray, en met en culture 620 ! Il nous semble aussi que, loin d'être utiles, les murs qui entourent la colonie, bien que peu élevés et percés de place en place d'ouvertures, vont directement à l'encontre de l'idée maîtresse des fondateurs de la colonie : ces derniers voulaient en effet écarter tout ce qui pourrait rappeler la prison ?

Nous nous demandons encore s'il est utile de donner aux colons le bien-être dont ils jouissent à Montesson ; si au contraire on ne risque pas de la sorte d'en faire pour plus tard des mécontents ?

Enfin, n'aurait-on pas pu faire avec beaucoup moins

d'argent quelque chose d'aussi utile? N'eût-il pas mieux valu employer l'argent qu'a coûté le mur de clôture à acquérir quelques hectares de terre arable? Un directeur d'établissement pénitentiaire suisse disait à quelqu'un qui lui parlait de Montesson : « Avec l'argent que vous a coûté ce mur de clôture, j'aurais construit et fait subsister dans mon pays une maison pour 40 enfants. » Nous verrons d'ici quelques années les résultats obtenus par cette colonie de fondation toute récente.

Darnétal (1).

La colonie de Darnétal, près de Rouen, est une maison d'éducation pénitentiaire pour jeunes filles.

Cette colonie est dirigée par un prêtre. Les jeunes filles sont à leur arrivée dans la colonie isolées pendant 3 jours, pendant lesquels on cherche à avoir en quelque sorte une esquisse de leur personnalité qui sera complétée, au besoin modifiée, par les renseignements recueillis ensuite.

Comme à Saint-Ilan, les enfants les plus jeunes et celles qui sont souffreteuses ne s'occupent guère de travaux manuels; mais, à la différence de ce qui se passe dans cette colonie, on peut, suivant les besoins, faire varier le nombre d'heures que dure la classe pour ces enfants, sans toutefois descendre au-dessous de deux heures par jour.

En dehors des heures de classe, les filles sont pendant cette première période, qui se termine à l'âge de 13 ans, occupées à la couture, à la lingerie et aux services intérieurs de la maison.

A l'âge de 13 ans, les jeunes filles sont divisées, suivant leurs aptitudes, en deux sections.

(1) *B. S. G. P.*, 1891, p. 983; 1893, p. 641.

Les jeunes filles de la première section sont celles qui doivent rester, à leur sortie de la colonie, dans les villages ou dans les villes ; elles continuent à suivre l'école et travaillent dans des ateliers où elles cousent à la machine. A la fin de leur séjour dans la colonie, on leur apprend très sérieusement la cuisine et les travaux du ménage.

Les jeunes filles placées provisoirement dans les familles du voisinage donnent en général toute satisfaction.

La seconde section est constituée par celles qui, à leur sortie de la colonie, doivent rester à la campagne ; pour celles-ci, l'instruction technique se donne à la ferme. Pendant l'été, les travaux scolaires sont même interrompus : les élèves fermières doivent faire elles-mêmes tous les travaux de leur exploitation, et n'ont pour les aider qu'un homme âgé qui fait les courses et surveille les attelages et la sellerie. Elles labourent, font les semailles, élèvent les chevaux ; elles font le pain et brassent la bière pour tout l'établissement ; elles distribuent elles-mêmes à Rouen le lait de leurs cinquante vaches ; jamais aucune n'a profité de cet instant de liberté pour se mal conduire.

De très bons résultats sont obtenus : sur 577 jeunes filles libérées de 1880 à 1889, on en compte 152 mariées, 270 placées dont 207 dans des familles ; enfin, 87 n'ayant plus de situation sont rentrées dans la colonie qui les a remplacées à nouveau.

L'un des directeurs étant mort, il y a quelques années, de tous les environs arrivèrent, pour suivre le convoi, d'anciennes pupilles accompagnées de leurs maris et de leurs enfants.

§ 4. — LES ÉCOLES DE RÉFORME.

Les écoles de réforme françaises reçoivent les enfants délinquants qui n'ont pas encore 12 ans, et ceux-là seulement : voilà en principe la seule différence qui les sépare des colonies pénitentiaires proprement dites.

Mais pour peu qu'on s'y arrête, on ne tarde pas à voir que le mode d'éducation y est très différent; ces écoles peuvent remplacer pour les enfants qui leur sont confiés, fort jeunes, fort malléables encore par conséquent, la famille perdue ou mauvaise, et c'est ce à quoi elles visent le plus possible.

A cet âge, en effet, et à cet âge seul, il est possible de confier à des femmes en tout ou en partie l'éducation de l'enfant délinquant; et l'influence des femmes est excellente dans ce cas (1-2).

Dans les écoles de réforme plus de gardiens, plus de professeurs, mais en quelque sorte des pères et mères adoptifs.

Les principales écoles de réforme sont les suivantes : celles de Frasnés-le-Château, de Saint-Eloi, de Saint-Hilaire, de Moisselles, qui sont dues à l'initiative privée; l'école de réforme publique de Chanteloup.

(1) Puybaraud, *Maisons d'éducation préventive et correctionnelle*, p. 28.

« Les femmes exercent sur les plus mauvais garçons, pourvu qu'ils leur soient remis jeunes, une influence dont les hommes n'ont pas le secret. »

(2) Notons aussi l'institution, que nous verrons plus loin, de la « matron » dans les écoles industrielles anglaises.

Écoles de réforme de Frasnès et de Saint-Éloi (1).

L'école de réforme de Frasnès-le-Château est dirigée par des religieuses, les sœurs de la Providence de Ribauvillier ; ces sœurs sont toutes Alsaciennes (2).

Les maîtresses qui sont chargées des classes les plus élevées ont leur brevet supérieur ; les enfants sont instruits et surveillés uniquement par des femmes qui ne sont aidées dans leur tâche que par un professeur de gymnastique et un garde assermenté.

L'école n'a pas d'ateliers, mais elle fait faire leur apprentissage à ses élèves au dehors (3).

Les enfants envoyés à l'école de réforme de Saint-Eloi sont confiés à deux instituteurs, l'un titulaire, l'autre adjoint ; la femme du premier est chargée des petites classes. Un professeur spécial enseigne l'agriculture : l'école a eu de nombreux prix dans tous les concours de la région pour la culture et l'élevage du bétail. Le personnel est complété par les ouvriers de la ferme, qui sont choisis uniquement parmi des hommes mariés ou veufs.

Dans les deux écoles on donne aux enfants une éducation religieuse solide.

(1) *B. S. G. P.*, Le Courbe, 1890, p. 445.

(2) Puybaraud, *Mais. éduc. préventive et correct.*, p. 29.

« Il se mêle à leur œuvre une pensée patriotique soigneusement conservée et réchauffée par ces femmes originaires de notre province perdue et qui ont émigré en France pour y continuer leur apostolat de charité et d'éducation ; ce sont avant tout de bons petits Français qu'elles entendent faire de nos vauriens des grandes villes, et quiconque visite leur établissement emporte cette impression qu'elles n'y perdent point leur peine. »

(3) Voir à notre chapitre du patronage.

Comme nous l'avons dit, les enfants ne sont admis à Frasnès et à Saint-Éloi que s'ils ont moins de 12 ans ; certains même n'ont que 5 ans. De même qu'à Darnétal et à Saint-Ilan, les enfants sont d'abord presque uniquement des écoliers. Puis on les oriente vers les différentes sortes de métiers. Les enfants issus de vagabonds, ceux qui n'ont ni père ni mère ou dont les parents sont inconnus, sont réunis à ceux qui sont issus de familles campagnardes et sont par suggestion poussés aux travaux agricoles. On peut se demander si les effets de cette suggestion subsistent après leur sortie de l'école : l'influence de ces éducateurs est telle qu'ils arrivent à réaliser ce tour de force.

Un apprentissage industriel est donné au reste des enfants : ce sont ceux qui sont nés de familles d'ouvriers au sens strict du mot, ou encore ceux qui n'ont pas les aptitudes morales ou physiques pour faire des cultivateurs ou des jardiniers.

On ne fait plus suivre à ceux dont on juge l'instruction suffisante qu'une classe dite « d'emploi ; » cette mesure est excellente, d'abord parce qu'elle permet à ces enfants de mener presque entièrement le genre de vie qu'ils auront à la sortie de l'école, ensuite parce que l'idée de se voir débarrasser des livres et des cours qui les ennuiant est le meilleur stimulant à leur donner. Les enfants qui ont mérité ce traitement de faveur ont un pécule sérieux et prennent leurs repas à une table spéciale. Le reste de l'effectif est divisé en deux sections : de deux jours l'un, la première suit l'école, tandis que l'autre travaille aux champs ou aux ateliers, et réciproquement. Ceux qui, pour une raison ou pour une autre (maladie, fatigue, etc.), ne peuvent travailler suivent l'école pendant les deux jours.

En général l'apprentissage n'est terminé qu'à dix-huit ans. Les résultats obtenus sont très remarquables.

L'école de Chanteloup (1).

L'administration pénitentiaire a fondé à Saint-Hilaire, près de Fontevrault, l'école de réforme de Chanteloup, qui comprend les trois fermes de Chanteloup, de Bellevue et de Boulard. Elle fut inaugurée avec, pour tout personnel, un instituteur, ses deux filles, trois surveillants dévoués et leurs femmes.

L'école, aménagée dans des bâtiments à usage de ferme, est installée pour recevoir 200 enfants, chacun ayant sa cellule de nuit.

Au rez-de-chaussée se trouvent le réfectoire et la salle d'école, qui sert aussi à la célébration des cérémonies du culte, puis une infirmerie et une salle de bain ; au premier étage, les cellules de nuit.

Nous voyons ici une mesure semblable à celle que nous signalions à Saint-Éloi : les enfants illettrés et ceux qui mettent de la mauvaise volonté sont assujettis à suivre une classe spéciale après leur diner.

Résumé des particularités les plus saillantes des maisons pénitentiaires françaises pour enfants.

Deux sortes de colonies pénitentiaires : les colonies pénitentiaires privées et les colonies pénitentiaires publiques. — Aucune autre classification que celle de l'âge dans la presque totalité de toutes nos colonies. — Le type qui domine est le type de Mettray, c'est-à-dire le type de maisons de famille. — Dans toutes, l'éducation religieuse est

(1) Joly, *B. S. G. P.*, 1894, p. 893 et suiv.

donnée (sauf l'observation faite pour Montesson). — Toutes ont un uniforme. — L'effectif, la plupart du temps, y est assez élevé. — Dans toutes les colonies, un pécule est fourni aux enfants.

C'est également en se basant sur l'âge seulement qu'a lieu la répartition de certains enfants dans les écoles de réforme.

§ 5. — MAISONS DE CORRECTION ÉTRANGÈRES POUR ENFANTS.

Angleterre (1).

Nous ne nous occuperons dans cette brève étude que des enfants qui correspondent aux jeunes délinquants atteints par l'article 66 de notre code pénal.

En 1838, l'Angleterre envoyait ses enfants punis dans une prison de l'île de Wight ; une discipline fort pénible y était appliquée.

L'établissement de Red-Hill existait, mais il ne fut organisé en maison de correction qu'en 1848. Mettray servit de modèle ; des bâtiments isolés furent construits dans un vaste parc et purent recevoir 300 enfants. En 1853, parut le livre de Miss Mary Carpenter : « *Juvenile Delinquents* » qui fit beaucoup de bruit et donna naissance à un grand courant d'opinion, sous l'influence duquel fut édicté l'« act » des écoles de réforme de 1854, qui fut ensuite refondu en 1857.

Cet « act » laissait le soin à l'initiative privée de créer des établissements pénitentiaires pour jeunes délinquants ; un certificat du secrétaire d'État devait leur donner l'exis-

(1) Rivière, *B. S. G. P.*, p. 686 et suiv., 1897 ; D. 1886, p. 176, p. 810.

tence légale ; il édicta que désormais ce serait dans des sessions particulières, les « Petty sessions, » que seraient jugés les enfants poursuivis pour des faits entraînant avant cette loi moins de 14 jours de prison ; ces enfants purent désormais être envoyés dans les écoles de réforme. Ils pouvaient, au bout de la moitié du temps pour lequel ils avaient été envoyés dans les écoles de réforme, être mis en liberté provisoire, décision qui ne devait pas être prise sans avis conforme du directeur de l'école. En 1863, fut fermée la prison pour enfants.

En 1866, paraissait l'« act des écoles industrielles. » Devaient désormais y être enfermés : 1° Les enfants mendiants ; 2° les petits vagabonds ; 3° les enfants orphelins et ceux dont les parents avaient été condamnés ; 4° ceux qui fréquentaient habituellement la compagnie des voleurs ; 5° les enfants insubordonnés ; 6° les insoumis des workhouses (maisons de travail) ; 7° les mineurs de 12 ans et au-dessous punis d'une condamnation correctionnelle.

Comme l'act de 1857, celui de 1866 laissait absolument libre le genre de travail qui devait être enseigné aux enfants.

Parmi ces catégories d'enfants, rentrent seuls dans le cadre de notre étude les mendiants, les vagabonds et ceux âgés de moins de 12 ans passibles d'une condamnation correctionnelle.

Les enfants sont envoyés dans les écoles pénitentiaires par une simple décision du juge de paix statuant sommairement. Dans les cas graves, ils ne sont envoyés dans les écoles de réforme qu'après jugement aux sessions trimestrielles.

C'est en général l'âge qui départage les enfants entre les deux sortes d'écoles.

Régime général des maisons de correction anglaises.

Aucune maison de correction anglaise n'appartient à l'État, qui se contente de leur donner son autorisation et verse par enfant et par jour 5 shillings pour les enfants qui n'ont pas 7 ans, 3 sh. 6 d. pour les enfants plus âgés.

Le temps de détention ne saurait y être plus court que 2 ans ; mais en revanche il ne saurait dépasser l'âge de 16 ans. La libération conditionnelle n'a d'effet que pour trois mois, sauf prorogation ou réduction du délai : on espère ainsi encourager l'enfant à continuer d'avoir une bonne conduite.

Notons l'influence très salubre qu'exerce sur les jeunes pupilles la *matron* (en général la femme du directeur) qui joue envers eux le rôle d'une mère adoptive.

Le nombre des enfants élevés dans chacun des établissements dont nous parlons est en général d'une centaine ; ce chiffre, relativement peu élevé, facilite de beaucoup la surveillance des enfants (1) ; vingt-neuf mille cinq cents

(1) Mentionnons en plus des écoles industrielles et des écoles de réforme dont nous venons de parler (de beaucoup les plus importantes) diverses autres institutions pénitenciaires pour enfants :

1^o Les *Truant schools*, écoles de vagabonds fondées en 1878. En 1895, elles contenaient 2.069 enfants. Ces écoles n'obtiennent que de très médiocres résultats, qu'il faut attribuer tant au peu de temps pendant lequel elles gardent les enfants qu'à la grande difficulté reconnue par tous les criminalistes de corriger des vagabonds ou des mendiants.

2^o Quelques *bateaux-écoles* ont été créés (Joly, *B. S. G. P.*, 1897, p. 310), mais, à cause de leur mauvaise organisation, sans grand succès. Les enfants y sont beaucoup trop agglomérés ; à peine cinquante pour cent des pupilles des vaisseaux-écoles continuent après leur sortie à être marins (la marine royale refuse les enfants venant de ces écoles). Actuellement il y a en Angleterre 11 institutions de ce genre, 8 sont des écoles industrielles, et 3 des écoles de réforme.

3^o Les *Junior industrial schools*, qui ne reçoivent que des enfants âgés

enfants (1) environ sont élevés dans les écoles pénitentiaires qui sont au nombre de 207; ces écoles coûtent annuellement à l'Etat 6 millions (2); ce n'est là qu'une partie des dépenses totales; outre les sommes prélevées sur le gain des enfants et celles provenant d'œuvres charitables, il est à remarquer que les parents des élèves, lorsqu'ils sont aisés, doivent contribuer aux frais nécessités par l'entretien et l'éducation de leurs enfants. Mesure fort sage que nous rencontrerons ailleurs.

Résultats obtenus.

Remarquons d'abord que les enfants envoyés dans les écoles pénitentiaires anglaises ont en général subi moins

de moins de 10 ans. Elles ont un effectif réduit qui ne dépasse jamais le chiffre de 20 enfants.

4° Citons encore pour donner une énumération à peu près complète certains établissements qui appliquent ce qu'on appelle le « Cottage System, » succédané du système suisse que nous verrons bientôt.

Les enfants sont divisés par groupe de 10 à 20 : à Sheffield, afin de les habituer petit à petit à la vie des ouvriers, on les répand dans les différents quartiers de la ville. Pour les filles citons le village de la princesse Marie (*Princess' Mary home*) à Surrey; pour les garçons, les établissements du Rev. Stephenson à Bolton, et du Dr Bernardo à Bonner-Road.

(1) M. Rivière, *B. S. G. P.*, 1897, p. 691, donne pour le 31 décembre 1895 les chiffres suivants :

50 reformatories contenant	4.816 enfants.
141 écoles industrielles contenant . .	17.374 —

Admissions au cours de l'année :

Reformatories. . . .	1.119 garçons	195 filles
Ecoles industrielles. .	3.109 —	877 —
Ecoles de truants . .	2.069 —	
Totaux	6.297 —	1.072

(2) En France nous ne possédons que 29 colonies pénitentiaires ou écoles de réforme élevant 6.330 enfants et coûtant annuellement 2.200.000 francs.

de condamnations que ceux qui sont envoyés dans les colonies pénitenciaires françaises (1).

Les résultats obtenus par toute cette série de maisons pénitenciaires sont fort remarquables. L'Angleterre est le seul pays du monde où la criminalité décroisse chez les enfants.

Prenons les tableaux dressés en 1894 par M. Troup (2).

	1864-68	1869-73	1874-78	1879-83	1884-88	1889-93	1894
	Emprisonnement						
	8.285	8.266	6.155	4.557	3.659	2.691	1.913
	Reformatories						
	1.228	1.336	1.382	1.383	1.245	1.161	1.790
	Ecoles industrielles						
	966	1.921	2.214	3.328	5.097	6.735	6.815
	Fouet						
	585	839	1.225	2.723	3.152	3.208	3.192
Totaux.	11.064	11.362	10.976	11.941	13.111	11.804	13.700

Au premier abord le nombre des mineurs délinquants semble avoir plutôt augmenté; il n'en est rien cependant : de 1864 à 1894 en effet, la population de l'Angleterre s'est élevée de 21.412.932 à 30.670.073, soit presque d'un tiers; nous avons donc 1/3 de jeunes délinquants en moins.

Examinons maintenant les totaux particuliers : nous

(1) Pour 1895, sur le nombre total des enfants détenus dans les reformatories, nous en trouvons :

641 ayant subi des condamnations ;

312 dont on ne connaissait pas le casier judiciaire ;

108 douteux.

Sur le nombre total des enfants détenus dans les écoles industrielles, nous en trouvons :

553 ayant déjà subi des condamnations ;

961 dont on ne connaissait pas les antécédents ;

391 douteux.

(2) *B. S. G. P.*, 1897, p. 1313.

voyons le nombre des enfants punis de prison s'abaisser de 8.285 à 1.913 : si le nombre des enfants frappés des autres peines s'est accru, c'est que le juge anglais envoie avec une facilité de plus en plus grande l'enfant dans les écoles industrielles, afin d'éviter que plus tard il ne devienne absolument mauvais. Du reste, au sortir des maisons pénitenciaires anglaises, et pour la même période qui en France fournit, nous le verrons, 40 à 45 % de récidives, les enfants anglais ne récidivent que dans la proportion de 15 %.

Pourtant certains auteurs (1) ont prétendu que les résultats obtenus par les écoles pénitenciaires anglaises étaient loin d'être en réalité ce qu'ils paraissent. Voici leurs arguments : le juge anglais excessivement indulgent à l'égard des mineurs ne les envoie souvent qu'à la 6^e ou 7^e incarcération dans les écoles industrielles ; toutes les fois qu'il les envoie dans un *reformatory*, il a soin de négliger la peine de prison qui devrait dans ce cas toujours précéder l'internement dans l'établissement pénitenciaire.

D'autre part, les autorités de police anglaises possèdent au plus haut point le désir de maintenir le bon renom de leur pays, et donnent au public des statistiques sinon erronées, du moins incomplètes. Voici comment : il arrive souvent que les peines que nous avons mentionnées ci-dessus soient remplacées par l'admonition ou l'amende (act de 1879 complété par celui de 1884, act de 1884 sur les *first offenders*). En 1894, sur 678.578 poursuites exercées dans l'année, 444.385 amendes ont été distribuées, et la statistique néglige absolument de nous dire le nombre d'amendes prononcées contre les enfants... et, nous le

(1) M. Troup, *B. S. G. P.*, 1897, p. 1317.

dirait-elle, peut-être serait-elle encore inexacte, l'amende retombant souvent en fait sur les parents.

Belgique.

La Belgique tient à honneur d'avoir des établissements pénitentiaires modèles; ses maisons de correction sont admirablement tenues.

Une loi du 3 avril 1848 créait pour les enfants malheureux et ayant commis des fautes entraînées par la misère les écoles de réforme de Ruisselede et de Beernem (1); mais c'est le règlement du 12 août 1867 qui fut le grand code des écoles pénitentiaires belges. Ce règlement exige que jusqu'à 14 ans l'instruction primaire soit donnée à tous les enfants dans les écoles pénitentiaires; à partir de cet âge on apprend aux uns les travaux agricoles (école Saint-Hubert, à Bruxelles), aux autres les travaux industriels (école de Namur).

En Belgique les frais d'éducation des enfants vagabonds sont à la charge des communes d'origine. Nous serions heureux de voir pareille mesure appliquée en France; en effet pour les enfants délinquants on ne peut guère songer à exercer un recours contre les parents inconnus ou misérables; et c'est en définitive la faute des communes où ont été élevés ces enfants, si les lois scolaires ne leur ont pas été appliquées, et si par suite ils se sont mis à vagabonder.

Les Belges ont voulu effacer toute trace de l'idée de correction, même du mot par lequel ils désignent les institutions dont nous nous occupons. Depuis 1890 elles portent le nom d'« écoles de bienfaisance de l'Etat. »

(1) Garçon, *B. S. G. P.*, 1895, p. 362 et suiv.

École de bienfaisance de Namur (1).

L'école de bienfaisance de Namur comprend deux quartiers absolument séparés : l'un pour les garçons, l'autre pour les filles. Bien que les plus grandes précautions soient prises, ce voisinage trop immédiat n'est-il pas dangereux ? N'y a-t-il pas à craindre qu'il ne produise une excitation malsaine sur ces jeunes cerveaux dépravés ?

L'école de Namur contient 256 garçons et 298 filles ; les garçons y sont reçus jusqu'à l'âge de 14 ans, les filles jusqu'à l'âge de 13 ans.

A. — Garçons.

Pour les garçons, il est à remarquer que les vagabonds, qui jusqu'à ces dernières années étaient séparés en Belgique des autres détenus, que l'on considérait comme plus dangereux, sont maintenant réunis à eux. Les résultats ont donné raison à ce système ; l'âge maintenant est le seul classement admis dans les écoles de bienfaisance belges de garçons.

Les enfants sont répartis dans les divers ateliers suivant leurs aptitudes. Il y a à Namur, pour 256 garçons, 5 instituteurs et 34 surveillants (trois fois plus que dans nos colonies publiques, par conséquent).

B. — Filles.

Pour les filles, au contraire, on a continué à séparer les mendiante et les vagabondes des autres, mais parce qu'on considère les premières comme plus dangereuses. On a raison, car le vagabondage pour les filles n'est en général que l'étiquette décente de la prostitution. Elles sont surveillées par treize religieuses (dont trois institutrices). On cherche

(1) Joly, *B. S. G. P.*, ann. 1895, p. 541.

surtout à en faire pour l'avenir de bonnes ménagères. Un article du règlement prescrit que, par groupes, les pensionnaires de Namur seront chargées de confectionner leurs repas à un fourneau spécial.

La durée du séjour à l'école de Namur est de 3 ans à 3 ans 1/2 pour les enfants des deux sexes, qui peuvent y être envoyés pour jusqu'à l'âge de 21 ans. La moitié de ces enfants reçoivent régulièrement la visite de leurs parents. Les enfants insubordonnés sont envoyés dans des quartiers correctionnels de prisons.

La récidive, qu'il est assez difficile de calculer, les statistiques belges étant fort insuffisantes, nous semble à peu près égale à celle de nos colonies privées (1).

Hollande (2).

L'article 39, alinéa 3, du Code pénal hollandais de 1881 est ainsi conçu : « Si le fait commis constitue une infraction emportant l'emprisonnement et pouvant être poursuivie sans plainte, ou s'il rentre dans les contraventions spécifiées par l'article 432 du Code, le juge peut ordonner que

(1) *Essai de colonisation pénale par les mineurs* (B. S. G. P., 1894, p. 864).

En 1891, deux élèves de l'école Saint-Hubert sont partis pour le Congo belge comme ouvriers forgerons ; en août 1893, ils gagnaient 550 fr. par an, outre le logement et la nourriture : leur santé était très bonne et on n'avait qu'à se louer de leur travail et de leur assiduité. Le gouvernement belge leur avait fourni le trousseau ; ils ne devaient toucher leur solde qu'au retour, à moins d'avoir désigné un fondé de pouvoir qui la reçut à leur place. Ces résultats nous semblent ne devoir être qu'exceptionnels ; en effet, il faut des conditions de moralité, de santé et d'instruction qu'on trouve rarement réunies chez des pupilles de colonies pénitenciaires.

(2) B. S. G. P., Jellinghauss, 1893, p. 515.

l'enfant sera placé dans un établissement de l'Etat jusqu'à 18 ans ; il peut aussi ordonner la mise en liberté de l'enfant. »

Article 38, alinéa 2. — « Si le fait délictueux est commis avant 10 ans, et qu'il constitue une infraction emportant l'emprisonnement et pouvant être poursuivie sans plainte, ou même s'il rentre dans les contraventions spécifiées par l'article 432 du Code, le juge civil peut ordonner, à la requête du ministère public, que l'enfant sera placé dans un établissement d'éducation de l'Etat jusqu'à l'âge de 18 ans au plus. Il peut toujours avancer sa mise en liberté. »

Le développement des maisons de correction hollandaises est assez récent : en 1891, il y avait encore 142 garçons âgés de moins de 14 ans détenus en prison faute de places dans les maisons pénitenciaires ; cet état de choses était d'autant plus fâcheux que la cellule n'est applicable en Hollande qu'au-dessus de 14 ans.

Dans toutes les colonies hollandaises (1-2) on donne aux enfants l'instruction primaire. Des gratifications (non un gain normal, comme en France, ce qui nous semblerait préférable) leur sont allouées pour leur travail ; elles leur composent un pécule qui parfois atteint 100 francs.

C'est en général à 18 ans que les pupilles sont libérés ; d'assez bons résultats sont obtenus : on a calculé que sur

(1) *B. S. G. P.*, Dreyfus, 1898, p. 1125.

(2) Il y a actuellement quatre maisons de correction dans les Pays-Bas. Ce sont : pour les garçons celle d'Alkmaar, pouvant contenir 180 enfants, celle de Doetichem et celle d'Avenest, terminée en 1896, pouvant toutes deux en contenir 250 ; pour les filles, la maison de Montfort, pouvant en contenir 90. Jusqu'en 1896, toutes les colonies étaient industrielles ; à Doetichem seulement on faisait un peu d'agriculture. La colonie d'Avenest, fondée à cette époque, est agricole.

55 jeunes libérés une trentaine environ pouvaient faire usage des métiers qui leur avaient été appris (1).

Suisse (2).

Nous trouvons dans le système suisse la famille pénitentiaire isolée.

Le Code du canton de Genève dispose que « les enfants âgés de moins de 10 ans ne pourront pas être condamnés, mais qu'ils pourront être envoyés en correction pendant dix ans au plus. » Nous trouvons la même disposition avec quelques variantes dans la plupart des lois des cantons.

La maison rêvée par J.-J. Rousseau, telle est la maison de correction suisse.

C'est une ferme plus grande, plus belle que les fermes ordinaires. A sa tête est un instituteur qui joue le rôle de fermier ; il est aidé dans sa tâche par sa femme et ses enfants, s'il en a ; voilà tout le personnel dirigeant de la petite colonie qui ne se compose jamais que de 12 à 14 enfants. L'instituteur donne aux enfants l'instruction primaire et leur montre la culture ; sa femme fait la cuisine et s'occupe des soins de propreté : instituteur et institutrice mangent à table avec les enfants, qui vivent absolument de la vie des petits paysans et n'ont même pas d'uniforme (3).

(1) En 1887, sur 28 jeunes libérés d'Alkmaar, un seul n'avait pas de position ; sur 27 libérés de Dœtichem, 16 étaient artisans et 6 soldats.

Il est très regrettable que la marine royale hollandaise n'accepte pas l'engagement de ces enfants, dont beaucoup sont fils de marins ou d'habitants des côtes.

(2) *B. S. G. P.*, Joly, 1897, p. 302 et suiv.

(3) Parmi les grands moyens d'éducation se trouvent en première place le livre et le journal. Ce dernier plus que le livre est utile, car

Les résultats obtenus par ce mode d'éducation pénitentiaire sont excellents : une récidive de 2 à 3 0/0 seulement est constatée pour l'année qui suit la sortie de la maison de correction. Ne croyons pas toutefois que c'est seulement au genre de l'établissement que ces résultats sont dus : Les Suisses s'occupent avec grand soin des questions qui concernent les jeunes délinquants, et ce sont les meilleurs instituteurs qui sollicitent d'être mis à la tête d'une de ces fermes pénitenciaires.

il se lit mieux et peut se tenir au courant de tout ce qui se dit, de tout ce qui se fait. « Il s'agit, dit M. Sinoir (*B. S. G. P.*, 1895, p. 196), d'un corps de doctrines à répandre, d'un puissant moyen d'éducation à mettre en œuvre. L'avantage d'un journal, c'est que la doctrine s'y imisce continuellement sous mille formes variées ; le journal conseille comme conseilleraient les maîtres et les membres des sociétés de patronage, mais avec l'autorité que le peuple attache à ce qui est écrit ; puis un journal est impersonnel : les enfants, rieurs, malins, n'écouteront pas un conseiller qui par un côté quelconque prêterait au ridicule : le journal n'a pas cet inconvénient. » Encore faut-il que ce journal soit pour les mineurs élevés dans les maisons de correction édité d'une façon toute spéciale. C'est pourquoi certains directeurs de colonies suisses ont eu une idée fort intéressante : celle de se créer un journal.

Le docteur Guillaume, à Neufchatel, le P. Bauty, à Lausanne, créèrent des journaux imprimés par leurs élèves eux-mêmes (*B. S. G. P.*, 1895, p. 197) : c'était un métier de plus qu'on leur apprenait, c'était une source de bonnes doctrines qu'on pouvait faire pénétrer, toutes les fausses interprétations venant du dehors qu'on pouvait chercher à détruire ; c'était un puissant levier d'émulation, les places des élèves, les récompenses et les distinctions pouvant y être inscrites, les meilleures compositions reproduites ; c'était enfin une très grande distraction pour les enfants subissant l'attrait exercé par la jeunesse sur tout ce qui est « journal. »

(Le directeur de la maison centrale de Melun, chargé de l'imprimerie administrative, déclarait que le prix de revient d'un numéro de journal de 16 pages in-8° raisin ne dépasserait pas 0,05. En France, l'œuvre de préservation pour jeunes filles de M^{me} Lannelongue, à Argenteuil, possède depuis 1894 un journal mensuel de cette nature).

Allemagne (1).

Le Code prussien de 1851 se rapprochait beaucoup de notre loi de 1850, mais l'enfant placé dans une maison de correction était retenu par les autorités administratives (application du système des sentences indéterminées) pendant le temps qu'elles jugeaient convenable pour assurer sa moralisation complète, sans toutefois excéder l'âge de 20 ans.

La loi du 16 février 1876 dans son article 55 est ainsi conçue :

« Ne peut pas être poursuivi, l'enfant qui, au moment de l'infraction n'avait pas accompli sa 12^e année ; on lui appliquera cependant les mesures propres à assurer sa garde et son amendement établies par les lois des différents États ; en particulier l'enfant pourra être placé dans une maison de correction lorsque les autorités chargées du contrôle de la tutelle auront déclaré le fait constant et autorisé la détention. »

Dans l'Allemagne du Sud, nous rencontrons la méthode suisse ; dans la Prusse au contraire de véritables casernes, mais bloquées au milieu des maisons d'alentour. Souvent des maisons de correction sont installées dans d'anciens châteaux ruinés (à Steinfeld par exemple).

Les Allemands ont peu de sollicitude pour les enfants délinquants. Quelqu'un faisait remarquer à un directeur de maison de correction allemande la mauvaise installation de son établissement : « Oh ! répliqua-t-il, c'est toujours assez bon pour des enfants comme ceux-là !!! »

(1) Joly, *B. S. G. P.*, 1897, p. 305.

Autriche-Hongrie.

Le Code autrichien de 1852 déclarait, en principe, qu'après l'âge de 14 ans la question de discernement ne devait plus être posée.

Mais ce n'est guère qu'en 1885 que les maisons de correction firent réellement leur apparition en Autriche. Des quartiers correctionnels pour jeunes délinquants furent ouverts à Prague et à Marburg ; on encouragea l'initiative privée autant qu'il fut possible.

Quartier correctionnel de Marburg (1).

On cherche surtout à Marburg « à élever les enfants dans l'esprit et la discipline militaires, à éveiller en eux le sentiment de l'honneur, la conscience du devoir et l'amour de la patrie. »

Les enfants qu'on envoie à Marburg doivent être *jeunes* et *susceptibles d'amendement* ; c'est donc déjà une sorte de faveur d'être admis.

Les dortoirs sont cellulaires, mais les cellules sont construites de telle façon que l'on puisse voir ce qui se passe à l'intérieur.

Au point de vue du travail, on cherche à instruire les enfants de tout ce qui pourra leur être utile par la suite ; ils sont employés aux travaux industriels ; certains au jardinage ; ceux-là fournissent de légumes toute la prison et vendent au dehors le surplus de leurs récoltes.

Au point de vue de la discipline, on cherche à habituer les enfants à une obéissance passive.

(1) *B. S. G. P.*, 1896, p. 1053.

Le pécule se compose de la moitié du gain, lequel est au plus de 6 kreutzers par jour ; l'autre moitié sert à payer en partie les frais d'entretien de l'enfant.

Maison de correction d'Aszod (1).

A Aszod, près de Buda-Pesth, nous retrouvons le système des maisons de famille ; la famille ne comprend plus ici que 20 à 30 enfants choisis d'après leur caractère, après une inspection de plusieurs jours ; une fois incorporés dans leur famille, on leur recommande d'éviter soigneusement de parler de leur passé ; n'est-ce pas un excellent moyen, en effet, d'y penser beaucoup moins ? Les familles ne sont réunies qu'au réfectoire. Les enfants qui se conduisent bien sont admis à faire partie des 2 familles les plus favorisées, qui sont logées dans des pavillons mieux situés et qui ont droit à divers avantages.

Russie.

Dans le Code russe de 1877 nous rencontrons pour les enfants un châtimement que nous ne verrons que là : c'est la réclusion dans un monastère. Le Code de 1881 décrète l'irresponsabilité absolue des enfants délinquants avant 10 ans ; mais il ajoute qu'ils peuvent cependant être confiés à une maison d'éducation, rendus à leurs parents, ou remis à toute autre personne. De 10 à 17 ans les mineurs sont responsables, mais, quand ils sont condamnés comme ayant agi sans discernement, ils doivent être remis à l'asile d'amendement.

(1) Joly, *B. S. G. P.*, 1897, p. 309.

Russie proprement dite (1).

A SAINT-PÉTERSBOURG, en plus d'un quartier de la prison de Wiborg réservé aux jeunes détenus, qui y sont occupés surtout à des travaux de jardinage, existe une maison de correction pouvant contenir 130 enfants ; dans ce nombre se trouvent quelques orphelins recueillis par le gouvernement.

Le système usité est celui de Mettray. Chaque famille est sous la garde d'un surveillant, d'un adjoint et d'un enfant prévôt qui, tour à tour, surveillent le travail des enfants ; 465 hectares sont mis en culture par la colonie.

La période pour laquelle les enfants sont envoyés dans cette maison ne saurait être inférieure à 3 ans ; en général ils y restent cinq ans et demi à six ans. (Il serait très utile d'appliquer cette mesure, en France). Pendant la première année de leur séjour, les enfants ne sont guère occupés qu'à suivre la classe. Ensuite *on leur laisse le choix* entre les professions industrielles ou agricoles, mais les enfants affectés aux divers métiers sont répartis entre les familles.

Nous ne pensons pas que l'on doive ainsi permettre à l'enfant, au moins sans l'agrément du directeur de la maison de correction, de s'adonner à la profession qui lui plaît.

Les punitions sont peu nombreuses : il est intéressant de remarquer que l'évasion n'est pas punie ; les incorrigibles sont envoyés dans un quartier spécial, où ils sont employés au tissage des étoffes ; une discipline sévère leur est appliquée ; ils y restent en général deux ans.

(1) B. S. G. P., Rivière, 1891, p. 241.

La libération conditionnelle permise par la loi n'est jamais accordée en fait : c'est là une application exagérée du principe qu'il faut que l'enfant ne sorte de la colonie pénitentiaire que lorsqu'on est sûr qu'il est corrigé. Il n'y a qu'un seul instituteur pour tous les enfants ; c'est trop peu. On essaie de remédier à cet état de choses de la façon suivante : on ne donne plus à ceux qui sont suffisamment instruits que des leçons ; c'est là un moyen que nous ne croyons pas suffisant ; toutefois c'est un encouragement au travail.

Nous ne saurions passer sous silence deux dispositions du règlement qui sont les suivantes : les enfants sont libérés revêtus de leur uniforme ; ils n'ont pas de pécule. Il est fort à craindre que, revêtus d'un uniforme qui, aux yeux de la foule, sera un costume de prisonnier, n'ayant en poche que les quelques roubles qu'on leur aura donnés comme une aumône à leur libération, ils ne retombent dans la fange d'où l'on avait cherché à les tirer.

A Moscou, nous rencontrons une maison de correction pour les garçons, l'*asile municipal Rukawitchnikow*, et une autre pour les filles, l'*asile de Boltchevo*.

Le premier est placé sous le patronage de la municipalité ; il contient 110 jeunes délinquants ; une section spéciale contient une douzaine de jeunes prévenus ; 4 instituteurs ont chacun sous leurs ordres une division. La 1^{re} comprend 40 enfants punis pour des délits ; la 2^e, 25 enfants d'un caractère violent et influençable ; la 3^e, 30 enfants corrompus et pervers, mais craintifs et malléables ; la 4^e, 15 enfants pervers.

Pour répartir les enfants parmi les différents métiers on tient soigneusement compte de l'opinion des médecins,

des connaissances déjà acquises par les enfants et de leurs aspirations. Bien que les enfants n'aient pas de pécule, on a toutefois su leur donner quelque chose d'équivalent : à leur sortie de la colonie on leur remet un secours en argent, variable suivant leur métier et leur zèle, et des outils ; de plus, les jeunes libérés restent soumis à la tutelle de l'établissement. Cette tutelle cesse si leur conduite est bonne pendant trois ans ; à ce moment l'allocation d'un deuxième secours leur est faite à titre de récompense.

L'asile privé de Boltchevo (1) ne reçoit de l'Etat aucune subvention ; il contient 60 jeunes filles ; jusqu'à 10 ans on cherche à fortifier leur corps ; tout travail pénible leur est évité, elles ne font que des travaux de couture ou de tricot ; ensuite commence pour elles l'apprentissage d'un métier.

Pologne Russe (2).

Colonie de Studzienhec.

L'asile pour garçons de Studzienhec fut fondé en 1870 sur le modèle de Mettray. Cependant il y existe une classification autre que la famille ; les enfants sont répartis en catégories suivant leurs mérites, de sorte que dans chaque famille des élèves peuvent appartenir à des catégories différentes ; ce système tend selon nous à affaiblir la solidité du groupement et peut rendre par suite la surveillance et l'éducation de l'enfant plus difficiles (on a remédié à cela en composant les familles de 15 enfants seulement) ; d'un autre côté l'instruction de l'enfant se trouve facilitée.

(1) *B. S. G. P.*, 1891, p. 251.

(2) *B. S. G. P.*, de Moldenhawer, 1890, p. 693 ; *id.*, 1888, p. 73 et suiv.

La libération conditionnelle est rare en fait, mais elle peut être obtenue ; on en a compté un certain nombre à Studzienhec depuis la loi du 20 mars 1892.

Les enfants, après décision du conseil d'administration, peuvent être frappés de 20 coups de verge au maximum.

Il est à remarquer que le 10^e des amendes judiciaires perçues à Varsovie appartient à la colonie, qui de plus est aidée d'une façon régulière par le paiement de la pension effectué par les parents aisés ; toutes les tentatives faites pour venir en aide au budget des maisons de correction doivent être recommandées.

Le nombre des récidivistes de Studzienhec ne dépasse guère le nombre des récidivistes de Mettray.

École de Pouszcza (1).

La maison de correction de Pouszcza fut fondée pour les filles en 1891 sous le même régime que Studzienhec ; toutefois aucune peine corporelle n'était admise par le règlement.

Les filles moralement abandonnées y sont reçues comme les jeunes délinquantes : nous ne saurions apprécier cette mesure.

Cet établissement est du ressort du ministère de l'intérieur russe.

Il reçoit les filles âgées de huit à quatorze ans, et peut les conserver jusqu'à dix-huit ans sans que la durée de la détention puisse être inférieure à trois ans.

Il faut remarquer — alors surtout qu'on accuse la France de construire des maisons de correction trop

(1) B. S. G. P., de Moldenhawer, 1892, p. 94.

coûteuses — l'économie avec laquelle a été construite cette colonie. On a édifié suivant le principe suisse, une ferme pouvant contenir 50 jeunes filles : le dortoir sert, les lits étant relevés pendant le jour, de salle de lecture. Il n'y a pas de chapelle, les élèves allant comme les autres paysannes entendre la messe à l'église du village. Tous les matériaux ont été fournis et mis en œuvre par la colonie de jeunes gens voisine. L'organisation complète de la colonie a coûté 8.500 francs (ce qui ferait pour une colonie de 450 enfants $8.500 \times 9 = 72.500$ francs : nous sommes loin des 2 millions qu'a coûtés Montesson).

Le but de l'éducation de Pouszcza est de faire de bonnes ménagères : les pupilles ne font que des études élémentaires, mais on les initie parfaitement à tous les services domestiques (cuisine, blanchissage, couture, culture du jardin, soins de la basse-cour). Les pupilles de Pouszcza sont élevées en commun mais divisées par groupes pour l'école et le travail (1).

États-Unis d'Amérique (2).

Il est difficile de faire une étude d'ensemble des maisons de correction des États-Unis : en effet nous y trouvons, outre la loi commune (*common law*) qui s'applique à tous les États dans les points non réglés par leurs lois particulières, une loi spéciale pour chaque État. Or ces lois spéciales sont fort différentes les unes des autres, spécialement sur le sujet dont nous nous occupons.

(1) Nous passons sous silence les maisons pénitenciaires pour enfants des autres pays d'Europe, dans lesquelles nous n'avons trouvé aucun point pouvant intéresser notre étude (voyez Italie, *B. S. G. P.*, 1897, p. 306 ; Portugal, *B. S. G. P.*, 1897, p. 914).

(2) *B. S. G. P.*, 1895, p. 189.

En 1894, 24 États (1) n'avaient pas encore de maisons de correction, et encore aujourd'hui dans la plupart d'entre eux nous trouvons les enfants malades ou idiots, les enfants délaissés et les jeunes délinquants élevés ensemble et même souvent dans une promiscuité révoltante avec les adultes.

Notons cependant au passage quelques idées originales et plusieurs institutions intéressantes.

Au congrès de Newhaven, on déclara qu'une éducation manuelle était une condition *sine qua non* de l'éducation correctionnelle des enfants; on préconisa la construction de bâtiments distincts et séparés pour les maisons de correction; on proclama l'influence favorable des exercices militaires; quelques femmes, dit-on, devraient être employées dans les écoles pénitenciaires pour donner aux enfants l'image de la vie.

Pensylvanie. — Dans l'État de Pensylvanie (2) les enfants ne sont pas envoyés à la suite d'un jugement à Glen-Mills: le juge, par une simple déclaration, dit qu'ils se trouvent dans le cas d'être confiés aux soins et à la garde des directeurs; ils ne sont relaxés que lorsqu'on les considère comme corrigés (application des sentences indéterminées).

New-York. — Notons le *Juvenile Asylum*, qui est une école mixte contenant 1.242 garçons et 135 filles (3).

(1) *B. S. G. P.*, Brueyre, 1894, p. 658.

(2) *B. S. G. P.*, 1894, Brueyre, p. 666; 1897, Passez, p. 553.

(3) Voyez Minnesota, *B. S. G. P.*, 1894, p. 667; 1895, p. 576; — Massachusetts, *B. S. G. P.*, 1894, p. 663. C'est dans cet État, à Lyman, que fut fondée la première maison de correction des États-Unis, en 1849.

§ 6. — EXAMEN DE QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES.

A. — *Parallèle entre les colonies publiques
et les colonies privées.*

Les avantages des colonies publiques, ont dit leurs partisans, viennent de ce qu'elles appartiennent à l'État, qui peut ainsi les surveiller autant qu'il le veut ; cela entraîne une uniformité absolue des règlements ; les agents de l'État qui forment le personnel de ces colonies présentent toutes les garanties ; les colonies publiques sont certaines de ne jamais se trouver à court de ressources.

On a évoqué aussi en faveur de ce système les souvenirs regrettables de certaines colonies privées. « L'expérience, écrivait en 1873 M. de Goulard, a démontré que les colonies privées, à part d'honorables exceptions, n'ont pas réalisé les espérances qu'elles avaient fait concevoir. En moins de 6 ans plusieurs de ces établissements ont dû être fermés pour cause de graves abus ou de mauvaise gestion, et parmi ceux qui existent encore il en est plusieurs dont la fermeture est imminente. » L'honorable auteur ajoutait que les enfants n'y apprenaient point de métier par suite de la division exagérée du travail, qui nuisait à leur apprentissage, et que les directeurs, trop préoccupés de faire une bonne affaire, s'opposaient parfois à tort à la mise en liberté des jeunes colons, qu'ils occupaient en plus souvent à une profession unique sans tenir compte de la variété de leurs aptitudes (1).

Reprenant ces critiques, M. Charles Lucas concluait en

(1) Thèse de M. Prudhomme, 1878, p. 154.

demandant l'abolition pure et simple des colonies privées.

Nous ne saurions être de cet avis ; sans doute des faits regrettables se sont produits dans les colonies privées, mais est-ce là un apanage de ces seuls établissements, et n'y eut-il jamais de fautes commises dans la gestion des colonies publiques ? Les révoltes furent-elles plus fréquentes dans les unes que dans les autres ? Nous pensons, à l'inverse de M. de Goulard, que les colonies privées mal tenues sont la grande exception ; du reste, il serait très difficile de dissimuler les abus qui s'y produiraient, avec les inspections fréquentes qui y sont faites par des fonctionnaires de l'administration.

Reprenons les arguments des défenseurs des colonies publiques.

L'uniformité des règlements existe aussi bien dans les colonies privées que dans les colonies publiques, car dans les unes comme dans les autres le règlement de 1869 est en vigueur.

Les tournées des commissaires de surveillance et des inspecteurs généraux en assurent l'exécution. Il reste les détails d'application ; il suffit d'ouvrir le règlement de 1869 pour voir combien il laisse peu de place à l'initiative des directeurs d'établissements ; et n'est-il pas utile que le règlement puisse se modifier légèrement suivant le caractère des enfants de telle ou telle région qui sont envoyés dans la colonie ?

Nous sommes sûrs de nos agents, tel était le second argument. « Actuellement (1), dans les colonies publiques, les directeurs, les employés et les agents des colonies d'enfants et les directeurs, employés et agents des maisons

(1) Puybaraud, *Maisons d'éducation préventive et correctionnelle*, p.40.

centrales et des maisons départementales appartiennent au même corps... Il n'est pas bon que, si plus tard l'enfant se fait condamner à la prison et, hélas ! ce n'est point une rareté, il retrouve comme gardiens à la maison centrale les mêmes agents qui dans la colonie avaient été chargés de son amendement. » Il y a quelques années — et cela a peut-être encore lieu maintenant, c'était, — idée étrange — les gardiens débutants que l'on envoyait dans les colonies pénitenciaires !

L'un des grands inconvénients de cette unité de personnel sera d'enraciner dans l'esprit de l'enfant cette idée que la colonie n'est que l'antichambre de la prison. Un pupille de colonie publique mis en cellule pour insubordination avait charbonné sur le mur une maison ressemblant vaguement à la colonie ; au-dessous il avait écrit : « Où je suis. » — « Où j'irai » griffonna-t-il ensuite sous un dessin représentant la maison centrale voisine.

Nous trouvons au contraire dans une de nos colonies privées une école de gardiens qui nous semble remplir toutes les conditions désirables. A Mettray, M. Demetz (1) créa au sein même de sa colonie une école de surveillants-instituteurs ; cette école fonctionne encore aujourd'hui, et depuis sa fondation elle a souvent fait l'éducation du fils après avoir fait celle du père.. Est-ce à dire que cela existe dans toutes nos colonies privées ; non, sans doute, mais les surveillants de ces colonies, fussent-ils en général médiocres, et nous avons pu nous convaincre au cours de notre étude qu'avec des directeurs comme ceux que nous avons rencontrés il ne saurait y rester longtemps de surveillants médiocres, — nous les préférierions encore à ces gar-

(1) De Vauplane, *Cinquantenaire de Mettray*, p. 7.

diens de prison qui n'ont fait que changer de costume et qui, comme le loup de la fable, doivent laisser, à un moment donné, passer le bout de l'oreille.

Le troisième argument était le suivant : Seules, les colonies publiques sont sûres du lendemain ; la charité des particuliers ne cessera-t-elle pas tout à coup de soutenir les colonies privées ? Cet argument date de la création de Mettray : depuis 60 ans, cette colonie a cependant résisté victorieusement aux attaques de toutes sortes dont elle a été l'objet. Sainte-Foy et Saint-Ilan existent depuis 1843, Frasnès et Saint-Eloi depuis bientôt 20 ans. A l'heure actuelle, où toutes les questions concernant les enfants émeuvent si fort l'opinion publique, où la France sent qu'à la dépopulation qui la menace, il faut opposer des soins assidus, moraux et physiques, donnés aux tout petits, est-il vraisemblable que les colonies privées aient à craindre de manquer tout à coup de ressources ? Et quand cela serait, nous signalerons tout à l'heure un moyen qui éloignerait toutes craintes à ce sujet.

Restent les critiques dont M. de Goulard se faisait l'écho : division exagérée du travail ; opposition des directeurs à la libération provisoire ; exercice d'une profession unique.

Notre étude des diverses colonies pénitenciaires privées françaises, notamment de Mettray, répond victorieusement à la première et à la dernière de ces critiques. D'un autre côté, nous verrons bientôt que la répugnance que manifestent les directeurs de colonies pénitenciaires pour la libération provisoire ne vient nullement d'une idée de gain, mais d'une appréhension malheureusement trop justifiée du sort des libérés provisoires.

Que reste-t-il donc des arguments invoqués en faveur de la supériorité des colonies publiques sur les colonies pri-

vées ? Rien ; tout au plus pourrait-on craindre un brusque arrêt de la charité privée ; et cette crainte est bien chimérique.

Nous allons plus loin : les colonies privées ont, à notre avis, de très grands avantages sur les colonies publiques.

Nous ne nous arrêterons pas sur les garanties morales que donnent à la tête des colonies privées la présence d'hommes tels que MM. Cluze ou Robin, qui ont donné de leur plein gré leur vie à l'œuvre qu'ils dirigent. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons pu dire en réfutant les arguments des défenseurs des colonies publiques, nous nous contenterons d'attirer l'attention sur le taux des pécules et le chiffre des récidives dans les deux sortes de colonies.

Le pécule, alors qu'il atteint dans les colonies privées une moyenne de 50 fr., n'atteint guère la plupart du temps dans les colonies publiques que 10 francs environ. Plusieurs raisons y contribuent : le taux des bons points qui ne sont que de cinq centimes ; l'application de l'arrêté ministériel du 10 avril 1869, qui ne permet de ne donner par mois pour 100 pupilles qu'un maximum de 600 bons points (1) ; enfin, comme les colonies publiques sont sûres de ne manquer de rien, les pupilles de ces colonies travaillent peu et par suite ne gagnent que fort peu d'argent.

Passons maintenant à la récidive : nous ne traiterons le sujet avec quelques détails qu'à la fin de notre travail, quand nous pourrons réellement constater les résultats obtenus, après l'épreuve de quelques années de liberté ; ici nous chercherons simplement à faire voir quelle est, dans l'année qui suit la sortie de la colonie, la proportion

(1) Puybaraud, *Conditions des mineurs sortant de correction*, p. 30.

de la récidive dans les maisons de correction privées et publiques. Nous constatons la très grande supériorité des premières ; depuis 1883, la différence s'accroît même en leur faveur. La récidive qui, au bout de la première année de liberté, est de 18 0/0 pour les jeunes libérés des colonies publiques, n'est que de 11 1/2 pour 100 pour ceux des colonies privées, tombe même à 10 0/0 et au-dessous dans les meilleures années pour ceux de Mettray.

Quelle conclusion tirerons-nous ? Proposerons-nous comme tel ou tel auteur la suppression des colonies publiques ou des colonies privées ? Certainement non. Nous avons vu les merveilleux résultats des colonies privées ; quant aux autres, elles ont déjà rendu beaucoup de services, elles en rendront encore davantage peut-être par la suite, car l'administration semble maintenant faire son possible pour obvier aux défauts de ces établissements. De plus, leur abolition subite ferait certainement succomber les colonies privées, dont les ressources ne pourraient suffire à tout.

On a tendance depuis quelques années à diminuer le nombre des enfants que l'on envoie dans les colonies privées ; nous ne saurions approuver cette mesure, qui fera périr rapidement les colonies privées, en grande partie agricoles, ayant de vastes espaces de terrain à cultiver, de nombreux troupeaux à élever, sous peine de ne pas gagner de quoi subvenir à leur entretien. Rien du reste ne saurait justifier cette façon d'agir.

L'Etat devrait au contraire chercher à profiter le plus possible de toutes ces bonnes volontés qui ne lui coûtent rien et qu'il dirigerait à sa guise, gardant toujours son droit supérieur de surveillance ; cela lui permettrait de réduire peu à peu le nombre de ses colonies et d'arriver à

ne plus en conserver que quelques-unes, qu'ils s'efforceraient de perfectionner sans cesse, qui seraient en quelque sorte des colonies types destinées à servir de modèles,

L'Etat réaliserait de la sorte de très fortes économies au bout de quelques années : les colonies libres en effet, qu'il lui faudrait d'abord aider, prospéreraient rapidement, sous la surveillance et l'aide bienveillante de l'administration pénitentiaire ; bientôt il n'aurait plus qu'à compléter les ressources procurées par la charité privée, car il est avéré que les dons vont surtout aux œuvres prospères !

Ainsi nous réunirions aux avantages des colonies privées, avantages que nous nous sommes efforcé de mettre en relief, la régularité d'organisation, la sûreté du lendemain qui distinguent les colonies publiques.

Dans sa séance du 11 mars 1897, le comité de défense des enfants traduits en justice émettait le vœu que l'administration fit appel le plus qu'elle pourrait à l'initiative particulière et aux colonies privées qui se rapprocheraient des types recommandés.

B. — *Y a-t-il lieu de créer différentes sortes de colonies pénitentiaires suivant la nature, l'âge, etc., des enfants ?*

Nous avons remarqué au cours de notre étude que les colonies pénitentiaires n'avaient pas toutes la même destination. Notamment en France nous avons vu que suivant leur âge, les enfants étaient envoyés dans des écoles de réforme ou des colonies pénitentiaires proprement dites.

Y aurait-il lieu d'établir d'autres classifications ? Dans son rapport lu à la séance du 3 janvier 1894 devant le comité de défense des enfants traduits en justice, M. Puy-

baraud proposait le projet de réforme suivant de la loi de 1850 (1) :

« Art. 3. — Les mineurs de 16 ans poursuivis pour seuls faits de vagabondage et de mendicité seront après acquittement prononcé en vertu de l'article 66 du Code pénal envoyés jusqu'à l'époque de leur incorporation, sauf le cas de placement en patronage, dans des établissements dénommés écoles de préservation, qui seront organisés par l'État ou fondés par des particuliers avec l'autorisation de l'administration pénitentiaire. — Les jeunes vagabonds ou mendiants arrêtés au-dessous de l'âge de 12 ans seront de préférence envoyés dans des écoles de préservation privées. Des femmes pourront participer à leur éducation.

» Dans les écoles de préservation pour filles, des quartiers spéciaux complètement isolés seraient affectés à celles d'entre elles qui se seraient déjà livrées à la débauche.

» Art. 5. — Les mineurs de 16 ans de l'un ou de l'autre sexe poursuivis pour tous autres faits que ceux de vagabondage ou de mendicité et acquittés en vertu de l'art. 66 du Code pénal comme ayant agi sans discernement seront envoyés dans des établissements publics dits écoles de réforme. Ceux qui seront âgés de moins de 12 ans au moment de leur arrestation seraient de préférence envoyés dans les établissements privés. »

M. Puybaraud propose donc quatre espèces d'établissements :

1^o Des maisons dites écoles de préservation privées pour jeunes vagabonds ou mendiants au-dessous de 12 ans ;

(1) *Maisons d'éduc. prévent. et correct.*, p. 61.

2° Des maisons dites écoles de réforme privées pour jeunes gens délinquants âgés de moins de 12 ans ;

3° Des maisons dites écoles de préservation publiques pour jeunes vagabonds ou mendiants au-dessus de 12 ans ; et dans ces écoles des quartiers spéciaux et absolument séparés pour jeunes prostituées ;

4° Des maisons dites écoles de réforme publiques pour jeunes délinquants âgés de plus de 12 ans.

Parmi les nombreux auteurs qui ont donné leur avis sur cette question, citons :

M. Nassot, directeur de la colonie de Saint-Hilaire, qui déclare que la sélection s'impose, que les enfants âgés de moins de 12 ans devront être mis dans des écoles de préservation ou de réforme qui ne contiendront pas que des vagabonds ou des mendiants. C'est, on le voit, à peu près le système français actuel.

M. Mullot, directeur de la colonie de La Motte-Beuvron, applique l'idée de la sélection des enfants délinquants d'une façon excessivement large et classe les jeunes détenus par degré moral ; il distingue les mendiants, les mendiants vagabonds, les mendiants d'habitude, les délinquants.

M. Robin, directeur de Sainte-Foy, n'admet que la colonie à très petit effectif et par suite déclare que dans cette colonie il n'est besoin d'aucune sélection.

M. Voisin, président de la ligue pour l'engagement militaire des jeunes libérés, déclare qu'il ne voit aucun avantage à créer pour les enfants vagabonds des établissements spéciaux, car ils sont aussi vicieux, souvent plus vicieux que les petits escrocs. Nous nous rallions à cette dernière opinion.

Sur quoi se fonde en effet M. Puybaraud pour deman-

der ces différentes sortes de colonies ? Sur la raison suivante (1) : « Au fond du vagabondage et de la mendicité il y a certes de très mauvais instincts, il y a les germes du délit et du crime, mais il n'y a pas encore le délit vrai, ni le crime accompli. » Or, nous avons vu que, loin d'être moins dangereux que les jeunes délinquants, les jeunes vagabonds étaient plus difficiles à corriger, plus rebelles à toute éducation. Est-il besoin de rappeler les mauvais résultats des écoles de Truants anglaises, l'évolution qui s'est produite dans les maisons de correction pour garçons belges, qui, d'abord subdivisées en maisons spéciales pour vagabonds et maisons spéciales pour délinquants, ont été réunies ? Pour les filles, également en Belgique, la création de quartiers spéciaux pour les vagabondes, considérées comme plus corrompues que les autres ?

Nous ne proposerons pas de compliquer la classification des maisons de correction françaises, mais nous voudrions que pour les filles, et pour les filles seulement, les jeunes vagabondes, c'est-à-dire, dans la plus grande partie des cas, les jeunes prostituées, fussent élevées à part ; elles devront recevoir dans des écoles spéciales une éducation appropriée.

C. — *Critiques faites aux maisons de correction françaises.*

Dans un article du *Bulletin de la société générale des prisons* (an. 1897, p. 319), M. Joly résumait ainsi les critiques qu'il y avait lieu de faire aux colonies pénitenciaires françaises.

Le système français, écrivait-il, est :

1° Trop tardif ;

(1) *Maisons d'éduc. prévent. et correct.*, p. 24.

- 2° Trop pénitentiaire ;
- 3° Trop dépensier et trop peu simple ;
- 4° Trop ami des grosses agglomérations ;
- 5° L'État veut trop prédominer.

1° *Trop tardif* (1).

Nous verrons à la fin de notre travail ce qu'il y aurait lieu de faire, pour, en rendant ce système moins tardif, éviter la démoralisation de l'enfance.

Tout en conservant le système actuel, nous pensons qu'il y aurait un moyen très simple de lui éviter ce reproche. Les tribunaux français n'envoient presque jamais les enfants dans la colonie pénitentiaire lors de leur première faute (2). Ils semblent ainsi se méfier de la colonie pén-

(1) Nous ne rappelons que pour mémoires, certaines critiques faites dans un esprit de parti pris : citons par exemple l'odieuse campagne menée par certains journaux, l'an dernier, au moment de la révolte d'Aniane, contre les colonies de correction ; mentionnons aussi le livre de Coppée, *Le coupable*, dont nous nous contenterons d'extraire les idées suivantes, auxquelles notre étude impartiale répondra suffisamment :

« L'enfant sort de la maison de correction comme fasciné par l'horreur que dégagent ses compagnons, grisé par leur infortune, perfectionné pour le mal, mur pour le crime. »

« Les maisons de correction sont des bagnes où des créatures irresponsables sont soumises à toutes les souffrances morales et physiques et « où il n'entre pas plus de charité dans le cœur des chefs que de beurre dans la ratatouille des cuisiniers. » (Voir sur ce livre Dreyfus, *B. S. G. P.*, 1896, p. 1432 et suiv.; Brunot, 1897, p. 216).

(2) *Bull. triennal Mettray*, 1898, p. 27 :

	Années :	1895	1896	1897
Rediv. à leur entrée :	1 fois	141	142	127
—	2 —	48	37	25
—	3 —	17	16	12
—	4 —	10	7	3
—	5 et plus	11	10	7
	Soit.	227	207	174
Sur des totaux de :		492	489	435 enfants.

tentiaire ; ils violent aussi la lettre et l'esprit de la loi de 1851.

La lettre : elle indique en effet comme seules conditions à l'envoi en correction : 1° Que les enfants puissent être considérés comme ayant agi sans discernement ; 2° qu'ils ne puissent être remis à leur famille.

L'esprit : M. Nassot, directeur de la colonie de Saint-Hilaire, s'exprime ainsi : « On peut affirmer que plus un enfant arrive jeune dans une colonie, plus il est facile de lui faire reconquérir sa place dans la société. »

Non seulement, à notre avis, l'envoi en correction est trop tardif, mais la durée de l'envoi en correction est trop courte (1). Nous ne parlons pas ici des tribunaux du nord de la France qui envoient encore les enfants dans une maison de correction pour quelques jours (2), mais de la généralité des tribunaux français. D'un côté en effet la durée de l'envoi en correction est abrégée par la répulsion des tribunaux à appliquer l'article 66 du code pénal,

(1) M. Mullet, directeur de la colonie de Lamotte-Beuvron écrit : « On sait combien longue et délicate est l'éducation d'un enfant même heureusement doué et placé dans un milieu favorable. De 14 à 17 ans le jeune détenu est, au point de vue pénitentiaire, dans l'âge ingrat. C'est entre 17 et 20 ans qu'il se décide à travailler. »

M. Nassot : « L'article 1^{er} de la loi de 1850 implique qu'il faut que l'enfant soit envoyé pour une longue durée de temps en correction. Il faudrait que l'enfant ne pût pas être libéré de la maison de correction avant 18 ans ; à cet âge en effet l'enfant peut finir son éducation professionnelle et il peut s'engager. »

M. Voisin demande que les envois en correction soient toujours prononcés jusqu'à 20 ans, afin que l'engagement à 18 ans soit une récompense.

(2) Puybaraud, *Maisons d'éduc. prévent. et correct.*, p. 52.

d'un autre, par l'usage de la libération provisoire (1). Cet inconvénient est d'autant plus grave que le patronage des jeunes libérés ne fonctionne pas en France, nous le verrons, d'une façon absolument régulière.

Nous demandons qu'à l'avenir les tribunaux n'hésitent pas à envoyer l'enfant en correction dès sa première faute et que cet envoi ait lieu pour jusqu'à l'incorporation dans l'armée.

2° *Trop pénitentiaire.*

La colonie pénitentiaire française a encore conservé des ressemblances, au moins en apparence, avec la prison : l'enfant subit en prison les lenteurs de l'instruction ; c'est un jugement du tribunal correctionnel siégeant en audience publique qui envoie l'enfant dans la colonie pénitentiaire (ailleurs cet établissement s'appelle école de bienfaisance, école industrielle).

(1) *Bulletin triennal Mettray*, 1898, p. 25.

Age des jeunes détenus au moment de l'envoi en correction :

	1895	1896	1897
Au-dessous de 8 ans.	2	2	2
De 8 à 10 ans.	24	20	19
De 10 à 12 —	121	104	86
De 12 à 14 —	165	175	166
De 14 à 15 —	60	70	62
Plus de 15 —	120	118	100

Effectif par catégorie quant à la durée de la peine :

	1895	1896	1897
Env. en correct. jusqu'à 20 ans.	360	353	284
— — 19 —	33	37	52
— — 18 1/2 —	8	10	23
— — 18 —	78	79	66
— — 17 —	1	2	3
— — 16 —	8	7	7
— — 15 —	3	1	0

Les gardiens, au moins ceux des colonies publiques, ont des uniformes de geôliers de prisons ; ils appartiennent au personnel du service pénitentiaire ; les maisons de correction dépendent du ministère de l'intérieur, service des prisons.

Il faut se hâter de retirer aux colonies pénitentiaires ces dernières apparences de la prison ; le rattachement du service des colonies pénitentiaires au ministère de l'instruction publique serait une mesure excellente en ce sens.

3° *Trop dépensier et trop peu simple.*

A. — Trop dépensier.

Nous nous rallions encore sur ce point à l'avis de M. Joly, bien que les réformes que nous avons signalées comme nécessaires (augmentation du personnel, perfectionnement du mécanisme de la maison de correction) semblent devoir augmenter les dépenses de notre système.

Le rattachement du service des enfants délinquants au ministère de l'instruction publique permettrait de faire passer, suivant les besoins, un excédent de ressources du budget des écoles ordinaires à celui des écoles pénitentiaires.

On pourrait, d'un autre côté, diminuer les dépenses de ces dernières écoles en faisant le plus possible appel à la charité privée, en ayant recours aux institutions privées dans une très large mesure.

Nous avons vu que dans certains pays les parents aisés, dont les enfants sont envoyés en correction, contribuent aux dépenses de leur éducation ; cela est très juste : en effet, qui dit enfant envoyé en correction dit famille indigne ; cette mesure serait malheureusement peu efficace, car

bien rares sont les familles aisées dont les enfants tombent sous l'application de l'article 66 du code pénal. Nous voudrions que cette mesure fût appliquée en France, mais qu'elle fût complétée par le système belge (frais d'éducation correctionnelle des enfants mis à la charge des communes d'origine). On arriverait de la sorte à réduire les frais déboursés par l'État.

B. — Trop peu simple.

Nous renvoyons sur ce point à ce que nous avons dit au paragraphe précédent sur les classifications à faire entre les colonies pénitenciaires suivant les diverses catégories d'enfants.

4^e Trop ami des grosses agglomérations.

Nous avons vu au cours de cette étude que les maisons de correction qui donnaient les meilleurs résultats étaient les écoles industrielles ou les *reformatoires* anglais, et les fermes-écoles suisses, à effectifs plus restreints que ceux de nos colonies pénitenciaires ; nous pensons qu'il faut attribuer les résultats obtenus par ces maisons beaucoup plus à leur mode d'éducation qu'au nombre d'enfants qu'elles contiennent.

En France, en effet, la colonie de Sainte-Foy, admirablement tenue, à effectif très restreint, n'obtient guère de meilleurs résultats que Mettray qui élève 400 enfants... Nous pensons, quant à nous, que les grosses agglomérations, si le nombre des surveillants et des éducateurs est augmenté en conséquence, ont des avantages et n'ont aucun inconvénient. La subdivision par familles étant usitée partout, un grand nombre d'enfants permet de composer plus

facilement des familles homogènes ; d'un autre côté, on peut, en disposant de moyens plus puissants, obtenir de meilleurs résultats.

5° Le personnel est trop multiple.

Ce reproche procède, nous semble-t-il, d'une comparaison avec les petites agglomérations suisses où un seul personnage, l'instituteur, remplit tous les rôles. Nous ne voyons pas grand inconvénient à ce que l'enfant ait, à côté de ses instituteurs, des surveillants ; si l'on voulait n'avoir que des instituteurs, il faudrait en augmenter de beaucoup le nombre, ce qui grèverait le budget déjà très chargé des colonies pénitenciaires.

6° L'État veut trop prédominer.

Nous renvoyons à ce que nous avons dit en comparant les colonies pénitenciaires privées et les colonies pénitenciaires publiques.

CHAPITRE IV

Le Patronage des jeunes libérés.

Résultats de l'éducation correctionnelle par le travail.

L'enfant ne doit sortir de la colonie que lorsque son éducation morale et physique est suffisamment avancée pour qu'il puisse être libéré sans inconvénient ni pour lui ni pour les autres.

PARAGRAPHE PRÉLIMINAIRE

La libération (1).

L'enfant, lorsqu'on juge possible de le faire sortir de la colonie pénitentiaire, est devenu un travailleur instruit ; mais est-il réellement un ouvrier, connaît-il la pratique de son métier ? certainement non ; il aura besoin d'un soutien qui, lui faisant connaître la pratique journalière de ce métier, l'habitue à envisager les nécessités souvent très pénibles de l'existence libre ; il trouvera ce soutien, nous le verrons, dans la société de patronage.

Même dans nos colonies les mieux organisées, l'enfant n'aura guère pu apprendre tout ce qu'il lui faudra savoir

(1) Règlement de 1869, art. 111 et suiv.

pour être, une fois libre, un parfait ouvrier : charron, il ne saura faire en général que de la carrosserie agricole ; coutelier, on n'aura pu lui apprendre que la fabrication des couteaux à bon marché... La société de patronage devra donc faire donner un complément d'apprentissage au jeune libéré.

Elle lui sera encore indispensable à un autre point de vue : l'enfant à la colonie est sûr d'être nourri et logé ; il est certain qu'il sera soigné, s'il est malade : aussi travaille-t-il souvent un peu nonchalamment. Que deviendrait cet enfant, si on le rendait sans transition à l'existence libre, de lutte constante et souvent acharnée ? Ici encore la société de patronage interviendra, aidera l'enfant à se mesurer avec les difficultés de la vie, en le nourrissant s'il est sans place, en le soignant s'il est fatigué ou malade, en le conseillant toujours.

Nous avons vu autrefois que, si la famille en était jugée digne, on lui remettait son enfant à la sortie de la colonie pénitentiaire : la société de patronage doit être en quelque sorte la famille de celui qui n'en a pas ou dont la famille est indigne. Le patronage des jeunes libérés n'est pas un but, il est l'un des moyens qui permet d'arriver à transformer nos petits malfaiteurs d'autrefois en d'honnêtes travailleurs, d'arriver à réaliser le but de l'éducation correctionnelle, qui est celui que nous essayons de mettre en relief : la moralisation par le travail.

L'enfant peut sortir de la colonie de deux façons :

1° Par la libération provisoire ;

2° Par la libération définitive.

I. — *Libération provisoire.*

Nous trouvons dans une circulaire du comte d'Argout de 1832 la première trace de la libération provisoire des jeunes délinquants ; en 1847, elle est encore organisée à titre purement officieux. L'article 28 du projet de code pénal de 1843 était ainsi conçu : « Les enfants condamnés en vertu des articles 67 et 68 du code pénal, et ceux détenus en vertu de l'article 66 du même code, pourront être placés en apprentissage soit chez des cultivateurs, des artisans ou des industriels, soit dans des établissements spéciaux, avec la réserve expresse pour l'administration du département d'ordonner leur réintégration, en tant que de besoin, dans les maisons spécifiées à l'article 26 (colonies pénitenciaires). »

Les événements de 1848 empêchèrent ce projet de code de recevoir la sanction législative, mais l'article 9 de la loi de 1850 prescrivit que « les jeunes détenus des colonies pénitenciaires pourraient obtenir, à titre d'épreuve et sous des conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie. »

Le règlement d'administration publique prévu dans l'article 9 de la loi de 1850 se fit attendre jusqu'au 10 avril 1869 ; il ne contient qu'un seul article, l'article 112, sur la libération provisoire. Cet article est ainsi conçu : « Les jeunes détenus condamnés de 10 à 20 ans d'emprisonnement comme ayant encouru la peine de mort, des travaux forcés, de la déportation (art. 67), seront placés dans les colonies correctionnelles ou dans les quartiers en tenant lieu jusqu'à leur majorité ; à cette époque, *s'ils ont subi la moitié de leur peine* et s'ils ont tenu une bonne

conduite, leur grâce partielle ou totale pourra être proposée. » On se heurtait à une difficulté : fallait-il prendre cet article à la lettre, et n'accorder la libération provisoire qu'aux jeunes gens condamnés en vertu de l'article 67 ; fallait-il au contraire déclarer que la loi de 1850 restait applicable aux enfants auxquels avait été faite l'application de l'article 66 ? On s'en tint à cette dernière solution, qui était la plus équitable.

La libération provisoire n'est jamais à la différence de la libération définitive un droit acquis au jeune délinquant : c'est une faveur qui doit être méritée ; elle ne peut être accordée que par une décision ministérielle, et après une enquête faite sur la situation de la famille de l'enfant.

L'enfant sera remis provisoirement à sa famille, si les renseignements recueillis sur elle ont été favorables, ou confié à un particulier. S'il se conduit bien, il pourra mériter la libération définitive ; si sa conduite est mauvaise, il devra être réintégré dans la colonie.

Il faudra donc une surveillance presque journalière tant de l'enfant libéré provisoirement que de la personne à laquelle il aura été confié. Qui exercera cette surveillance ?

Ce sont les directeurs de colonies qui doivent se tenir en relations ou en correspondance avec les familles ou les particuliers auxquels sont confiés provisoirement de jeunes libérés ? Peuvent-ils surveiller par eux-mêmes ? Non, évidemment. Ils doivent dès lors se fier à ce qu'on veut bien leur dire. Le patron ou les parents interrogés se garderont bien de reconnaître leurs torts ; le pupille n'avouera pas sa mau-

vaise conduite et, par crainte du châtiment, cachera les mauvais traitements qu'on lui fera subir; quant aux voisins, amis ou ennemis des intéressés, leur témoignage ne saurait être écouté... (1).

Aussi les directeurs de colonies se méfient-ils au plus haut point de la libération provisoire.

Si nous jetons par exemple un coup d'œil sur les statistiques de Mettray de 1897, nous voyons que la libération provisoire n'a été accordée qu'à 28 jeunes gens sur une population totale de 435. Sur la population totale des colonies pénitenciaires françaises (Statistique du ministère de l'intérieur, année 1893), il n'y a eu dans une année que 230 libérés provisoires.

Il serait donc très à souhaiter dans l'intérêt des jeunes détenus aussi bien que dans celui de la société, que cette surveillance des libérés conditionnels fût organisée par l'État. Les fonctionnaires du patronage, qu'il faudrait créer (voir plus loin), en seraient chargés.

La libération provisoire deviendrait aussitôt plus fréquente. Un triple avantage en résulterait : d'abord pour les jeunes détenus rendus plus tôt à la vie libre, plus tôt à même de gagner leur pain; pour les établissements qui verraient leurs charges diminuées d'autant; enfin, à un

(1) Puybaraud, *Cond. enf. sortant des maisons de correction*, p. 18.

« Qui contrôlera la moralité de la famille ou des tenant lieu? Qui se rendra compte de la sincérité et de la réalité des promesses faites? Je ne vois dans la pratique actuelle personne chargé de ce soin. La révocation de la libération provisoire est chose assez rare; elle n'est prononcée que par une sorte d'effet du hasard, si l'on ne considère que la conduite habituelle, ou comme conséquence d'une nouvelle condamnation encourue. »

point de vue plus large, pour la société, à qui de la sorte on rendrait un certain nombre de travailleurs utiles.

II. — *Libération définitive.*

Entre l'époque qui s'est écoulée depuis la première moitié du temps pour lequel ils avaient été envoyés dans la colonie, et la fin de ce temps, un certain nombre de jeunes détenus ont été, nous venons de le voir, libérés provisoirement; nous les retrouverons bientôt.

Reste encore dans la colonie l'immense majorité des détenus. Pour tous ces enfants, à l'époque fixée par le jugement qui les a envoyés dans la colonie pénitentiaire, à 20 ans en tout cas, arrivera fatalement l'époque de la libération définitive. La loi a jugé qu'à cet âge, tous devaient avoir reçu une éducation moralisatrice suffisante.

Il est peu probable que tous les enfants puissent être sans inconvénient libérés à 20 ans. Nous avons vu en effet que les tribunaux envoyaient souvent assez tard les enfants dans la maison de correction.

D'un autre côté cet âge de 20 ans est très néfaste, car pendant les quelques mois qui précéderont son incorporation dans l'armée, l'enfant sera presque forcément occupé. Ce temps semble disposé tout exprès pour la « culture de la récidive (1). » Le patronage légal, s'il était créé, aurait l'avantage d'atténuer les mauvais effets de cette libération prématurée.

III. — *Que possède l'enfant à sa sortie de la colonie pénitentiaire?*

Il ne fallait pas que l'enfant sortit de la colonie dénué de ressources, et de même qu'on a cherché à lui donner

(1) Puybaraud, *Cond. enf. sort. correct.*, p. 33.

l'instruction et l'éducation d'un ouvrier, on a voulu très sagement lui fournir l'*habitus* d'un ouvrier. Son uniforme lui est retiré, un vêtement neuf lui est fourni à la place, afin qu'il puisse, proprement vêtu, se présenter sans que rien ne trahisse son passé. Il fallait également que l'enfant sortant de la colonie eût à sa disposition quelque argent qui lui permit d'attendre qu'il ait trouvé à se placer, qui l'aidât à subsister s'il ne peut gagner sa vie immédiatement.

A sa libération on remet au jeune colon ou plutôt, à la société de patronage auquel il est confié, la moitié de son pécule ; le reste est en général versé à la caisse d'épargne, où il ne peut le toucher qu'à sa majorité. Tout d'abord c'était le pécule tout entier qui était remis à l'enfant lui-même ; malheureusement il était dépensé le plus souvent en quelques jours de débauche ; avec lui disparaissaient généralement en partie les bons résultats qu'avait pu produire l'éducation correctionnelle ; c'est alors que l'on pensa à ne remettre que la moitié du pécule à l'enfant ; pour éviter qu'il ne puisse dépenser cet argent, on finit par le remettre à la société de patronage.

IV. — *De quelle façon a lieu la libération définitive.*

Trois mois avant l'époque fixée pour la libération, le directeur de la colonie recueille sur la famille de l'enfant des informations auprès des autorités administratives du domicile de celle-ci ; cette mesure, imposée par l'article 115 du règlement de 1869, semble au premier abord très sage et paraît devoir produire de très bons résultats. Les résultats obtenus de la sorte sont cependant insignifiants :

l'article 66 du code pénal ordonne en effet l'envoi dans les colonies pénitenciaires des enfants acquittés que les circonstances n'auront pas permis de rendre à leurs parents. Or l'enfant n'a pu, en vertu de cet article, être envoyé dans la colonie que dans deux cas : si la famille était absente ou si elle était de moralité douteuse. Or, d'une part, les familles absentes sont, sauf de rares exceptions, de ces familles de nomades qui ne se fixent nulle part, et qui ne seront pas plus stables le jour de la sortie de l'enfant de la colonie que le jour de son entrée ; il sera par suite bien difficile de les retrouver. D'autre part, il est bien rare qu'une famille de moralité douteuse soit devenue meilleure durant le séjour de l'enfant à la colonie.

Cette enquête produira d'autant moins fréquemment des résultats qu'aux termes du règlement de 1869 la famille doit s'engager soit par elle-même, soit par un tiers, à procurer des moyens d'existence au jeune libéré. Ne serait-il pas plus simple et plus pratique de décider que la famille qui a été considérée, lors du jugement, comme indigne d'obtenir la garde de son enfant devrait par cela même être considérée comme indigne de le recevoir à la sortie de la maison de correction, sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune formalité ?

Comme l'enfant est mineur, la famille a encore ses droits sur lui ; si l'enquête prouve qu'elle est indigne, il faudra que l'administration poursuive contre elle la déchéance de la puissance paternelle ; ce qui peut arriver de mieux, c'est que devant le juge les parents consentent à renoncer à leurs droits sur l'enfant. Malheureusement l'enfant a grandi, et maintenant il est en âge de gagner sa vie ; aussi les parents ne se prêteront-ils pas toujours

à cette renonciation (1). Si l'administration réussit alors dans sa demande en déchéance, ce n'est pas seulement le jeune libéré qu'elle aura à sa charge, mais ses frères et sœurs qui devront être élevés par l'Assistance publique. C'est un grand inconvénient qu'il faudrait à tout prix éviter.

§ 1^{er}. — LE PATRONAGE DES JEUNES LIBÉRÉS.

Nous avons déjà dit que l'on nommait patronage des jeunes libérés une sorte de tutelle organisée dans l'intérêt des enfants libérés des colonies pénitenciaires et non remis à leurs parents.

Le nom de sociétés de patronage a été donné à des associations qui se sont formées en vue d'arriver à exercer cette tutelle.

Le rôle du patronage est de continuer l'œuvre de la transformation morale du jeune délinquant par le travail commencé dans les colonies pénitenciaires; son but final est cette moralisation. « Il n'est pas lui-même un but, écrit M. Barthélemy, mais un moyen; aux êtres faibles on met un tuteur comme on en met aux plantes qui penchent: le patron doit être le tuteur du libéré; les efforts du patron doivent tendre à le convaincre que la chute est réparable, à le persuader qu'une vie honorable, même non

(1) Circulaire de M. Martin (du Nord), garde des sceaux, 1842. De Robnier, *Patronage légal*, p. 94. — « L'expérience l'a malheureusement prouvé, il est des parents qui ne réclament leurs enfants que pour se mettre en possession du pécule amassé par ceux-ci dans les maisons de correction. D'autres parents cèdent à un sentiment d'aveugle tendresse, désirent ardemment que leurs enfants leur soient rendus; mais, dès qu'ils les ont près d'eux, ils les laissent oisifs, ne surveillent point leur conduite, et bientôt la même incurie qui avait amené leur première faute les laisse rentrer dans la voie pernicieuse dont la justice les avait tirés. »

lucrative, est plus avantageuse que le vice et ses suites. » Pendant la durée de la prévention, le patron doit faire à l'enfant des visites, lui donner des encouragements, lui faire en quelque sorte des sermons laïques ; à la sortie de la colonie pénitentiaire, il devra aider moralement et matériellement le jeune libéré, le placer et alors continuer encore à le surveiller et à le diriger.

Nous n'étudierons ici que le fonctionnement du patronage à la sortie de la colonie.

I. — HISTORIQUE DU PATRONAGE FRANÇAIS DES JEUNES LIBÉRÉS (1).

C'est en 1833 que fut fondée la Société de patronage des jeunes détenus et libérés du département de la Seine. Le 17 février 1847, une circulaire ministérielle s'occupa pour la première fois du patronage des jeunes libérés. « Ce qu'il faut, disait-elle, c'est leur assurer le bénéfice d'une sorte de tutelle morale, les protéger dans l'avenir par une salubre direction vers le bien, les rendre meilleurs et les défendre au besoin contre eux-mêmes, afin que la société n'ait pas à se défendre contre eux. »

Survint alors la loi de 1850 dont l'article 19 était ainsi conçu : « Les jeunes détenus désignés aux articles 3, 4, 10 et 16, §§ 2 et 3, sont à l'époque de leur libération placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois années au moins. » Le patronage *légal* des jeunes libérés était créé en théorie ; l'initiative de la charité privée se ralentit, pendant que l'État de son côté restait inactif, et, en 1870, M. de Robernier pouvait écrire qu'en dehors de

(1) Voir, sur l'histoire du patronage dans les différents pays, Fuchs, *B. S. G. P.*, 1889, p. 687 et suiv.

la Société des jeunes détenus et libérés du département de la Seine, aucune société de patronage n'avait encore donné de résultats appréciables.

En 1878, fut créée « la société des jeunes libérés engagés volontaires »; en 1879, la « société de protection pour l'enfance abandonnée et coupable »; en 1890, fut organisé le « comité de défense des enfants arrêtés et traduits en justice. »

L'essor était enfin donné, de tous côtés des patronages locaux furent organisés; certains d'entre eux fonctionnent à côté de nos tribunaux de chefs-lieux d'arrondissement et rendent de réels services.

Les pouvoirs publics se décidèrent enfin, devant les résultats obtenus, à sortir de leur longue inaction : en 1894 et en 1895, deux circulaires de MM. Raynal et Peytral, gardes des sceaux, s'occupent du patronage. En 1895, sur la demande de M. Léveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris et député, la Chambre augmente de 20.000 fr. par an le budget des sociétés de patronage.

II. — LE PATRONAGE DES JEUNES LIBÉRÉS EN FRANCE.

Nous étudierons d'abord les sociétés de patronage proprement dites, qui continuent l'œuvre commencée par les colonies pénitentiaires, l'œuvre de la transformation morale de l'enfant par le travail, travail agricole ou industriel : patronnés qui sont des ouvriers. Nous nous occuperons ensuite de la société des jeunes libérés engagés volontaires : ici il s'agit aussi de la transformation morale du jeune délinquant par le travail, par un travail doublement noble, puisqu'il a directement pour but la sauvegarde de l'intégrité de la patrie : patronnés qui seront des soldats.

1^o *Fonctionnement général des sociétés de patronage des jeunes libérés.*

Les sociétés de patronage françaises des jeunes libérés sont toutes des sociétés privées. Par suite leur fonctionnement diffère par certains points de détail.

Les enfants sortant de la colonie pénitentiaire sont envoyés, par les soins du directeur de la colonie, au siège de la société de patronage qui s'occupe du placement des libérés de cette colonie.

La plupart de ces enfants ignorent complètement la pratique courante du métier qui leur aura été appris dans la colonie ; seuls, les quelques libérés provisoires pourront, à l'époque de leur libération définitive, être parfaitement aptes à l'existence des ouvriers libres.

Le jeune libéré ne reste au siège de la société que le temps strictement nécessaire pour qu'on puisse l'observer et lui chercher une place ; dès que, cette place une fois trouvée et présentant toutes les garanties requises, on reconnaît la possibilité de l'envoyer, nous ne dirons pas en apprentissage, le mot serait impropre, mais de le placer comme un ouvrier d'une nature un peu spéciale, l'enfant quitte le siège de la société ; dès lors il n'y revient en général même plus pour coucher. On ne le revoit qu'aux réunions qui se tiennent chaque dimanche.

Quand la société craint la faiblesse de caractère de l'enfant, elle s'arrange avec l'ouvrier chez lequel le pupille est placé pour qu'il lui fournisse ses repas et sa chambre ; ou bien, si cela lui est possible, elle le loge et le nourrit elle-même.

Quel est le sort du jeune libéré placé de la sorte dans une famille d'ouvriers ? Nous avons dit qu'il serait un

ouvrier d'une nature un peu spéciale : ce que nous entendions par là, c'est que, bien que la pratique du métier lui fasse encore défaut, et qu'il soit en ce sens un apprenti, il est indispensable cependant qu'un salaire lui soit alloué.

Il sera, dans ces conditions, difficile de trouver des ouvriers qui veuillent prendre les patronnés à leur service. L'enfant qui sort de la maison de correction est encore aujourd'hui souvent considéré comme un petit voleur ; dès lors pourrait-on tout au plus trouver des ouvriers qui accepteraient de leur donner le prix dérisoire qu'ils sont habitués de payer aux pupilles de l'Assistance publique, qui, eux, à la vérité, ne savent en général pas faire grand'chose, mais qui n'ont pas la tache du passage par la maison de correction.

Afin de vaincre leurs hésitations, on a proposé très justement de leur verser une certaine somme par jour, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint sa 18^e année.

Mais ce n'est pas tout que de décider l'ouvrier à accueillir le jeune libéré ; il faut que l'on soit assuré que l'enfant sera bien traité tant au point de vue physique qu'au point de vue moral. Pour cela, il faut qu'un contrat intervienne entre la société de patronage et l'ouvrier, et qu'il délimite soigneusement les droits et les devoirs des deux parties.

Nous trouvons, dans le rapport de M. Puybaraud à la séance du 4 avril 1897 du comité de défense des enfants traduits en justice, un projet de contrat de louage pour un enfant libéré provisoirement et placé par le directeur de la colonie dans une famille ouvrière. Ce contrat est applicable dans ses grandes lignes au placement de l'enfant libéré définitivement (1). Nous ne saurions mieux faire que

(1) Puybaraud, *Cond. des enfants sortant de correction*, p. 11.

de le reproduire en y faisant les modifications nécessaires :

« Le patron (l'ouvrier à qui l'enfant libéré est confié) doit s'engager :

« 1° A traiter le jeune détenu (le jeune libéré) qui lui est confié avec bienveillance, et à ne pas l'employer à des travaux au-dessus de ses forces ;

« 2° A le loger et à le nourrir convenablement, à faire blanchir et raccommoder ses effets, à lui donner et faire donner tous les soins voulus s'il vient à tomber malade, ou bien en cas de maladie grave, sur l'autorisation écrite du médecin, et sans danger pour la santé de l'enfant, le ramener dans la colonie (ceci n'est évidemment plus applicable à notre cas), ou le conduire dans un hôpital de la contrée qui sera indiqué par le directeur de la colonie (par le président de la société de patronage) ;

« 3° A surveiller sa conduite et à prévenir le directeur de la colonie (le président de la société de patronage) pour le cas où elle deviendrait mauvaise ;

« 4° A ne le sous-louer à personne ;

« 5° A lui payer des gages annuels de 60 à 150 francs par an. — Pour le jeune libéré dont nous nous occupons, il serait facile de stipuler, au moins dès que l'enfant se serait accoutumé au travail libre, des gages peu inférieurs (surtout si l'ouvrier patron recevait une allocation journalière) à ceux d'un ouvrier ordinaire. — Les dits gages, continue M. Puybaraud, seraient versés par mois entre les mains du directeur de la colonie (du président de la société de patronage) ou envoyés par mois, ou tout au moins par trimestre, à la caisse d'épargne postale, au profit du jeune colon. (Pour les libérés dont nous nous occupons, nous pensons qu'il vaudrait mieux laisser l'initiative du président

de la société libre en cette matière). Chaque dimanche une gratification de 50 centimes lui sera octroyée. (Cette gratification devra dans notre cas varier avec l'argent gagné par le libéré et son application plus ou moins soutenue) ;

« 6° A prévenir immédiatement le directeur de la colonie (le président de la société de patronage) par télégramme ou par lettre affranchie dans le cas où le jeune homme quitterait sa maison sans autorisation (1) ;

« 7° A le ramener à la colonie (au siège de la société) dans le cas où il aurait des raisons sérieuses pour ne pas le conserver chez lui. (On peut fort bien admettre qu'un manque subit de travail survienne et il est certain qu'alors la société de patronage devrait recueillir provisoirement son pupille) ;

« 8° A n'élever aucune prétention au cas où l'administration (le directeur de la société de patronage) songerait à retirer le jeune libéré. »

Mais il faudrait que ce contrat ne restât pas lettre morte, et que l'ouvrier-patron ne puisse le violer impunément. Ici apparaît le rôle le plus délicat de la société, celui de surveillance. Pour arriver à de bons résultats, il faudrait qu'une personne fût chargée de veiller sur l'ouvrier-patron et sur l'élève, qu'elle n'eût qu'un petit nombre de patronnés à surveiller, qu'elle fût suffisamment dévouée, et assez peu occupée d'autre part pour s'occuper avec fruit des enfants qui seraient confiés à sa surveillance. Dans les plus petites communes où sont placés des libérés par la société de patronage, un comité permanent devrait fonctionner, composé des plus intelligents et des plus éclairés des citoyens. Il est évident que les directeurs

(1) Dans l'état actuel du patronage français, purement privé, nous ne savons quels moyens le président de la société de patronage aurait à sa disposition pour reprendre l'enfant échappé.

des sociétés de patronage dont le siège est forcément dans les grandes villes, à côté du tribunal ou de la cour d'appel, sont insuffisantes pour ce rôle de surveillance.

On a proposé de créer, soit une sorte de conseil de famille, soit un comité local. M. de Robernier proposait pour ce comité la composition suivante : le maire, président ; le curé, le délégué cantonal, l'instituteur de la commune, le médecin, membres. (Ce comité est, on le remarquera, en grande partie composé de fonctionnaires, car l'auteur s'occupait de cette organisation dans une étude sur la création en France du patronage légal ; la composition devrait en être un peu modifiée, notre patronage actuel étant purement privé).

Le rôle de ce comité devrait être le suivant : « Veiller à ce que la maison de l'ouvrier auquel est confié l'enfant offre toutes les garanties de moralité désirables, que ce dernier y soit bien traité, que les conditions de l'engagement contracté envers lui et envers la société de patronage soient fidèlement respectées. » Le maire serait chargé de faire tous les trois mois un rapport à la société de patronage sur la situation morale et matérielle du jeune libéré ; il recevrait ses salaires et lui remettrait seulement la quote-part que la société de patronage aurait décidé de laisser à sa disposition. Le reste serait versé par les soins du maire à la caisse de la société. Toutes ces formalités ne seraient pas très difficiles à remplir, chaque maire de petite agglomération n'ayant à s'occuper que d'un faible nombre de libérés. Un comité ainsi composé aurait le grand avantage de ne rappeler en rien une surveillance de police quelle qu'elle soit ; et c'est ce qu'il faut soigneusement éviter, car on a déjà trop de tendance à considérer

l'enfant sortant des colonies pénitenciaires comme un petit malfaiteur (1).

Selon nous, cependant, ce n'est pas au maire qu'il faudrait confier la présidence du comité de surveillance local : les maires des petites communes, qui auraient à s'occuper des placements faits à la campagne, sont souvent des paysans qui, parfois sachant à peine lire et écrire, sont fort occupés aux travaux de leurs fermes ; étant plus ou moins parents ou amis avec tous les habitants de la commune, ils pourraient avoir intérêt à ménager ceux auxquels seraient confiés des jeunes libérés. Il existe dans chaque commune un fonctionnaire instruit, n'ayant la plupart du temps aucun lien avec les habitants, étant à même cependant de les connaître et de les apprécier mieux que personne : c'est l'instituteur ; c'est à lui que nous confierions le rôle de président de notre comité de surveillance ; nous pourrions le faire aider dans ses fonctions par le curé, qui se trouve dans les mêmes conditions que lui.

Ces deux personnages seraient suffisants pour constituer le comité local d'un village. Pour une petite ville, on pourrait, comme le proposait M. de Robernier, leur adjoindre le médecin et le délégué cantonal (on choisirait celui d'un autre canton, afin d'éviter toute pression électorale).

(1) L'utilité de cette surveillance locale des jeunes libérés s'est déjà fait sentir il y a longtemps : une circulaire ministérielle du 17 février 1847 prescrivait des mesures de ce genre à l'égard des jeunes libérés qui, indépendamment de tout patronage organisé, s'étaient établis sur les communes rurales ou urbaines. Le maire devait transmettre au préfet du département les renseignements qu'il recueillait, et ce dernier les transmettait à son tour au ministre compétent.

Cette circulaire nous montre que le rôle de surveillance du maire peut exister en dehors de tout patronage légal.

Le rôle de l'instituteur et du curé ne s'arrêterait pas là : ils profiteraient de leur situation et des rapports fréquents qu'ils se verraient forcés d'avoir avec la société de patronage, pour renseigner cette dernière sur les placements qui pourraient être faits dans la commune ; il serait tout naturel qu'ils surveillassent ensuite des enfants qu'ils auraient contribué par leurs renseignements à placer, et la surveillance dont ils seraient chargés serait singulièrement facilitée par ces premières investigations (1).

2° Particularités de quelques sociétés de patronage françaises.

A. — Sociétés de Paris (2).

a) Comité de défense des enfants arrêtés et traduits en justice (3).

Le comité de défense a pour but de signaler à l'attention des pouvoirs publics les questions de répression et d'assistance relatives aux enfants, de signaler aux magis-

(1) Notons, en terminant l'étude du comité local de patronage, une curieuse disposition que nous avons rencontrée dans une circulaire de M. de Lavalette datée de 1867 : le ministre y recommandait aux sociétés de patronage de s'adresser aux comices agricoles afin d'obtenir tous les renseignements dont elles auraient besoin ; il est facile de comprendre en quoi péchait cette disposition, qui, du reste, n'eut aucun succès : si les comices agricoles sont très bien placés pour voir les résultats obtenus par les fermiers dans leur exploitation, s'ils peuvent, en toute connaissance de cause, donner aux sociétés de patronage tous les renseignements qu'elles pourraient désirer sur l'éducation professionnelle qui serait donnée aux jeunes libérés, comment pourraient-ils les renseigner sur l'éducation morale qu'ils recevraient dans telle ou telle famille ?

(2) *B. S. G. P.*, Flandin, 1888, p. 331 et suiv.

(3) *B. S. G. P.*, Bournat, 1891, p. 463.

trats les ressources qu'ils peuvent trouver dans les établissements de charité publique ou privée, d'assurer enfin aux jeunes prévenus la plénitude des garanties que la loi accorde aux adultes, et avant tout le patronage d'un défenseur.

Le comité n'est donc pas, on peut le voir par cette explication rapide de son but, une société de patronage au sens étroit du mot. Il ne se charge pas de placer les jeunes libérés et de les surveiller lorsqu'ils seront placés ; mais il y contribue souvent en fait.

b) Société de patronage des jeunes détenus et libérés
du département de la Seine (1).

Dans l'esprit de ses fondateurs, ce patronage, établi rue de Mézières, ne devait recueillir que des enfants âgés de moins de 8 à 10 ans, et issus de familles notoirement indignes.

L'explication de ces mots « notoirement indignes » nous est donnée par les statuts dans les termes suivants : « Sont en danger moral, les enfants dont les parents sont honnêtes, mais qui n'écoutent pas leurs conseils ; ceux dont les parents travaillent du matin au soir ; ceux que la maladie ou l'infirmité de leurs parents contraignent à mendier ; les garçons orphelins de père qui repoussent l'autorité paternelle ; les filles auxquelles manquent les conseils et la direction d'une mère ; les enfants qui s'éloignent de leur famille parce que le père ou la mère a convolé en secondes noces ou vit en union illégitime ; les jeunes garçons ou les jeunes filles qui quittent leurs parents avant d'avoir ter-

(1) *B. S. G. P.*, 1894, p. 687.

miné leur apprentissage; les enfants que leurs parents ont envoyés de province pour se placer dans les grandes villes et qui, perdant leur place, se trouvent sans appui; les jeunes gens qui s'expatrient. »

Le premier soin du patronage de la rue de Mézières est de se faire transmettre le signalement des enfants arrêtés. Pendant la durée de la prévention, les membres de la société font des visites à l'enfant et à sa famille; le but poursuivi est de chercher à profiter de ce que les deux éléments (famille démoralisatrice et enfant vicié) sont séparés l'un de l'autre, pour chercher à obtenir leur relèvement moral à tous les deux.

Elle reçoit ensuite, à leur sortie de la colonie, les enfants libérés tant à titre provisoire qu'à titre définitif. Elle les place et les surveille une fois qu'ils sont placés.

Notons les particularités suivantes : la société préfère multiplier les petits groupements : elle fait surveiller chacun d'eux par une mère de famille, personne charitable qui jouit de moyens d'existence suffisants pour pouvoir se passer de rémunération.

En 1893, on se mit à faire aux patronnés réunis chaque dimanche des conférences hebdomadaires; les sujets de ces conférences, et les personnes des conférenciers étaient admirablement choisis; nous remarquons en effet une conférence de M. Lacoïn sur le « courage militaire; » de M. Passey sur la « nécessité du travail; » de M. de Courcy sur les « lettres des absents; » enfin de M. Guillot sur « les obligations des patronnés vis-à-vis du Patronage. »

Dom Bosco avait fait sortir de prison, une journée, tous les jeunes vauriens détenus dans les prisons de Turin, et, sous sa propre responsabilité, les avait promenés à la cam-

pagne ; pas un d'eux ne s'était mal conduit. Les directeurs de la société de la rue de Mézières se sont souvenus de cet exemple, et ce que Dom Bosco avait pu faire, aidé par l'influence un peu surnaturelle qu'il exerçait, ils l'ont réussi grâce aux résultats mêmes de l'éducation correctionnelle : six cents enfants, patronnés par la société après leur libération de colonies pénitenciaires, prirent leurs ébats toute une journée à Gros-Bois, dans le parc du prince de Wagram. Tous eurent une conduite irréprochable (1).

(1) C. *Autres sociétés de Paris.*

Citons parmi les sociétés de patronage de Paris : 1° *Le vestiaire des petits prisonniers* (*B. S. G. P.*, p. 209, 1893), fondé en 1892 par un groupe de dames charitables qui avaient eu l'idée touchante de fournir pendant leur prévention des vêtements aux enfants arrêtés pour la première fois, afin de les préserver du froid, et de les habiller proprement à leur sortie de prison s'ils étaient l'objet d'une ordonnance de non-lieu.

2° *L'œuvre de préservation d'Argenteuil (pour les filles)*. Les dames qui font partie de cette œuvre visitent au dépôt ou dans les prisons les jeunes filles arrêtées ; elles prêtent leur concours aux magistrats et à l'administration pénitentiaire pour favoriser toutes les mesures tutélaires qui sont de nature à aider à leur sauvegarde ; elles reçoivent enfin dans leur asile d'Argenteuil celles qui ont été l'objet d'une ordonnance de non-lieu, celles qui ont été condamnées avec le bénéfice de la loi de sursis, celles qui, leur peine subie ou la durée de leur envoi dans une colonie pénitentiaire terminée, sont libérées définitivement. Elles reçoivent aussi celles pour lesquelles il leur a été possible d'obtenir une suspension de peine ou la libération conditionnelle.

L'œuvre de préservation d'Argenteuil se met en rapport avec les familles afin d'essayer d'y faire rentrer les jeunes filles après leur relèvement, si toutefois les garanties de moralité de la famille sont suffisantes. Elle rapatrie à ses frais celles dont les parents habitent la province ; enfin, elle visite les jeunes filles placées par ses soins.

Un principe absolu y est mis en application : ne jamais s'occuper de jeunes filles récidivistes ou condamnées pour affaires de mœurs.

B. — Sociétés de province.

Toutes les villes de quelque importance, même bon nombre de sous-préfectures ont aujourd'hui leur société de patronage.

Citons parmi les plus importantes les sociétés de patronage pour jeunes libérés de Marseille, de Lyon et de Toulouse. Le développement de cette dernière est dû en grande partie à M. Vidal, professeur à la Faculté de droit, lequel a su communiquer ses idées à ses élèves réellement devenus ses « disciples. » En 1896, 88 étudiants de Toulouse faisaient partie de la société de patronage.

**C. — Sociétés de patronage spéciales aux jeunes libérés
d'une seule colonie.**

La plupart des sociétés de patronage françaises, notamment celles dont nous venons de nous occuper, et la société de M. Voisin, que nous étudierons bientôt, se chargent de placer des libérés de diverses colonies ; à côté nous trouvons des sociétés de patronage ne s'occupant que d'enfants provenant d'une colonie déterminée.

Les fondateurs des écoles de réforme de Frasnès-le-Château et de Saint-Éloi (1) ont voulu suivre jusqu'au bout l'éducation des enfants qui leur étaient confiés ; pour cela ils se sont chargés eux-mêmes de placer leurs jeunes libérés, et de les surveiller après le placement.

L'école Saint-Joseph (Frasnès-le-Château) possède à Besançon un patronage dirigé par cinq religieuses. Tous les matins, les enfants quittent le patronage, chacun vêtu d'un costume approprié à son métier ; tous ceux qui le peu-

(1) Puybaraud, *Condit. enfants sortant de correction*, p. 17.

vent rentrent pour déjeuner au patronage ; un carnet de correspondance sert d'intermédiaire journalier entre le directeur de l'établissement, celui du patronage, et les ouvriers chez lesquels sont placés les enfants.

L'école Saint-Éloi a son patronage à Limoges ; il est dirigé par un honnête ménage, qui, sous la surveillance de la directrice de l'école, place les jeunes libérés et les surveille.

III. — PARTICULARITÉS DE QUELQUES SOCIÉTÉS DE PATRONAGE DE JEUNES LIBÉRÉS ÉTRANGÈRES.

Nous devons nous borner à quelques indications sommaires sous peine d'être excessivement prolixes et de sortir du cadre de notre étude.

Angleterre et États-Unis.

Nous ne trouvons dans ces pays rien de bien remarquable ; la raison en est facile à trouver : toute leur initiative s'est portée sur l'organisation des colonies pénitentiaires (écoles industrielles, écoles de truants, reformatoires) et sur l'étude des moyens les plus propres à sauvegarder l'enfant en l'arrachant, au besoin dès sa première enfance, à sa famille ; on a pensé qu'un enfant soumis à l'éducation pénitentiaire, dès l'âge de 5 ou 6 ans, et rendu à lui-même seulement à 18 ans, devait être après une aussi longue période absolument corrigé ; aussi s'est-on peu occupé de diriger et de surveiller l'enfant à sa sortie des maisons de correction.

Autriche-Hongrie.

Dans l'empire d'Autriche-Hongrie, la protection de la société de l'établissement de Marburg s'étend au temps

que les jeunes libérés de cette maison passent sous les drapeaux.

C'est surtout en Suisse, en Allemagne et en Belgique que nous trouvons des sociétés de patronage de jeunes libérés dont nous pouvons étudier l'organisation.

Suisse.

L'article 81 du Code pénal suisse (ancien) ordonnait que les jeunes détenus sortant d'une maison de correction subissent un patronage légal de 5 ans ; ce patronage devait s'exercer de deux façons : soit dans la maison de correction d'Aarbourg, soit par un placement dans des familles d'ouvriers, sous les soins et le contrôle d'une société de patronage qui réglait les conditions de leur pension et de leur apprentissage.

Les communes, afin de seconder l'œuvre du patronage, paient une redevance annuelle.

Allemagne.

Les sociétés de patronage sont constituées en Allemagne d'une façon très forte : les Allemands ont vu les graves inconvénients de notre patronage purement privé ; ils ont senti ce qu'aurait de difficile et coûteux un patronage purement légal.

Formées en union comme les nôtres, les sociétés de patronage allemandes ont leur budget spécial et sont soumises à une hiérarchie qui les met toutes sous la dépendance de cette union, mais en la laissant elle-même libre. Parmi les sociétés de patronage allemandes les plus prospères, citons celles de Francfort sur le Mein et celle de Berlin.

Société de patronage de Francfort sur le Mein (1).

Le but poursuivi par cette société est double : 1° Pendant la prévention ou pendant la durée de la peine chercher à moraliser les jeunes délinquants ; à cet effet, elle leur envoie des instituteurs et des livres, et assure l'existence de leur famille par des secours ;

2° A la sortie de la prison ou de la colonie pénitentiaire, venir en aide aux jeunes libérés, en les plaçant, en administrant leur pécule, au besoin en payant leur loyer et en leur fournissant des vêtements.

La société de patronage de Francfort sur le Mein comprend environ 1.500 membres.

Société de patronage de Berlin (2).

C'est à plus d'un millier de jeunes gens que la société de patronage de Berlin donne actuellement ses secours.

L'une des grandes causes de sa prospérité est la facilité avec laquelle elle ouvre ses rangs à tous ceux quels qu'ils soient qui se présentent, proposant de lui apporter leur appui moral, physique ou pécuniaire ; à côté de cotisations annuelles de 300 marks, des cotisations d'un mark sont admises.

Belgique.

Il existe à la tête des sociétés de patronage belges une commission royale du patronage, qui se recrute elle-même, et est composée de 29 membres : le roi doit donner son consentement à leur nomination.

(1) *B. S. G. P.*, 1895, p. 1329.

(2) *B. S. G. P.*, 1896, p. 587.

Les membres des sociétés de patronage belges qui visitent un enfant sont très respectés et très écoutés ; on ne les considère pas comme remplissant une œuvre de charité privée, mais bien comme remplissant une mission sociale.

L'État belge a une très grande confiance dans les sociétés de patronage (1) ; il se repose absolument sur elles du soin de continuer l'éducation correctionnelle commencée dans les écoles de bienfaisance ; c'est aux sociétés à rechercher elles-mêmes les familles dans lesquelles elles placeront leurs pupilles (disposition difficile à appliquer à cause des exigences de l'administration qui conserve sur eux un droit de tutelle) ; les sociétés doivent prendre des renseignements nombreux sur leur patronnés et leur faire des visites fréquentes ; un rapport annuel doit être remis par elles à l'autorité compétente.

Société de patronage de Verviers (2).

Notons différents points remarquables d'organisation :

Les dames sont autorisées à faire partie de la société ; les enfants, pour qui on peut espérer un amendement facile, sont, par les soins de la société, remis, sans passer au préalable par la maison de correction, à leurs familles, ou confiés à des patrons que l'on choisit en général parmi les ouvriers des champs. Les résultats obtenus par le patronage de Verviers sont bons ; en effet on ne trouve guère que 2 0/0 de récidives en moyenne (pour l'année qui suit le jour où les enfants lui sont confiés) ; 340 enfants ont reçu en 1894 les secours de ce patronage.

(1) *B. S. G. P.*, Mettetal, 1896, p. 770.

(2) *B. S. G. P.*, Vingtain, 1896, p. 941 ; *id.*, 1895, p. 853.

Société de patronage de Bruxelles (1).

Nous remarquons les points suivants : Le comité de la société se rend plusieurs fois l'an, en corps, aux différentes écoles de bienfaisance. La société obtient quelquefois pendant la prévention des garanties pour l'avenir chez l'enfant et chez sa famille suffisantes pour qu'il soit possible de surseoir à la mise à la disposition de l'État.

De plus un concours d'épargne a été organisé par la société entre ses pupilles.

Sans chercher à faire l'étude des institutions de patronage dans les différents pays, étude qui serait sans grand intérêt, ces institutions étant souvent fort peu développées, et très longue, faisons simplement remarquer que, dans la plupart des pays, les sociétés de patronage pour jeunes libérés sont groupées entre elles ; que de plus une « union générale » réunissant les sociétés des divers pays existe depuis quelques années. Cette union générale tient des congrès annuels, où sont discutées toutes les mesures propres à obtenir le meilleur fonctionnement des sociétés de patronage.

IV. — ENGAGEMENT MILITAIRE DES JEUNES LIBÉRÉS.

C'est à M. Voisin que revient l'honneur d'avoir créé la société de protection des jeunes détenus engagés volontaires ; il en est encore actuellement le président.

L'enfant est envoyé à M. Voisin soit par un directeur de colonie pénitentiaire, soit par un président de société de patronage. C'est donc un enfant dont l'éducation

(1) B. S. G. P., Vingtain, 1893, p. 85.

moralisatrice est déjà fort avancée : il sait lire, écrire et compter, connaît un métier. C'est, la plupart du temps, un garçon bien portant, et l'on peut considérer qu'il a totalement oublié son ancien genre de vie.

Il semble que les bureaux de recrutement devraient s'empressez d'accepter ce jeune homme, recommandé par M. Voisin, qui ne le présenterait pas, s'il ne le considérait comme ayant mérité l'honneur de servir dans l'armée : il n'en est malheureusement rien. L'autorité militaire qui, dans les premiers temps de la société, fit les plus grandes difficultés (1-2) pour recevoir les pupilles de M. Voisin, n'a pas encore cessé tout à fait son opposition, malgré les merveilleux résultats obtenus.

Refuser leur incorporation était impossible : la loi de 1872, en effet, ne prohibe l'engagement militaire que pour tout individu exclu par l'article 7 ou condamné à une peine quelconque pour vol, escroquerie ou attentat aux mœurs. La loi de 1889 dit que les jeunes gens condamnés à l'emprisonnement pour crimes, et à trois mois de prison, ou à deux peines successives pour outrage public à la pudeur, vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs ne pourront être incorporés que dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Et les enfants de la société de M. Voisin étaient des acquittés.

L'autorité militaire a cependant cherché par tous les moyens possibles à décourager M. Voisin, qui, en 1893, écrivait les lignes suivantes qui paraissent presque une déclaration de guerre : « Ce siège des bureaux de recrutement, il faut l'entreprendre. Il faut faire comprendre à l'autorité militaire comme aux tribunaux et à l'adminis-

(1) *B. S. G. P.*, 1889, p. 133.

(2) Circulaire du maréchal Randan du 12 décembre 1864.

tration que la maison de correction ne corrompt pas nécessairement l'enfant ; que, quelque défectueuse qu'elle soit, elle est infiniment préférable à la rue ; que, l'incorporation étant fatale, elle a intérêt à prêter son concours aux œuvres de relèvement et à favoriser l'engagement qui peut sauver l'enfant, plutôt qu'à le refuser, ce qui le lui ramènera plus tard plus mauvais, plus paresseux, plus affaibli par la débauche. »

L'administration militaire finira, nous l'espérons, par comprendre qu'elle a un véritable intérêt à ouvrir le plus largement possible les rangs de l'armée aux pupilles de M. Voisin ; l'enfant cesserait d'être un colon, il deviendrait un soldat, et ce titre nouveau ferait oublier son passé (1).

On ne saurait du reste trop admirer les résultats merveilleux obtenus par la société de M. Voisin : au 31 décembre 1895, elle comptait 703 jeunes libérés dans l'armée ; parmi eux il y avait 330 excellents sujets et 258 bons sujets (soit 588 bons soldats sur 703) ; 128 avaient un grade.

Nous constatons de pareils résultats pour les autres années (2).

En 1890, sur 642 engagés, 236 avaient une très bonne conduite, 288 une conduite satisfaisante. Depuis l'année précédente, alors que le nombre des patronnés n'augmentait que de 183, ceux dont la conduite était bonne ou très bonne avait augmenté de 327 !

En 1893, sur 592 enfants engagés, 477 avaient une con-

(1) M. Puybaraud écrit : M. Voisin « a deviné que l'enfant coupable dépouillerait le passé en endossant l'uniforme de soldat, cet uniforme sous lequel disparaissent les inégalités sociales et qui fait de celui qui le porte un être neuf. » *Condit. enf. sortant de correction*, p. 21.

(2) Voyez *B. S. G. P.*, 1889, p. 124 ; 1894, p. 1089 et suiv. ; 1893, p. 824 et suiv.

duite très bonne ou bonne (238, conduite très bonne, 239, conduite bonne) et 115 seulement, une conduite médiocre ou mauvaise. Veut-on savoir les grades obtenus au cours de cette même année 1893 par les pupilles de M. Voisin ? Nous trouvons :

2	sous-chefs de musique ;
4	adjudants ;
1	maréchal des logis chef ;
1	sergent-major ;
5	maréchaux des logis ;
23	sergents ;
9	brigadiers ;
64	caporaux.

109

Soit 109 gradés sur 592 jeunes gens engagés, et nous ne comptons pas les soldats de première classe, les tambours, les sapeurs, etc.

En 1896, sur 700 jeunes gens engagés par les soins de M. Voisin nous en trouvons 300 très bons, 303 bons, soit 603 bons soldats.

En 1897, la société des jeunes détenus engagés volontaires patronnait 2.378 pupilles ; elle leur avait donné 100.000 francs de livrets de caisse d'épargne (1).

Bon nombre de jeunes gens engagés par M. Voisin ont trouvé dans l'armée la famille qui leur avait toujours

(1) Puybaraud, *Cond. des enfants sortant de correction*, p. 27. En 1890, le directeur de la colonie de Saint-Hilaire eut la noble idée de rechercher le nom de ses anciens colons morts à l'ennemi ; il en trouva 13 de 1881 à 1889 ; une plaque commémorative fut inaugurée dans la colonie. En 1895, pareille cérémonie eut lieu aux Douaires. D'autres colonies doivent suivre cet exemple.

manqué ; certains sont maintenant officiers. En 1897, 27 rengagements étaient signés par d'anciens pupilles des colonies pénitenciaires. Quant à ceux qui, leur engagement fini, rentrent dans la vie civile, M. Voisin a justement pensé qu'il ne devait pas les abandonner. « Les jeunes détenus confiés à nos soins, disait-il en 1896 dans un discours prononcé par lui au comité de défense de Marseille, ne sont pas perdus de vue pendant les années qui suivent la libération du service militaire, la sortie de leur patronage et leur reclassement dans la société. »

M. Voisin aide à ce reclassement de toutes les façons qui sont en son pouvoir, notamment en remettant au pupille, à sa sortie du régiment, son livret de caisse d'épargne que la société avait conservé pendant la durée de son engagement. Les gratifications que la société lui a accordées pendant son séjour au régiment y ont été inscrites. La société des jeunes libérés engagés volontaires cherche aussi pour ses patronnés d'honnêtes ouvriers qui les emploieront à la fin de leur engagement militaire.

V. — LE PATRONAGE DES JEUNES LIBÉRÉS DOIT-IL ÊTRE ORGANISÉ PAR LA LOI OU LAISSÉ À L'INITIATIVE PRIVÉE ?

L'article 19 de la loi de 1850 ordonnait, nous l'avons vu, que les jeunes colons fussent à l'époque de leur libération placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois années au moins.

Qu'entendait-on par ces mots : patronage de l'Assistance publique ? La loi de 1850 conférait-elle à l'État sur une certaine classe de libérés mineurs une autorité en vertu de laquelle il pourrait les placer sous un patronage obligatoire jusqu'à leur majorité ?

Le 4 juin 1853, un avis collectif des ministres de la justice et de l'intérieur, adressé sous forme de circulaire à tous les préfets de l'Empire, a résolu la question en ce sens ; le rapport de M. Corne au Corps législatif, sur lequel fut votée la loi de 1850, semble donner cette solution (1).

Aucun chapitre spécial ne fut cependant créé au budget pour organiser la branche du service des enfants assistés qui aurait été chargée des nouveaux services. La faute en était un peu à M. Corne lui-même, qui, tout en se prononçant très nettement pour le patronage obligatoire de l'État, paraissait, dans un discours prononcé par lui à la séance du Corps législatif du 3 juillet 1850, ne le considérer que comme un concours bienveillant donné au père, par suite n'entraînant que de très légères obligations et ne devant pas nécessiter la création d'un personnel nouveau ; une circulaire ministérielle, préparée de concert par l'administration pénitentiaire et la direction de l'Assistance publique, devait inviter les préfets à assurer, par l'intermédiaire des services d'enfants assistés ou appartenant à la catégorie des enfants moralement abandonnés, la surveillance des enfants placés par l'administration pénitentiaire chez des particuliers ou confiés à des sociétés de patronage.

Comme rien n'intervint, on prit l'habitude de considérer l'article 19 de la loi de 1850 comme inexistant ; les rares sociétés de patronage qui se fondèrent n'obtinrent qu'exceptionnellement une aide, qui resta toujours purement officieuse, de l'État ; aujourd'hui toutes les sociétés de patronage françaises sont encore purement privées.

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 27.

Le but de la loi de 1850 n'a donc pas été rempli ; c'était pourtant une idée juste et salutaire qui avait dicté la disposition de l'article 19. « On voulait opérer la transplantation de l'enfant, c'est-à-dire le retirer de l'ingrat domaine pénitentiaire pour le replacer à sa rentrée dans la société sur le terrain favorable de la charité (1). »

On avait choisi cette durée de trois ans pour la raison suivante : c'est surtout pendant les trois ou quatre premières années qui suivent la sortie de la colonie pénitentiaire que l'enfant a le plus de tendance à récidiver ; on a pensé avec juste raison que c'était pendant ces mêmes années qu'il fallait le surveiller soigneusement.

Les trois systèmes suivants ont des partisans :

- 1^o Patronage légal et obligatoire ;
- 2^o Patronage privé et facultatif ;
- 3^o Patronage privé, mais obligatoire et avec le concours de l'État.

1^{er} Système.

« C'est à l'État seul, écrit M. de Robernier (2), qu'appartient le droit de suppléer à la tutelle absente ou de se substituer à la tutelle corruptrice. »

Dès lors que la justice ordonne qu'un enfant soit placé dans une colonie pénitentiaire, c'est que l'État entreprend son éducation à la place de la famille indigne ; il doit donc la continuer jusqu'au bout, puisqu'il a retiré l'enfant à la famille qui aurait dû l'élever ; la tutelle de l'État s'exerce par le gouvernement et ses délégués sous le titre de patronage administratif des jeunes libérés ; cette tutelle affecte

(1) Puybaraud, *Cond. des enfants sortant de correction*, p. 42.

(2) De Robernier, *Patronage légal*, p. 8.

le jeune homme de plein droit par le seul fait de son envoi en correction judiciairement prononcé, et elle le suit du jour de sa libération à sa majorité légale (1). C'est à cet âge, en effet, que cessent toutes les tutelles.

L'envoi en correction, disent nos auteurs, emporte « délégation de la puissance paternelle à l'État. » Ceci est aller trop loin : ils l'ont senti. Aussi proposent-ils l'explication suivante : Le juge, dès qu'il a prononcé que l'enfant était non coupable, est investi par le législateur d'une mission étrangère à ses fonctions normales : il devient l'arbitre du gouvernement de la personne du mineur ; il est compétent, grâce à ce qu'il vient de voir et d'entendre pour décider ce qu'il doit faire de l'enfant ; il prononce comme un conseil de famille souverain, s'il le juge utile, une véritable destitution de la tutelle antérieure et lui substitue une tutelle dative déferée de par la loi à l'administration. « Ici, disent-ils encore (2), il n'est question que des mineurs ; or, dans un état civilisé, point de minorité sans tutelle ; point de tutelle sans autorité ; point d'autorité sans dépendance corrélatrice ; point d'autorité qui, à défaut de l'autorité naturelle de la famille ou quand celle-ci est subversive pour l'État, ne revienne à l'État tuteur, de lui-même, de l'intégralité des citoyens. »

Quand la famille mérite que l'enfant lui soit remis, cette tutelle ne s'exerce pas, mais nous rencontrons ici une idée très pratique ; elle ne disparaît pas définitivement, et, si la famille cesse de se montrer digne de la confiance qu'on lui a témoignée, la tutelle de l'État reprend ses droits.

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 46.

(2) De Robernier, *Patronage légal*, p. 110.

Dans les cas où, la famille ayant démérité, la tutelle de l'administration s'exerce, l'enfant est élevé dans des écoles d'une nature spéciale (les colonies pénitenciaires) qui doivent forcément, dans ce système, appartenir à l'État.

Si, pour une raison ou pour une autre (libération anticipée, engagement militaire), l'enfant quitte la colonie pénitenciaire avant 21 ans, la tutelle administrative s'efface, mais pour reparaitre si, avant que l'enfant ait atteint l'âge de sa majorité, le besoin s'en fait sentir.

Par qui sera exercée cette tutelle ?

L'Assistance publique était le tuteur désigné par la loi de 1850 ; l'on faisait ainsi définitivement sortir l'enfant du terrain pénitenciaire pour le placer sur le terrain de la charité ; c'était effacer la trace de son passé.

Telle nous semble aussi être l'idée des partisans de la doctrine que nous exposons. « Ne confiez pas, écrivent-ils, la surveillance des sociétés de patronage aux inspecteurs des prisons. C'est déjà trop peut-être que dans les services de ces fonctionnaires aient été comprises les maisons d'éducation correctionnelle. »

Organes du patronage légal.

a. On créerait à la tête de ce service, au ministère de l'intérieur, un *bureau du patronage administratif des jeunes libérés* (1) ; ce serait une institution beaucoup plus précise et beaucoup plus protectrice que l'Assistance publique.

Le rôle de ce bureau serait de centraliser l'action des comités administratifs dont nous parlerons tout à l'heure. Il approuverait ou infirmerait leurs décisions sous l'autorité

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 50.

du ministre de l'intérieur, préparerait et soumettrait à l'autorité ministérielle les projets de règlements concernant les jeunes libérés.

b. L'administration locale serait exercée par les *comités administratifs* composés de 18 membres (1) (parmi eux le préfet, le premier président de la cour d'appel, l'évêque, le procureur général, le recteur d'académie, le maire, le président du tribunal de commerce et de la société d'agriculture, un médecin); les fonctions de commissaire rapporteur seraient remplies par un employé de la préfecture qui recevrait pour cela un supplément de traitement.

Ces comités administratifs seraient chargés chacun d'une circonscription qui embrasserait autant que possible le département dont la maison de correction reçoit les jeunes détenus. Ses pouvoirs comprendraient dans cette circonscription la plénitude de la tutelle patronale.

Ce comité administratif se réunirait tous les trois mois; un sous-comité de cinq membres aurait des réunions plus fréquentes (2).

Au-dessous de ces comités administratifs seraient établis des *comités locaux* (3-4) qui existeraient dans toute commune où seraient placés un ou plusieurs patronnés; ce comité local, comme le comité administratif, ne comprendrait que des fonctionnaires: le maire, le curé, le délégué cantonal, l'instituteur, le médecin de l'hôpital de la commune.

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 52.

(2) De Robernier, *Pat. légal*, p. 57.

(3) De Robernier, *Pat. légal*, p. 60, 61.

(4) Nous avons déjà parlé, dans notre étude générale du patronage en France, de ces comités locaux; nous en dirons aujourd'hui quelques mots au point de vue spécial qui nous occupe.

Le maire devrait faire tous les trois mois un rapport au comité administratif; il recevrait les salaires, remettrait aux patronnés la part qui serait laissée à leur disposition et ferait verser le reste à la caisse du comité administratif; il serait enfin chargé de pourvoir dans sa commune, sauf ratification du comité local, au placement des jeunes libérés.

Que deviendraient dans ce système les admirables institutions créées et soutenues par le patronage privé qui fonctionnent actuellement? Les membres actuels des comités de patronage seraient admis, mais à titre purement consultatif, dans le comité administratif (1). La mission spéciale de ces membres libres — ainsi les nomme-t-on — est de concourir (chacun pour un ou plusieurs patronnés) à leur placement et à la surveillance de leurs intérêts moraux et matériels dans la localité où ces membres libres auront leur établissement ordinaire ou leur établissement moral.

Ce serait faire des membres du patronage privé en quelque sorte les employés en sous-ordre du patronage légal. Nous savons tous combien la charité privée française possède ce caractère dominant du tempérament national : l'indépendance ; la mesure dont nous parlons aboutirait certainement à abolir tout concours des particuliers à l'œuvre du patronage des jeunes libérés.

c. Le système du patronage légal dont nous parlons se compléterait par la création d'*asiles patronaux* (2) destinés à recueillir les jeunes libérés pendant les périodes de maladie, de chômage, ou lorsqu'ils attendraient leur

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 59.

(2) De Robernier, *Patronage légal*, p. 24, 48.

placement. Le directeur de la colonie pénitentiaire dirigerait aussi l'asile patronal qui serait placé près de la colonie, mais les services de ces deux établissements seraient totalement différents. Le travail se ferait à l'asile patronal par ateliers ; un salaire modique serait gagné par le patronné, qu'on placerait du reste autant que possible au dehors. Dans ce dernier cas, une retenue serait faite sur le salaire qui lui serait alloué par l'ouvrier chez lequel il serait placé ; cette retenue profiterait à l'asile.

Chaque libéré présent ou absent aurait à l'asile une petite armoire dont il garderait la clef.

d. Dans le système dont nous nous occupons, le patronage s'exercerait encore après la majorité du jeune libéré, mais à titre purement facultatif.

Fonctionnement du patronage légal.

Le sous-comité administratif de la circonscription prendrait connaissance de l'état moral et physique de chaque colon, quelque temps avant l'époque de sa libération ; il chercherait aussi à savoir le sort qui l'attendrait dans sa famille ; il produirait de ces chefs un rapport au comité administratif qui déciderait si le colon devrait à sa libération être remis à sa famille ou confié au patronage, sauf approbation de ces mesures par l'autorité centrale. Les maires seraient invités par des circulaires préfectorales à fournir aux comités administratifs tous les renseignements utiles sur le nombre et le mode de placement qu'il serait possible de faire dans leurs communes respectives ; ils transmettraient les demandes de services aux comités administratifs en y joignant l'appréciation des comités locaux.

Lorsque le placement aurait été opéré, les maires fe-

raient aux comités administratifs des rapports sur la conduite des enfants ; c'est sur le vu de ces rapports que les comités jugeraient qu'il y a lieu d'accorder aux patronnés des récompenses ou de leur infliger des punitions ; les punitions ne sauraient du reste être infligées au patronné que par le comité jugeant en assemblée générale ; les mesures urgentes seules pourraient être prises par le sous-comité, sauf ratification ultérieure du comité ; ce dernier pourrait prononcer la privation partielle ou totale de l'argent de poche et le rappel à la maison d'asile ; le ministre seul aurait le droit de prononcer une réintégration au pénitencier et une privation de pécule, qui ne pourrait toutefois être prononcée qu'au cas de désertion.

Autres systèmes.

Si les auteurs ont reconnu sans difficulté que le patronage obligatoire serait une chose fort sage et fort utile, beaucoup d'entre eux ont protesté contre l'accaparement de ce patronage par l'État : MM. de Breffulhat, Louiche-Desfontaines sont de cet avis ; M. Rivière se déclare partisan du patronage privé et demande que, loin de l'affaiblir, on le fortifie en donnant aux sociétés privées le droit de tutelle (1), mais il n'en repousse pas pour cela le patronage de l'État, dont il voudrait voir le pouvoir s'allier au « cœur de la charité privée. » Le congrès de Saint-Pétersbourg qui se réunit en 1890 se déclarait franchement partisan du patronage privé, et demandait que, pour lui venir en aide, le clergé tendît une fois par an la main dans les églises. Le congrès de Chicago de 1893, repoussant toute direction de l'État, sauf pour les alcooliques, demandait

(1) B. S. G. P. Voir Brueyre, 1897, p. 543.

son aide pour le patronage des jeunes libérés. « La bienfaisance, lisons-nous dans les décisions de ce congrès, doit faire appel à l'autorité de l'État, de la religion, aux influences des sociétés et au dévouement des particuliers, mais elle ne doit s'inféoder à aucune de ces influences ; elle doit rester libre et indépendante de façon à être en mesure de surveiller et d'unir les droits de l'État et de la religion aux efforts des associations et des individus. La bienfaisance, pour être efficace, doit toujours être guidée par une connaissance personnelle des besoins qui demandent satisfaction. »

Ici, en effet, nous touchons à l'un des points faibles du patronage légal ; celui-ci, en effet, ne connaît pas assez « les besoins qui demandent satisfaction. » Nous trouvons la conséquence fort bien déduite par M. Louiche-Desfontaines : *Le patronage privé a moins de chance d'être trompé et coûte moins cher.* « L'État, disait M. Corne dans son rapport au Corps législatif sur la loi de 1850, ne peut commander à ses fonctionnaires la chaleur d'âme, le zèle religieux qui font tout le succès des œuvres privées (1-2). »

Si cette infériorité existe, nous répondront les partisans de la doctrine que nous avons précédemment exposée, elle est compensée dans le système du patronage administratif par de grands avantages.

Étant d'une part un des rouages de l'État lui-même, le

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 113. « Pour s'intéresser au progrès de nos libérés dans le bien et surtout pour s'en faire aimer, écrit M. de Marsangy, et leur faire aimer la surveillance dont ils sont l'objet, il faut être mû par un profond sentiment de compassion et d'amour du prochain, il ne faut pas accomplir en cela les prescriptions de son devoir, il faut y mettre son dévouement, son cœur et sa tendresse, non pas seulement un zèle de fonctionnaires. »

(2) *B. S. G. P.*, Thiry, 1894, p. 860.

patronage administratif est toujours certain de participer à sa durée et à ses ressources, et de ne pas se voir forcé d'abandonner à un certain moment son œuvre par suite du ralentissement de la bonne volonté et de la charité privées (1).

Puis le patronage administratif offre d'autres garanties dans son fonctionnement que le patronage privé : « Dans vos sociétés, des coopérations distraites indolentes ou insoucieuses en arrêtent le jeu... nous avons au contraire, nous, trouvé sur toute l'échelle la garantie de la responsabilité des fonctions elles-mêmes, nous avons pu appliquer le principe d'égalité de condition entre tous les patronnés ; de plus il ne s'agit plus ici de chatteries féminines ni de câlineries enfantines, mais bien d'une direction sérieuse et virile, d'une destination laborieuse, dont la sentimentale bénignité gênerait les sévères perspectives (2). »

Est-il utile de faire remarquer que l'on peut avoir du cœur (et nous avons vu que c'était là une grande qualité de la charité privée) sans être faible. Nous avons vu fonctionner le patronage français des jeunes libérés, patronage exclusivement privé, et nous ne croyons pas que l'on puisse accuser les directeurs de sociétés de faire usage de chatteries féminines ou de câlineries enfantines.

La première objection au contraire est malheureusement juste : les sociétés de patronage de province ont éprouvé pour se développer les plus grandes difficultés, parce qu'elles n'étaient pas sûres du lendemain. La société de patronage des jeunes libérés du département de la Seine eut elle-même besoin de l'assistance du gouvernement

(1) De Robernier, *Patronage légal*, p. 18.

(2) De Robernier, *Patronage légal*, p. 122, 123.

en se faisant déclarer institution d'utilité publique, ou en empruntant l'ancien dépôt de la Roquette pour installer ses patronnés.

Quelle sera notre conclusion ? Nous voudrions que l'État donnât aux sociétés de patronage privées de jeunes libérés l'aide que nous avons demandé qu'il accorde aux colonies pénitenciaires privées. « L'État, écrivions-nous, à la fin de notre dernier chapitre, devrait profiter le plus possible de toutes ces bonnes volontés qui ne lui coûteraient rien et sur lesquelles il conserverait son droit de surveillance. Comme les colonies pénitenciaires, les sociétés de patronage soutenues par l'État prospéreraient rapidement, et bientôt l'État n'aurait plus besoin de leur venir en aide ; sa mission de surveillance subsisterait seule.

Mais, pour arriver à ce résultat, il serait indispensable que le patronage des jeunes libérés devint obligatoire ; un décret indiquerait dans quelles limites, suivant quelles données générales les sociétés de patronage des jeunes libérés pourraient agir. Ce décret serait le pendant du décret de 1869 qui réglemente les colonies pénitenciaires ; il faudrait que comme lui il posât nettement des règles générales, que comme lui aussi il laissât dans les points de détail place suffisante à l'initiative privée.

§ II. — RÉSULTATS DE L'ÉDUCATION CORRECTIONNELLE DU JEUNE DÉLINQUANT PAR LE TRAVAIL.

Nous avons maintenant examiné les différentes étapes de l'éducation moralisatrice de l'enfant délinquant ; voyons maintenant les résultats obtenus, examinons si l'éducation correctionnelle a donné ce qu'on croyait pouvoir attendre d'elle, si au contraire le principal facteur de cette éduca-

tion correctionnelle, la colonie pénitentiaire, n'a été, ainsi que certains l'ont prétendu, qu'une école de vice.

Nous nous garderons bien de baser nos observations sur l'enfant qui vient de sortir de la colonie pénitentiaire : on pourrait trop facilement nous objecter que l'influence de l'éducation donnée à l'enfant dure encore, alors que, dans quelques mois, elle se sera évanouie. Celui que nous étudierons, ce sera l'enfant déjà rendu depuis plusieurs années à la liberté.

Voyons d'abord ce qu'il serait devenu si sa première faute avait été punie de quelques jours de prison, ou s'il avait été acquitté purement et simplement. Il suffit de considérer le nombre relativement considérable de voleurs et d'assassins âgés de quinze à vingt ans que l'on a jugés pendant ces dernières années ; tous ont un passé de fautes : vols impunis, meurtres ignorés, ou bien condamnations à quelques jours de prison, acquittements avec envoi pour quelques semaines dans une colonie pénitentiaire.

Presque tous ces enfants ont été perdus faute d'une peine appliquée à temps ; c'est pour cela qu'ils iront peupler les bagnes et grossir les bataillons de discipline.

Que devient au contraire l'enfant qui, dès sa première faute, a été envoyé pour plusieurs années dans une colonie pénitentiaire ? Dès le jour de son arrestation on aura cherché à l'arrêter dans sa marche vers le mal : on l'aura essayé, nous l'avons vu, en lui donnant un travail forcé, mais rémunérateur, image du labeur auquel il devra se livrer plus tard quand il sera rendu à la vie libre, et auquel il faut chercher dès à présent à l'habituer. Dans la maison de détention préventive, ce travail n'aura été pour l'enfant qu'une occupation de l'esprit et du corps, destinée à amener une saine fatigue qui mâte les mauvais instincts et dissipe les

idées perverses ; dans la colonie pénitentiaire, il est devenu réellement un apprentissage du travail de l'ouvrier libre, travail physique aussi bien que moral compris au sens large du mot latin *labor*, « tout ce qui est contraire à l'oisiveté. »

Rendu à la vie libre, cet enfant a été aidé par une société de patronage qui l'a placé chez des ouvriers, ou lui a fait contracter un engagement militaire.

Nous baserons nos observations sur des jeunes libérés sortis depuis plusieurs années de la colonie pénitentiaire, soldats ou ouvriers.

De nombreuses lettres, aussi bien de patrons que de libérés, nous montrent que la plupart des anciens colons cherchent à se montrer dignes de la liberté qui leur a été rendue (1). Sans doute l'on pourrait nous objecter que ces

(1) *Lettres tirées du Livre d'or de Mettray.*

Lettre d'un enfant sorti de Mettray le 4 août 1894 à son ancien directeur (écrite le 17 février 1895) :

Je vous dirai que je ferai mon possible pour venir faire un voyage jusqu'à Tours où je serais heureux de revoir les lieux où j'ai passé une partie de ma jeunesse, et de vous remercier de vive voix d'avoir fait de moi un homme sérieux qui n'aspirera qu'à une chose, amasser un peu de pain pour sa vieillesse.

Lettre d'un enfant sorti le 14 décembre 1894 (écrite le 26 mars 1895) :

... Voici trois mois que je vous ai quitté, et depuis ce temps, pas un jour ne s'est écoulé sans que je pense à vous. Fier et heureux de pouvoir me suffire par mon travail, je fais remonter la source du plaisir que j'en ressens aux bons préceptes que vous avez su m'inculquer...

Lettre d'un colon sorti le 19 février 1844 (écrite le 2 juillet 1895) :

Mon digne bienfaiteur, si un colon est reconnaissant des bons conseils qu'il a reçus dans son enfance, c'est moi : depuis 51 ans que j'ai quitté la colonie il n'y a pas de jour que ma pensée ne s'envole vers elle. Et dire que je ne la reverrai peut-être jamais, pourtant je serais si

lettres, bien que très belles, et ayant dans leurs formules souvent maladroites et naïves toute apparence de sincérité, ne prouvent pas grand'chose ; que, si quelques pupilles se rappellent avec émotion leur ancienne maison, cela ne prouve nullement que la plupart des élèves des colonies pénitenciaires soient devenus des honnêtes gens et de bons ouvriers.

heureux si je pouvais m'y rendre, afin de m'y agenouiller sur la tombe de M. Demetz, de M. de Courteilles et de M^{me} la comtesse de Nanteuil.

Lettre d'un colon sorti le 11 août 1870 (écrite le 25 novembre 1895) :

J'ai l'honneur par la présente de solliciter de votre haute bienveillance l'autorisation de me rendre à la colonie le dimanche 15 décembre prochain ; en ma qualité d'employé de chemin de fer, je voyage gratuitement, et ce serait un grand plaisir pour moi, après 25 ans, de revoir le lieu de ma naissance.

(Les lettres de ce genre pullulent dans le livre d'or de Mettray. N'importe quelle colonie pourrait en montrer l'équivalent. Voir les lettres écrites au directeur de la colonie des Douaires, citées par M. Puybaraud, *Cond. enf. sortant de correction*, p. 22). |

Lettres de parents ou d'ouvriers-patrons aux directeurs de la colonie.

Un père écrit :

Monsieur le Directeur, je suis heureux de pouvoir vous dire que votre ancien élève ne laisse rien à désirer sur la conduite et sur son travail : il est auprès de nous placé en condition pour l'agriculture.

L'inspecteur des enfants assistés du Pas-de-Calais écrit à M. Cluze :

24 août 1896.

Je suis heureux de vous faire connaître que L... nous donne toute satisfaction ; il apprend le métier de boulanger, et son patron est très content de lui : sa conduite est excellente et il est économe. »

Le père d'un pupille sorti depuis deux ans de la colonie écrit :

Le 8 décembre 1897.

Albert se porte bien, il est très fort et ses maîtres sont contents de son travail, et nous aussi. C'est grâce à vous qu'il est honnête...

.....
Terminons ces citations par une lettre d'un jeune libéré : lettre fort touchante et qui montre mieux que de longues phrases tout ce que l'on peut obtenir à l'aide de l'éducation correctionnelle par le travail.

Nous répondrons à cette objection que ces lettres émanent de la presque totalité des libérés ; nous montrerons surtout les résultats renfermés dans les statistiques.

Nous ne saurions mieux faire que de résumer celles que M. Puybaraud a produites à l'appui de son rapport sur les résultats de l'éducation correctionnelle en France ; il a pu, grâce à sa situation, puiser à des sources que nous ne saurions connaître ; il a dû certainement, grâce à son expérience, en tirer le meilleur parti possible ; il a eu l'idée très ingénieuse d'établir ces statistiques à la fois sur des colonies pénitenciaires publiques et privées, de genre et d'éducation différents ; il les a établies pour une durée de quatre ans après la sortie de la colonie. Cette durée de quatre années a été choisie par l'auteur comme la plus propre à donner des résultats exacts pour le calcul de la récidive. En effet : 1^o Le chiffre de la récidive augmente pendant les quatre années qui suivent la sortie de la colonie pénitenciaire, et s'accroît surtout de la troisième à la quatrième année ; 2^o il n'augmente plus après la quatrième année (1).

Cette lettre est datée du 25 décembre 1896, deux ans après la libération du colon : « J'aurai le plaisir, écrit-il à M. Cluze, de vous envoyer, le 1^{er} janvier, une somme de 15 francs, pour qu'elle soit répartie entre les deux colons qui ont fait preuve, un de l'atelier des peintres par son travail et sa conduite, l'autre de la famille A. J'attends votre décision et votre acquiescement pour les envoyer. »

(1) Puybaraud, *Cond. des enfants sortant de correction*, p. 46. [résumé].

Fin de la	Douaires.	Mettray.	St-Maurice.	Ste-Foy.	Bologne.
1 ^{re} année		8.33 %			
2 ^e —		18.26			
3 ^e —	31.81 %	22.66	37.83 %	14.28 %	21.62 %
4 ^e —	38.96	36	48.75	30	27.58
5 ^e —		37.10			
7 ^e —		37.50			

Ceci exposé, voyons les résultats obtenus :

Les Douaires, colonie publique, comprenant surtout des enfants d'origine campagnarde, ont donné les résultats suivants : sur 77 enfants sortis en 1892, 30 étaient à la fin de 1896 passés à nouveau en jugement : donc une récidive de 38.96 % au bout de quatre années.

A Saint-Maurice, colonie publique recevant surtout des enfants d'origine urbaine, l'auteur a trouvé, sur 80 jeunes gens sortis en 1892, 39 récidivistes à la fin de 1896, soit une récidive de 48.75 % pour le même laps de temps.

Pour Mettray, colonie privée catholique, composée à peu près par moitié d'enfants d'origine urbaine et rurale, sur 100 jeunes gens libérés en 1893, 36 avaient récidivé à la fin de 1896, soit une récidive de 36 %.

A Sainte-Foy, colonie privée protestante, appliquant le principe des effectifs restreints, nous trouvons une récidive de 30 %.

La colonie de Bologne, colonie privée industrielle, où l'on n'envoie guère que des petits Parisiens, donne pour la même période une récidive de 27.58 %.

Reprenons ces résultats : nous remarquons d'abord que ce sont des colonies privées, Bologne, Sainte-Foy, Mettray, qui obtiennent la récidive la moins élevée ; nous voyons ensuite qu'en faisant la moyenne des chiffres ci-dessus, nous trouvons 36.25 ; on peut donc dire en définitive que, sur 100 jeunes gens soumis en France à l'éducation correctionnelle, 35 environ ne sont pas corrigés.

Ce résultat est-il satisfaisant ? Il nous est difficile d'établir des comparaisons avec les statistiques des autres pays qui sont dressées de façons très différentes de la nôtre. Nous devons donc nous demander, ce que ces enfants seraient

devenus si nous ne nous étions pas occupés d'eux : (1) « N'avons-nous pas perdu notre temps ? Non, nous ne l'avons pas perdu. N'oublions pas que tous ces enfants ont été recueillis, je dirai presque ramassés même au pied des tribunaux ; c'est la totalité, c'est 100 pour 100 de vauriens, de coupables (quoique le mot ne soit pas juridiquement exact) qui nous ont été confiés ; nous les avons élevés, redressés et au bout de 3 ans, de 4 ans, ce sont 65 de ces $100/100$, de cette totalité, qui ont su se préserver grâce à nous du délit et du crime. Somme toute, ce sont les $2/3$ que nous avons sauvés, rendons-leur justice, qui se sont sauvés au milieu des difficultés et des périls de la vie libre. »

Cela est très vrai, l'éducation correctionnelle par le travail a sauvé les $2/3$ des petits dévoyés qui lui ont été confiés. Cette récidive ne pourrait-elle pas encore être réduite, et quels moyens serait-il bon d'employer pour cela ?

Au cours de notre étude nous avons essayé de montrer les réformes urgentes que l'on pourrait accomplir avec peu de temps et d'argent. Nous avons indiqué les moyens que nous proposons pour accomplir ces réformes. Nous avons noté aussi des réformes plus complètes, plus coûteuses ; nous avons énoncé celles-ci sous forme de vœux ; peut-être certains les traiteront-ils d'utopies... Nous pensons qu'elles sont toutes réalisables, que toutes sont utiles, et que le plus grand nombre est nécessaire.

Nous souhaitons que l'administration pénitentiaire s'occupe de réaliser les premières aussi vite que possible,

(1) Puybaraud, *Condit. des enfants sortant de correction*, p. 54.

qu'elle mette les secondes à l'étude ; c'est de cette façon seulement que l'on peut espérer d'arriver à cette solution qui intéresse au plus haut point l'avenir de la France : l'abaissement de la récidive des jeunes délinquants.

CHAPITRE COMPLÉMENTAIRE

Par quels moyens pourrait être évitée la démoralisation de l'enfant ?

Nous voudrions chercher de quelle façon il serait possible d'éviter à l'enfant le stigmate de la faute commise et de tout ce qu'elle entraîne ; pour cela il suffirait en général de lui cacher les mauvais exemples, et de lui donner une sage éducation, une instruction raisonnée. Les moyens que nous préconisons pour y arriver sont les suivants : arracher l'enfant à sa famille dès qu'elle est reconnue mauvaise, et lui donner une famille si la sienne est inconnue ; l'élever dans un milieu sain et éducateur (l'école).

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

C'est la loi du 24 juillet 1889 qui réglemente actuellement cette matière.

Cette loi a le tort de ne permettre la déchéance de la puissance paternelle que lorsque le mal est fait, quand les parents ont commis une faute pour laquelle ils ont été punis ; il faudrait multiplier beaucoup les causes de déchéance de la puissance paternelle, établir des cadres très larges dans lesquels l'appréciation des juges pourrait s'exercer. Il devrait suffire que la famille devint un dan-

ger pour la société pour que la loi permit de lui retirer le droit de puissance paternelle (1).

La loi de 1889 a un autre inconvénient fort grave ; la déchéance s'applique aux droits des parents sur tous leurs enfants, et la jurisprudence admet que depuis la promulgation de cette loi les tribunaux n'ont plus le pouvoir, qu'ils avaient avant, de retirer aux parents indignes le droit de garde sur un ou plusieurs de leurs enfants.

Les articles 9, 11, 12, 13 de notre loi règlent la tutelle des enfants dont les parents ont été déchus ; ces dispositions laissent malheureusement de côté les enfants naturels non reconnus. Certains de ces enfants, complètement abandonnés, sont élevés par l'Assistance publique ; la plupart vivent tant bien que mal chez leurs père et mère. On a proposé de donner en tant que de besoin leur tutelle à l'Assistance publique. Ce ne serait pas notre avis ; car ce système qui aurait l'inconvénient d'être purement administratif est fort coûteux. Nous inspirant des propositions diverses faites (2) pour cette organisation des tutelles, nous demandons l'essai du système suivant : Le greffier de paix (qui pourrait au besoin recevoir une rémunération sur les fonds du département pour cette tâche spéciale qui lui incomberait) serait chargé de répartir les tutelles entre les personnes de bonne vo-

(1) Citons dans ce sens une proposition de M. Lucipia, au congrès de Genève de 1896 : « Le congrès, considérant que la loi civile impose aux père et mère l'obligation d'élever, d'entretenir et de nourrir leurs enfants ; considérant que, si les parents sont dans l'impossibilité de remplir leurs devoirs, la charge de l'enfant incombe sans conteste à la société... »

(2) M^{me} des Ménards, *B. S. G. P.*, 1897, p. 125 ; Tommy-Martin, *B. S. G. P.*, 1896, p. 440 ; Le Bourdelès, *B. S. G. P.*, 1896, p. 441. Projet de loi de M. Béranger.

lonté qui accepteraient de s'en charger, lesquelles formeraient une société présidée par le juge de paix. La société des tuteurs nommerait la moitié des membres d'une commission cantonale qui serait le conseil de famille de ces mineurs; l'autre moitié serait nommée par le préfet. Les tuteurs seraient dispensés de l'hypothèque légale.

Ainsi pourrait-on arriver à préserver de commettre le mal le grand nombre d'enfants naturels non reconnus qui passent tous les ans devant les tribunaux (1).

L'ÉCOLE.

Un adage bien connu s'exprime ainsi : « Qui ouvre une école ferme une prison. » Il faut toutefois, pour que l'école produise de bons résultats : 1° qu'elle soit assidûment fréquentée par les enfants; 2° qu'elle donne une éducation appropriée.

1° L'école doit être assidûment fréquentée par les enfants.

En 1897, nous trouvons encore sur les statistiques de Mettray 38 % d'enfants complètement illettrés; il faudrait obtenir la fréquentation assidue de l'école par tous les enfants. Comment le pourrait-on?

Remarquons tout d'abord que par l'application du système de déchéance paternelle très large que nous demandons, ainsi que par l'organisation des tutelles que nous proposons d'appliquer, l'assiduité à l'école serait obtenue pour tous les enfants auquel serait donné un tuteur dans ces conditions; pour les autres, cette assiduité pourrait être obtenue : 1° par des pénalités contre les parents, pro-

(1) Mentionnons en ce sens les efforts de M. Bonjean, juge au tribunal civil de la Seine, président de la Société de protection de l'enfance abandonnée et coupable.

noncées très sévèrement, dès la première incartade, par le juge de paix, qui, au bout de quelques récidives, préviendrait le procureur de la République lequel poursuivrait la déchéance de la puissance paternelle; 2° par la fondation de sociétés se chargeant de conduire les enfants à l'école, de les en ramener, de les occuper pendant les vacances.

2° L'école doit donner une éducation appropriée.

Il est très mauvais de chercher à faire des enfants qui fréquentent les écoles primaires, autre chose qu'à des petits artisans. Les écoles primaires ne devraient être, selon nous, que des écoles professionnelles. Leur programme comporterait les éléments d'un métier, et seulement assez de lettres et de sciences pour que l'enfant puisse être plus tard un bon ouvrier. Il faudrait aussi lui apprendre à distinguer le bien du mal : la religion est, selon nous, le seul moyen pratique pour arriver à ce but.

APRÈS L'ÉCOLE.

Après l'école et jusqu'à la majorité de l'enfant, le rôle des tuteurs subsisterait; ils rempliraient, et avec combien plus de chances de succès, le rôle que nous avons vu remplir par les sociétés de patronage.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu :

Le Président,

J. LÉVEILLÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	7
PRÉFACE	9
CHAPITRE I. — La démoralisation par l'oisiveté . . .	11
CHAPITRE II. — De l'arrestation à l'envoi dans la colonie pénitentiaire	17
§ 1. — <i>Le poste de police, le dépôt</i>	17
§ 2. — <i>Le début de l'instruction</i>	21
§ 3. — <i>Les maisons de détention préventive à Paris</i> . . .	22
A. La Petite Roquette	22
B. Nanterre.	28
§ 4. — <i>Le patronage pendant l'instruction</i>	31
§ 5. — <i>Suite et fin de l'instruction. L'asile de la rue Denfert-Rochereau</i>	32
§ 6. — <i>Le jugement.</i>	36
§ 7. — <i>L'enfant prévenu en province</i>	40
CHAPITRE III. — Les colonies pénitentiaires	44
§ 1. — <i>Historique des maisons pénitentiaires pour enfants.</i> . . .	44
§ 2. — <i>Une colonie pénitentiaire française. Mettray</i> . . .	48
1° La colonie	48
2° Ce que devient l'enfant	49
3° Régime intérieur de la colonie	50
4° Travail	52
5° Récompenses et punitions.	58
6° La journée du colon.	62
7° Le pécule	63
8° La récidive.	64
§ 3. — <i>Particularités de diverses colonies pénitentiaires françaises</i>	65
1° Classement.	65
A. Colonies pénitentiaires publiques	65
Aniane	66

Les Douaires	66
Belle-Ile-en-Mer	68
B. Colonies pénitenciaires privées	69
Sainte-Foy	70
Saint-Ilan	70
Montesson	71
Darnetal	74
§ 4. — <i>Les écoles de réforme</i>	76
Écoles de réforme de Frasnés et Saint-Éloi	77
École de Chanteloup	79
<i>Résumé des particularités les plus saillantes des colonies pénitenciaires françaises</i>	79
§ 5. — <i>Maisons de correction étrangères pour enfants</i>	80
Angleterre	80
Belgique	86
Hollande	88
Suisse	90
Allemagne	92
Autriche-Hongrie	93
Russie	94
Russie proprement dite	95
Pologne Russe	97
États-Unis d'Amérique	99
§ 6. — <i>Examen de quelques questions spéciales</i>	101
A. Parallèle entre les colonies publiques et les colonies privées	101
B. Y a-t-il lieu de créer différentes sortes de colonies pénitenciaires suivant la nature, l'âge, etc., des enfants ?	107
C. Critiques faites aux maisons de correction françaises	110
CHAPITRE IV. — Le patronage des Jeunes libérés. Résultats de l'Éducation correctionnelle par le Travail.	
<i>Paragraphe préliminaire. La libération</i>	117
I. Libération provisoire	119
II. Libération définitive	122
III. Que possède l'enfant à sa sortie de la colonie pénitenciaire ?	122

IV. De quelle façon a lieu la libération définitive du jeune détenu?	123
§ 1. — <i>Le patronage des jeunes libérés.</i>	125
I. Historique du patronage français des jeunes libérés.	126
II. Le patronage des jeunes libérés en France.	127
1 ^o Fonctionnement général des sociétés de patronage des jeunes libérés.	128
2 ^o Particularités de quelques sociétés de patronage fran- çaises.	134
A. Sociétés de Paris.	134
B. Sociétés de Province	138
C. Sociétés de patronage spéciales aux jeunes libérés d'une seule colonie.	138
III. Particularités de quelques sociétés de patronage de jeunes libérés étrangères	139
Angleterre et États-Unis.	139
Autriche, Hongrie.	139
Suisse.	140
Allemagne.	140
Belgique.	141
IV. Engagement militaire des jeunes libérés.	143
V. Le patronage des jeunes libérés doit-il être organisé par la loi ou laissé à l'initiative privée?	147
§ 2. — <i>Résultats de l'éducation correctionnelle du jeune délinquant par le travail.</i>	158
CHAPITRE COMPLÉMENTAIRE. — Par quels moyens pourrait-on éviter la démoralisation de l'enfant?	
Déchéance de la puissance paternelle.	166
L'école.	168
Après l'école.	169

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.

